

Commissie voor Binnenlandse
Zaken, Veiligheid, Migratie en
Bestuurszaken

van

DINSDAG 13 JANUARI 2026

Namiddag

Commission de l'Intérieur, de la
Sécurité, de la Migration et des
Matières administratives

du

MARDI 13 JANVIER 2026

Après-midi

De openbare commissievergadering wordt geopend om 14.33 uur en voorgezeten door de heer Ortwin Depoortere.

La réunion publique de commission est ouverte à 14 h 33 et présidée par M. Ortwin Depoortere.

De teksten die cursief zijn opgenomen in het Integraal Verslag werden niet uitgesproken en steunen uitsluitend op de tekst die de spreker heeft ingediend.

Les textes figurant en italique dans le Compte rendu intégral n'ont pas été prononcés et sont la reproduction exacte des textes déposés par les auteurs.

[01] Débat d'actualité sur i-Police et questions jointes de

- François De Smet à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Le projet de numérisation i-Police" (56011856C)
- Ridouane Chahid à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Le projet i-Police" (56011919C)
- Brent Meuleman à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La rupture d'un contrat de plusieurs millions pour un projet de numérisation de la police" (56012053C)
- Matti Vandemaele à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Le dossier i-Police" (56012079C)
- Catherine Delcourt à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "L'abandon du projet i-Police" (56012136C)
- Xavier Dubois à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "L'application FOCUS" (56012284C)
- Xavier Dubois à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Le projet i-Police" (56012285C)
- Maaïke De Vreese à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "L'arrêt d'i-Police" (56012302C)
- Maaïke De Vreese à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Les projets pilotes d'i-Police" (56012303C)
- Paul Van Tigchelt à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La résiliation du contrat avec Sopra Steria concernant i-Police" (56012337C)

[01] Actualiteitsdebat over i-Police en toegevoegde vragen van

- François De Smet aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het digitaliseringsproject i-Police" (56011856C)
- Ridouane Chahid aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het project i-Police" (56011919C)
- Brent Meuleman aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De verbreking van een miljoenencontract voor een digitaliseringsproject bij de politie" (56012053C)
- Matti Vandemaele aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het i-Policedossier" (56012079C)
- Catherine Delcourt aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De stopzetting van het i-Policeproject" (56012136C)
- Xavier Dubois aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De FOCUS-app" (56012284C)
- Xavier Dubois aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het i-Policeproject" (56012285C)
- Maaïke De Vreese aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De stopzetting van i-Police" (56012302C)
- Maaïke De Vreese aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De i-Policepilotprojecten" (56012303C)
- Paul Van Tigchelt aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het opzeggen van het contract met Sopra Steria inzake i-Police" (56012337C)

De **voorzitter**: Uiteraard kunnen de andere commissieleden zich aansluiten bij dit actualiteitsdebat.

[01.01] François De Smet (DéFI): Monsieur le ministre, quelle incroyable gabegie que ce projet i-Police, dont des détails supplémentaires viennent d'être divulgués aujourd'hui même dans la presse! Nous parlons donc d'un projet qui engloutit 75 millions d'euros de fonds publics sur les 299 millions prévus. Cette hémorragie est, vous en conviendrez, très difficile à faire admettre en ces temps où votre gouvernement demande de gros efforts à la population. L'enquête révèle que ce fiasco n'est pas seulement dû à une incapacité technique, mais bien à une faillite systémique de gouvernance et de contrôle.

Dressons-en le bilan: un financement fantaisiste; un budget prévisionnel qui reposait sur des hypothèses irréalistes – notamment une enveloppe de 80 millions d'euros provenant d'une prétendue sous-utilisation de crédits de personnel, qui s'est avérée inexistante –; des clauses contractuelles complètement déséquilibrées, puisque le contrat permettait à Sopra Steria de facturer automatiquement un quarante-huitième de 80 % du montant de chaque projet entrepris, quel que soit l'état d'avancement véritable des travaux; des achats inconsidérés (entre fin 2021 et l'été 2024, la police

a dépensé 24 millions d'euros en licences technologiques, dont 6 millions pour un logiciel canadien jugé totalement inutile et inadapté, après coup); une perte de maîtrise technique (le rapport confidentiel du commissaire général Éric Snoeck indique que le prestataire ne maîtrisait même pas le fonctionnement de la Banque Nationale Générale, contraignant ainsi la police à reprendre elle-même ce projet crucial). Et puis, comme souvent au fédéral, on note une dépendance excessive aux consultants. L'enquête pointe en effet une dépendance malsaine envers des consultants externes, soulevant dès lors des soupçons de conflit d'intérêts.

Monsieur le ministre, s'agissant de la responsabilité financière, comment le gouvernement fédéral précédent a-t-il pu valider un plan de financement reposant sur 80 millions d'euros de crédits de personnel fantôme? Confirmez-vous l'existence de clauses contractuelles de facturation automatique? Pour le gaspillage des licences, quelle est la valeur résiduelle des 24 millions d'euros de licences achetées? Le commissaire général Éric Snoeck aurait alerté le gouvernement en septembre 2024 du caractère triplement confidentiel des rapports. S'agissant de conflits d'intérêts, quelles sont les conclusions définitives de l'analyse interne portant sur le rôle du chef de projet? Enfin, pour la récupération des fonds, au-delà du refus de payer les factures pendantes d'avril à juillet 2024, quelle est la somme exacte que vous pouvez, que nous pouvons espérer récupérer au moyen d'actions en justice pour inexécution ou faute grave du prestataire?

01.02 Ridouane Chahid (PS): Monsieur le ministre, 75 millions d'euros partis en fumée, cinq années de chantier pour aucun outil opérationnel et un fiasco aux conséquences dramatiques. Si je reprends les propos de votre cabinet dans le journal *Le Soir* d'aujourd'hui vous parlez d'une "hémorragie à stopper". La question que nous sommes toutes et tous en droit de nous poser est la suivante: qui est responsable de ce fiasco? Qui en porte la responsabilité? Est-ce M. Jambon ? Est-ce Mme Verlinden ? Ces questions sont légitimes, et nous avons droit à des réponses.

Dans votre note de politique générale 2025, vous évoquez une évaluation, et non un abandon. Je rappelle que ce projet avait été lancé par Jan Jambon il y a maintenant presque dix ans. Fin décembre – cadeau de Noël oblige –, vous avez annoncé la fin de ce projet.

Dans cette interview, vous êtes d'ailleurs sans ambiguïté: vous justifiez cet abandon par de graves lacunes dans l'exécution du marché public et par des résultats largement en deçà de vos attentes, ou plutôt de celles du gouvernement. Nous sommes donc face à un constat d'échec, avec 75 millions d'euros perdus sur les 300 millions initialement prévus.

Monsieur le ministre, d'autres questions me taraudent: quel lien peut-on établir entre ce projet et le projet Focus? Quel a été le rôle de la zone de police d'Anvers dans ce projet Focus? Qui en a assuré la gestion? Qui en a tiré les bénéfices? Pouvez-vous faire le point sur la manière dont s'est déroulée cette évaluation et sur ce qui vous a précisément conduit à abandonner ce projet, au-delà de l'aspect budgétaire? À défaut de ce projet, quelles sont les autres solutions informatiques envisagées pour répondre aux besoins opérationnels de la police fédérale et de la police intégrée de manière générale?

Par ailleurs, monsieur le président, je vous annonce d'ores et déjà que, quelle que soit la réponse du ministre, mon groupe demandera que M. Jan Jambon et Mme Verlinden soient auditionnés devant cette commission afin que nous obtenions des réponses à nos questions.

01.03 Brent Meuleman (Vooruit): Mijnheer de minister, in de pers werd uitvoerig bericht over het feit dat België een miljoenencontract voor het belangrijke digitaliseringsproject i-Police heeft verbroken. Het project moest bijdragen tot de modernisering van onze politiediensten, onder meer door efficiëntere gegevensverwerking, betere informatie-uitwisseling en een vermindering van administratieve lasten voor de politiemensen op het terrein. Helaas is daar heel weinig of niets van in huis gekomen.

Dat een dergelijk strategisch en kostelijk IT-project voortijdig stopgezet wordt, roept natuurlijk heel veel vragen op. In een context waarin politiediensten net kampen met personeelstekorten en toenemende veiligheidsuitdagingen, op een moment dat van iedereen inspanningen gevraagd worden omdat de financiële toestand van ons land ons daartoe dwingt, is dat bijzonder problematisch. Ik heb daarom enkele vragen voor u, mijnheer de minister.

Kunt u toelichten waarom werd beslist om het contract te verbreken en welke concrete tekortkomingen of problemen aan de basis lagen van die beslissing?

Op welk moment in het traject werd vastgesteld dat het project niet langer houdbaar was en welke waarschuwingen of evaluaties zijn daaraan voorafgegaan?

Wat is er fout gelopen? Hoe is het zo kunnen escaleren?

Hebt u ter zake contact gehad met de voormalige ministers van Binnenlandse Zaken? Waren de problemen toen ook al bekend? Zitten jullie op dezelfde lijn?

Wat zijn de totale financiële kosten die al werden gemaakt voor het project, inclusief eventuele schadevergoedingen, verbrekingsvergoedingen of verloren investeringen?

Werden er binnen de federale administratie of bij de politiediensten verantwoordelijkheden vastgesteld inzake projectopvolging, governance of controle en zo ja, welke lessen worden daaruit getrokken?

Welke impact heeft het stopzetten van het project op de werking van de federale en lokale politiediensten, op de lopende digitaliseringsinitiatieven en op de werkdruk van de politiemensen op het terrein?

Tot slot, bestaat er een plan B of een alternatief traject om de noodzakelijke digitalisering alsnog te realiseren? Binnen welke termijn verwacht u concrete resultaten?

01.04 **Matti Vandemaele** (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, ik heb drie maanden geleden een schriftelijke vraag gesteld over i-Police. Na drie maanden wacht ik nog altijd op een antwoord. Ik heb die vraag gesteld omdat ik uiteraard geïnformeerd ben over wat daar is gebeurd. Er zijn duizenden uren aan consultancy gefactureerd zonder dat daar ook maar één prestatie tegenover stond. De grendels die in het contract stonden, zijn op vraag van de politie verwijderd. Die grendels moesten ervoor zorgen dat het contract bij niet-oplevering in een vroeg stadium al zou worden getemporiseerd.

Eenzijds lees ik dat het om een bedrag van 78 miljoen euro gaat. Anderzijds lees ik vanmiddag bij de heer Verschaele in W16 dat we misschien wel 200 miljoen euro kwijt zijn. U hebt eerder in de commissie beloofd dat het Parlement inzage zou krijgen zodra het rapport beschikbaar zou zijn.

Mijn eerste vraag is dus of we daadwerkelijk inzage krijgen. Voor mij is dat niet nodig, maar ik vraag het voor een vriend. Ik heb hier het auditrapport van 11 februari 2024 dat toenmalig minister van Binnenlandse Zaken Verlinden kreeg van de commissaris-generaal. Hoe zullen wij dat rapport officieel ontvangen? Ik denk dat de collega's daarin geïnteresseerd zijn.

Mijn tweede vraag is of het nu om 78 miljoen euro gaat, dan wel om 200 miljoen euro.

Ten derde, klopt het dat er agenten hebben gezegd dat zij een proces-verbaal zouden opmaken over wat er is gebeurd? Die agenten zouden, volgens onze informatie, een verbod hebben gekregen om een proces-verbaal op te maken over de zaken die verkeerd liepen bij i-Police. Verschillende getuigen bevestigen dat.

Mijn volgende vraag is wat de nieuwe aanpak is. Hoe zult u dat nu oplossen? U hebt gezegd dat u het project stillegt, maar hoe zult u het vervolgens oplossen?

Een andere vraag is hoe we het bedrag dat te veel werd betaald, zullen terugkrijgen. Wij zijn als belastingbetalers gewoon opgelicht. Als men wordt opgelicht, zeker wanneer de politie wordt opgelicht, moet men toch de ambitie hebben om dat geld te recupereren.

Mijn laatste vraag is dan ook wie daarvoor verantwoordelijk is. Bent u dat als minister? Of is dat volledig toe te schrijven aan mevrouw Verlinden, met opnieuw een dossier waarin zij haar werk niet heeft gedaan?

01.05 **Catherine Delcourt** (MR): Monsieur le ministre, vous avez récemment décidé de résilier le marché public relatif au projet i-Police, ce vaste programme de numérisation intégrée de la police fédérale, lancé en 2017 et doté d'un budget de 299 millions d'euros. À ce jour, 75 millions d'euros ont déjà été déboursés, alors que les résultats attendus ne se sont pas matérialisés.

Selon les informations communiquées par votre cabinet et par la police fédérale, cette décision fait suite à une évaluation approfondie du marché public, prévue explicitement dans votre note de politique générale d'avril 2025 et menée dès votre entrée en fonction. Cette évaluation aurait mis en évidence de graves lacunes dans l'exécution du marché, des livraisons non conformes et l'incapacité du prestataire à mener à bien plusieurs sous-projets, dont certains avaient déjà été suspendus dès le mois de mai.

Je rappelle qu'un rapport de Deloitte, datant de 2023, avait déjà pointé des défaillances importantes dans la gouvernance, le pilotage et l'exécution du projet i-Police. Or, malgré ces signaux d'alerte clairs, aucune réaction structurelle ni décision corrective majeure ne semble avoir été prise à l'époque par votre prédécesseur, ce qui est vraiment regrettable.

Monsieur le ministre, pouvez-vous préciser les principales lacunes et les manquements constatés? Quelles démarches ont-elles été engagées afin de récupérer tout ou partie des 75 millions d'euros déjà déboursés? Quel montant estimez-vous pouvoir récupérer et selon quel calendrier? Quelle sera l'affectation du solde des crédits initialement prévus pour le programme i-Police et encore disponibles? Ces moyens seront-ils intégralement réalloués à la modernisation numérique de la police? Pouvez-vous détailler la nouvelle approche que vous entendez adopter en matière de numérisation? Quels sont les projets déjà opérationnels ou en cours, et quel est l'agenda précis pour leur déploiement et leur évaluation? Enfin, quelles garanties concrètes pouvez-vous apporter pour éviter que des alertes précoces, comme celles formulées en 2023, ne restent à l'avenir sans suite?

01.06 **Xavier Dubois** (Les Engagés): Monsieur le ministre, i-Police se voulait la pierre angulaire de la transformation numérique de la police. Finalement, c'est un véritable fiasco. Je pense que l'ensemble des éléments qui sont sortis encore aujourd'hui dans la presse permet de l'attester. L'objectif était d'améliorer l'efficacité du travail de la police, des enquêtes et des interventions. Le budget était estimé à l'époque à 300 millions d'euros.

Déjà en 2023, comme certains collègues l'ont évoqué, un premier rapport de Deloitte mettait en avant de graves difficultés, des retards importants, des dépassements budgétaires déjà attestés à l'époque, ainsi que des problèmes de gouvernance, relayés par la presse.

À la suite d'une évaluation commandée par vos services, vous avez décidé de mettre un terme à ce projet. Mes questions font suite aux questions écrites posées par ma collègue Mme Ramlot.

Quels sont les impacts réels de la résiliation du contrat conclu avec Sopra Steria, tant en matière de coûts que de logiciels ou prestations déjà réalisés? Vous avez évoqué la possibilité de récupérer une partie des 75 millions d'euros déjà dépensés, mais comment et selon quel calendrier? Il serait utile, à mon sens, que le Parlement puisse disposer officiellement du rapport d'évaluation pour pouvoir en prendre connaissance de manière complète.

Les questions sur le passé et sur les responsabilités dans ce dossier sont importantes, mais qu'en est-il, surtout, de l'avenir. Quelle est la suite? Le plus important est peut-être ce que l'on va faire pour assurer la transformation numérique de la police. Ce projet a fait perdre beaucoup de temps et d'efficacité à nos services de police. Il est donc temps de proposer une solution alternative.

J'ai également une autre question, portant sur l'application Focus, également mise en avant par M. Chahid. L'application Focus, développée initialement par la zone de police d'Anvers, est une application visiblement efficace puisqu'elle est aussi utilisée dans ma zone de police. Elle permet aux agents d'accéder rapidement et de manière sécurisée à des informations opérationnelles essentielles qui permettent d'accélérer les opérations sur le terrain. Il apparaît toutefois que cette application serait liée au périmètre de i-Police. La question des conséquences pour l'application Focus de la résiliation du contrat i-Police se pose donc.

Pouvez-vous préciser combien de zones de police ont aujourd'hui recours à l'application Focus? La résiliation du contrat i-Police aura-t-elle un impact sur l'application Focus? Pouvez-vous nous rassurer à cet égard? Pouvez-vous par ailleurs nous fournir les informations budgétaires sur les moyens mobilisés par l'État, tant en matière de développement qu'en matière de maintenance et d'exploitation, pour l'application Focus développée par la zone de police d'Anvers?

01.07 Maaïke De Vreese (N-VA): Mijnheer de minister, digitale transformaties lopen bij de overheid zelden van een leien dakje. Wat we bij de federale politie en i-Police hebben gezien, tart echter alle verbeelding. De voorbije jaren werd heel veel geïnvesteerd in de informatiehuishouding van de politie, maar de verwachte resultaten bleven uit. i-Police is het schoolvoorbeeld van een mislukte digitalisering. Het geïnvesteerde geld is gewoon in rook opgegaan. Dat lijkt valt niet meer te reanimeren. Dat is geen nieuw verhaal, het is het verhaal dat ik op 17 juni 2025 in de commissie heb gebracht. Ik heb u toen een tienpuntenplan voorgesteld. Dat onderdeel ging over digitalisering.

Mijnheer de minister, voor de kerstvakantie, op 17 december 2025, stelde ik u opnieuw een vraag over het project i-Police, omdat onze partij al zeer lang veel vragen heeft bij dat project en de vele miljoenen euro's – en elk miljoen is er een te veel – die aan dat project zijn verspild. Toen antwoordde u dat u nog even zou evalueren. De week nadien communiceerde dat u het project had stopgezet. Het is jammer dat we toen van u niet hebben vernomen dat het project na twee evaluaties eigenlijk ten dode was opgeschreven en dat u het inderdaad moest stopzetten.

Ik heb onlangs, net zoals u, veel nieuwjaarsrecepties bijgewoond, waarop bleek dat veel ingewijden met dat soort van dossiers verveeld zitten, omdat ze de geloofwaardigheid van de politie opnieuw onderuithalen. Ze spraken de hoop uit dat eindelijk een volgende stap kan worden gezet. De digitalisering van de politiediensten is immers cruciaal. Het is essentieel dat de mensen op het terrein kunnen rekenen op een performant systeem dat hun gemakkelijk alle informatie geeft die zij nodig hebben.

Ik heb zelf op het terrein gestaan. Ook bij ons, bij de Dienst Vreemdelingenzaken, was informatie op het terrein zeer moeilijk toegankelijk en enkel telefonisch verkrijgbaar. Dat is absoluut niet meer van deze tijd. Daarom is het belangrijk om op de juiste projecten in te zetten. In Antwerpen heeft men met het project Focus bewezen dat het wel degelijk kan. Het is dus niet onmogelijk, maar het moet op de juiste manier worden aangepakt, met de juiste partners.

Daarom heb ik heel wat vragen voor u ingediend. Het is belangrijk dat wij nu eindelijk correcte cijfers van u krijgen en dat u die nog eens bevestigt, want in de pers lezen we telkens verschillende bedragen.

Ik vraag u daarom ook om ons opnieuw een duidelijke tijdslijn te geven, zodat helder wordt wat wanneer is beslist en hoe u binnen uw bevoegdheid bent opgetreden.

U hebt aangegeven dat u het project nu definitief stopzet. Hoe kijkt u naar de toekomst van dergelijke digitaliseringsprojecten? Dat lijkt ons het belangrijkste punt. We moeten uiteraard ook naar het verleden kijken, onder meer met betrekking tot de dading of wat er eventueel nog volgt. Dat is eveneens een expliciete vraag van mijn kant.

Hoe zal het verdere verloop eruitzien? Daarnaast is het van belang hoe we dit voortaan op een correcte manier aanpakken voor de mensen op het terrein. Voor ons had het project sneller mogen worden stopgezet. Ik herhaal dat er twee evaluaties zijn geweest.

Ook tijdens de vorige legislatuur is hierover heel wat informatie opgevraagd. Ik maakte toen geen deel uit van het federale Parlement, maar ook vanuit onze fractie zijn destijds verschillende vragen gesteld.

Verder had ik u vragen gesteld over de verschillende lopende pilootprojecten. Ik zou graag ook daarop een antwoord krijgen, aangezien ik die punten expliciet in een tweede vraag heb aangekaart.

Tot slot verwijs ik, mijnheer de voorzitter, naar de twee ingediende vragen met het verzoek die aan het verslag van deze commissie toe te voegen.

Kan u meedelen op welke tijdstippen Sopra Steria in gebreke werd gesteld en het contract verbroken? Kan u ook meedelen op welke gronden die stappen werden ondernomen? Werd er een schadevergoeding geëist en dewelke? Hoe ziet u het verdere verloop?

Kan u opsommen waarvoor en wanneer er hoeveel werd uitbetaald aan de firma? Hoe werden die uitgaven geëvalueerd? Welke opdracht kreeg de externe programmamanager? Waarom liep dat niet goed af? Hoeveel werd er daarvoor betaald? Kan u verklaren hoe dit project nog tweeënhalve jaar werd

voortgezet terwijl de resultaten uitbleven? Hoe verliep de begeleiding door de stuurgroep al die tijd? Waarom moest het project I-Police het afgelopen jaar nogmaals worden geëvalueerd?

Kan u de historiek van die pilootprojecten concreet toelichten? Vanaf wanneer werd duidelijk dat die geen concrete resultaten zouden opleveren? En waarom?

Kan u bevestigen dat de data van de ANG nooit werden gemigreerd? En dat die nog steeds op het oude mainframe draait? Waarvoor we jaarlijks 13 miljoen euro uitgeven? Komt er een nieuwe ANG tegen 2027? Wat is het plan op dat vlak?

Hoe zag de volledige implementatiekalender voor 2024 en de volgende jaren er uit? Net als de financiële kalender? Kan u toelichten wat er in 2024 en 2025 is gebeurd? Hoe verklaart u dat er nooit resultaten zijn geboekt?

01.08 Paul Van Tigchelt (Open Vld): Monsieur le ministre, merci pour votre présence ici.

Ik heb er alle vertrouwen in dat u zo volledig en transparant mogelijk zult antwoorden op die belangrijke vragen. We zullen nu al moeten nadenken over een vervolg op deze vergadering, want uw antwoorden zullen ongetwijfeld nieuwe vragen oproepen en ook al die vragen zullen beantwoord moeten worden. Het afgevoerde digitaliseringsproject van de politie heeft zeer veel belastinggeld gekost en daarom moet duidelijkheid worden verschaft over wie in het verleden waarvoor verantwoordelijk was, ongeacht of dat de politie of de politiek betreft.

Sommige collega's stonden al stil bij het bedrag van 75,8 miljoen euro voor het project, maar volgens sommige bronnen gaat het om veel meer en ik ben geneigd om eerder die bronnen te geloven, want ik vermoed dat de totaalprijs veel meer dan die 76 miljoen euro bedraagt.

Het project betreft onze veiligheid. De politie klaagt over een personeelstekort, maar net een performante digitalisering kan voor meer blauw op straat zorgen. Een politieagent besteedt tegenwoordig gemiddeld een derde van zijn of haar tijd achter een bureau, terwijl i-Police juist als doel had om politieambtenaren van achter hun bureau op straat te krijgen.

Naast onze veiligheid gaat het over geld van de belastingbetaler. De mislukte digitaliseringsprojecten van Justitie uit het verleden, zoals Mammoet, Cheops en Phenix, verdwijnen bij wijze van spreken in het niets in vergelijking met de bedragen die aan i-Police zijn besteed.

Ik wens nogmaals te beklemtonen dat de problemen met i-Police nu niet plots uit de lucht komen vallen. Zowel de federale als de lokale politie hebben al vele alarmsignalen gegeven en kritiek geuit.

De **voorzitter**: Mijnheer Van Tigchelt, wilt u afronden?

01.09 Paul Van Tigchelt (Open Vld): Dit is te belangrijk.

De vraag is ook welke gevolgen werden gegeven aan de audit van Deloitte van april 2023, die ook niet zonder reden werd besteld. Het is ook veel te kort door de bocht om er een tegenstelling tussen de federale politie en de politiezone Antwerpen, de PZA, van te maken. Het is immers een feit dat het digitaliseringsproject van de PZA wel degelijk resultaten opleverde. We mogen dit dus niet herleiden tot een discussie tussen de federale politie en de politiezone Antwerpen.

Mijnheer de minister, tot slot wil ik u oprecht feliciteren met uw beslissing. Politiek bedrijven betekent soms met de neus in de wind gaan staan en dat doet u met deze beslissing.

U hebt een moedige keuze gemaakt. U zult in ieder geval uitleggen hoe u daartoe bent gekomen.

Mijnheer de voorzitter, ik houd mijn vragen kort.

Mijnheer de minister, hoeveel heeft het project i-Police tot nu toe precies gekost?

De **voorzitter**: Mijnheer Van Tigchelt, ik stel voor dat u bij een volgende gelegenheid een interpellatie indient, want dan hebt u meer spreektijd. Ik moet de spreektijd van elk lid respecteren. Als elk lid zijn

spreektijd zomaar zou verdubbelen, dan kunnen we vandaag slechts één actualiteitsdebat houden. Ik verzoek u om u, zoals uw collega's, te houden aan de reglementair vastgelegde spreektijden. Mag ik u vragen af te ronden?

01.10 Paul Van Tigchelt (Open Vld): Mijnheer de minister, hoe hebt u bij uw aantreden het dossier ontvangen van uw voorganger? Wat is er gebeurd met de alarmsignalen? Wat zult u ondernemen om volledige duidelijkheid te krijgen in het dossier? Tot slot, wat moet de belastingbetaler volgens u denken van het dossier?

Mijnheer de voorzitter, mijn excuses, maar met mij hebt u niet te veel last in deze commissie. Het voorliggende dossier is echter te belangrijk.

De **voorzitter**: In dat geval had u een interpellatie moeten indienen om meer spreektijd te krijgen.

Zijn er collega's die willen aansluiten bij de vraagstelling?

01.11 Greet Daems (PVDA-PTB): Mijnheer de minister, we horen hier vaak dat er geen middelen beschikbaar zijn, maar in dit dossier stel ik vast dat er miljoenen euro's door ramen en deuren zijn weggegooid. Het gaat om een monstercontract voor i-Police ter waarde van 299 miljoen euro, waarvan pas na vijf jaar blijkt dat het niets oplevert. Dat moet worden opgehelderd.

De burgers zijn bovendien tweemaal het slachtoffer van dat bijzonder pijnlijke fiasco. In de eerste plaats zijn zij degenen die uiteindelijk de rekening zullen betalen. Daarnaast had i-Police het politiewerk moeten vergemakkelijken om de samenleving en dus de burger beter te beschermen.

Ik hoor hier partijen die terecht verontwaardigd zijn over het feit dat geld niet correct is besteed. Sommigen liggen echter zelf mee aan de basis daarvan. Het was immers de heer Jambon die het project destijds lanceerde. Mevrouw Verlinden zette het project voort zonder zich erom te bekommeren of het wel werkte en zonder de nodige middelen te voorzien om het te laten functioneren. Dat roept heel wat vragen op.

Mijnheer de minister, kunt u ons inzage geven in de evaluatie die u hebt laten uitvoeren over i-Police? Hoe schat u de kans in om het uitgegeven geld terug te vorderen bij de Franse consultant? Hoe wilt u de verloren tijd op het vlak van digitalisering bij de politie inhalen?

Los van de antwoorden die u zo dadelijk zult geven, wil ik benadrukken dat het voor ons noodzakelijk is dat het Rekenhof een audit uitvoert en dat er hoorzittingen worden georganiseerd in de Kamer. Dit mag zich immers niet opnieuw voordoen. Er mogen geen miljoenen meer worden uitgegeven aan buitenlandse consultants. Digitalisering is noodzakelijk, maar dan wel in publieke handen, transparant en ten dienste van de mensen.

01.12 Ortwin Depoortere (VB): Mijnheer de minister, in dit actuadebat wens ik eveneens aan te sluiten bij de vraagstellers. Met uitzondering van cd&v denk ik dat elke fractie het woord heeft gevraagd.

Van het totale budget van 299 miljoen euro werd reeds 75,8 miljoen euro betaald aan de Franse IT-ontwikkelaar Sopra Steria, maar dus zonder resultaat.

Mijnheer de minister, welke concrete gevolgen heeft dat voor de huidige en de toekomstige operationele werking van de federale politie? Kunt u verduidelijken hoe we die uitgekeerde miljoenen euro's zullen terugvorderen? De belangrijkste vraag is misschien wel wie de politieke verantwoordelijkheid draagt voor dat falend projectbeheer.

U hebt intussen aangekondigd om meer in te zetten op kleinschalige, modulaire projecten en interne IT-diensten. Welke garanties kunt u geven dat die nieuwe aanpak wel resultaten zal opleveren? Hoe zult u het tijdsplan, het budget en de verantwoordelijkheidsstructuur voor die nieuwe projecten vastleggen? Hoe kan het Parlement dat nieuwe project transparant opvolgen?

01.13 Bernard Quintin, ministre: Mesdames et messieurs les députés, permettez-moi tout d'abord de présenter mes meilleurs vœux à celles et ceux d'entre vous à qui je n'aurais pas encore eu l'occasion de le faire.

Comme vous le savez toutes et tous, l'objectif d'i-Police était de mettre en place une solution informatique via un programme global et une obligation de résultats. Ce projet – cela a été rappelé par certains d'entre vous – a été préparé en 2017 et signé en 2021.

La société à laquelle le contrat a été attribué avait pour rôle et responsabilité d'intégrer les différents éléments de cette solution, tant sur le plan du logiciel que sur le plan du projet, afin de former un ensemble fonctionnel. Il est constaté qu'après toutes ces années, aucune partie opérationnelle de la solution n'est disponible.

Ik kan mij maar moeilijk uitspreken over de disfuncties die in het programma werden vastgesteld voorafgaand aan mijn aantreden of verantwoordelijkheden die al dan niet hadden moeten worden opgenomen. Ik weet uiteraard dat er audits door Deloitte en door mijn voorganger werden georganiseerd. De audit door Deloitte werd overigens reeds toegelicht en besproken in de Kamer.

Aangespoord door de gemengde signalen die over het programma naar buiten kwamen, heb ik bij mijn aantreden onmiddellijk aan mijn kabinet gevraagd om dit dossier op te nemen en de in het regeerakkoord beschreven grondige evaluatie te laten uitvoeren. Evalueren betekent echter niet dat het programma helemaal stopgezet kan worden. Er werd gekozen om vier projecten te laten voortlopen, terwijl de kernelementen van het programma geëvalueerd werden.

De module FOCUS, de toepassing voor de lokale politie op het terrein, maakte geen deel uit van de overheidsopdracht, maar er was wel een integratie voorzien.

Pour répondre à votre question précise, monsieur Dubois, Focus est utilisé par toutes les zones de police et tous les services de la police fédérale.

Andere kernelementen zijn de datamigratie van de ANG, die in elk geval moet gebeuren; het ontwikkelen van een casemanagementsysteem voor de dienst Internationale Betrekkingen, waarvoor een Europese verplichting geldt, het ter beschikking stellen van een aantal softwarelicenties. Dat zijn de vier projecten. De overige krachtlijnen van het contract zijn in april bevroren, terwijl de evaluatie werd aangevat.

Le résultat est décevant – ce sera le *British understatement* de ce début d'année.

Les éléments essentiels de la solution promise par le fournisseur ne répondent pas aux fonctionnalités requises et nécessaires. De plus, l'entreprise n'a pas assumé son rôle de prestataire de services performant et orienté vers les résultats. Des mises en demeure formelles ont été envoyées en août et en octobre 2025. Les réponses du contractant n'ont pas convaincu que le programme puisse encore être poursuivi. En conséquence, il a été nécessaire de résoudre le marché public. J'ai décidé d'arrêter l'hémorragie.

Comme cela a été dit par à peu près tous les intervenants, l'argent public ne sort pas d'ailleurs que de la poche des contribuables, dont je fais partie – modestement, depuis mes 18 ans. La bonne gouvernance, ce ne sont pas seulement des paroles, ce sont aussi des actes. Je pense pouvoir prétentieusement dire que depuis 11 mois, des actes de bonne gouvernance, j'en pose.

Het gevolg van de verbreking van de overheidsopdracht is dat alle projecten in het kader van i-Police zijn stopgezet.

Eind 2025 bedroeg de totale facturatie 480,4 miljoen euro, waarvan 75,8 miljoen euro al vereffend is. Het verschil tussen de geplaatste bestellingen en het gefactureerde bedrag, dus de niet-gerealiseerde bestellingen, bedraagt 63,9 miljoen euro.

Je ne préjugerai pas de l'issue de la procédure de résolution. Compte tenu des montants en jeu, tant la police que l'entreprise ont sollicité des avis juridiques. Je m'abstiendrai donc de tout commentaire susceptible d'influencer défavorablement cette procédure, pour ce qui concerne l'État bien sûr. Celle-ci est en cours. Le prestataire de service a bien entendu le droit de formuler une réponse dans le cadre de cette résolution.

Cependant, je m'engage à vous communiquer tous les documents susceptibles d'être partagés dès que cela sera possible. Permettez-moi au préalable de solliciter un avis juridique à ce sujet.

L'évaluation récente est un document qui a servi de base à la décision interne. Elle n'a jamais été communiquée au prestataire de service et porte sur les éléments essentiels du projet, sans couvrir l'ensemble des dispositions contractuelles.

Dans tous les cas, une obligation de confidentialité s'applique aux marchés publics, à savoir l'article 24 de l'accord cadre. Cet article impose des restrictions quant à la manière dont les informations confidentielles relatives à la mise en œuvre du projet peuvent être communiquées. Ces documents pourront être transmis au Parlement via les procédures appropriées, garantissant à la fois le respect du caractère confidentiel des informations et l'exercice du contrôle parlementaire.

De dienstverlener heeft nog niet gereageerd.

De noden aan digitalisering en automatisering blijven bestaan. Mijn visie daarop is duidelijk: ontwikkeling door verschillende incubatoren in de organisatie, dicht bij de noden van het terrein, realistisch en modulair. De data moeten daarbij centraal beheerd worden, volgens de regels van de kunst. De eventuele budgettaire ruimte die daardoor ontstaat, kan volgens de Inspectie van Financiën desgevallend gebruikt worden voor andere projecten die de functionaliteiten dienen.

Je tiens à souligner que l'arrêt d'i-Police ne signifie en aucun cas la fin de la transformation numérique de la police. Au contraire, j'impose à la police fédérale d'adopter une nouvelle approche basée sur des projets à plus petite échelle et modulaires, mais qui répondent directement aux besoins de terrain et sont développés par des services disposant de l'expertise nécessaire.

Parmi les avancées déjà engrangées sur la base de cette nouvelle méthode de travail que j'ai initiée, citons par exemple l'outil PoliceSearch, qui permet désormais d'accéder de manière centralisée à tous les procès-verbaux en Belgique. Jusqu'il y a moins de trois mois d'ici, ça n'était pas possible. Ça l'est maintenant.

Toutes les caméras ANPR du pays sont progressivement connectées à un système central – Focus – doté d'outils d'analyse avancée, ce qui augmentera considérablement l'efficacité des opérations sur le terrain. Cela permet par exemple de rechercher des véhicules volés ou suspects, d'être alerté immédiatement lorsqu'un véhicule recherché est repéré, ou encore de reconstituer l'itinéraire ou le comportement d'un véhicule impliqué dans une infraction ou une affaire de criminalité organisée.

Les zones de police ont obtenu l'accès aux caméras de la SNCB. En outre, un système similaire est en cours d'élaboration pour les caméras de la STIB. Cette logique de cocréation entre les unités spécialisées de la police fédérale, les zones de police locale et les services informatiques internes de la police se construira autour d'incubateurs dédiés. L'ambition est de travailler de manière progressive sur des bases saines avec des projets maîtrisés, une gouvernance renforcée et des résultats concrets, mesurables et vérifiables, au service direct de l'action policière.

Cette approche permet d'obtenir des résultats plus rapides, de mieux répondre aux besoins réels sur le terrain et de créer une plus grande valeur ajoutée directe pour la sécurité de nos concitoyens. Elle sera d'ailleurs consacrée juridiquement. Dans le cadre d'un autre projet de loi, un article spécifique a été introduit afin de donner une base légale à ce mode de développement conjoint entre la police fédérale et, notamment, les zones de police locale.

Il va de soi que, le cas échéant, cet amendement de la loi sur la police intégrée vous sera soumis le plus rapidement possible.

Nu kom ik tot de nog niet beantwoorde vragen van de commissieleden.

De historiek van de pilootprojecten, waarnaar is gevraagd, laat zich niet binnen dit tijdsbestek samenvatten. Ook het volledige implementatiekader voor 2024 en wat er dat jaar effectief is gebeurd, zijn onderwerpen die te ruim gaan voor deze vragensessie.

Ik kan over de migratie van de ANG melden dat enkel het ANG-verkeer, dus een fractie van het geheel,

is gerealiseerd. De ANG draait nog steeds op een mainframe-infrastructuur. Het is de bedoeling om de uitfasering nog steeds te realiseren.

En ce qui concerne les mises en demeure dans le cadre de l'exécution du marché public, de nombreux échanges d'informations formels et informels ont eu lieu. Les mises en demeure formelles ont été envoyées en août et en octobre 2025. Celles-ci ont été rédigées conformément aux dispositions légales en vigueur. Le 20 décembre 2025, le contrat a été résolu.

Dans ce courrier, le remboursement d'une partie substantielle des factures déjà acquittées a été demandé, à l'exception notamment des paiements relatifs à des licences effectivement utilisées, ainsi que le paiement d'une indemnisation complémentaire pour les préjudices subis par la police du fait des manquements du fournisseur.

Wat de kosten betreft, werd aan het consortium 75,8 miljoen euro betaald. Voor diensten werd in totaal 43,4 miljoen euro betaald over de vijf jaren, namelijk 2,1 miljoen in 2021, 7,6 miljoen in 2022, 19,5 miljoen in 2023, 13 miljoen in 2024 en 1,1 miljoen in 2025. Voor de softwarelicenties werd aan het consortium een totaalbedrag van 31 miljoen euro betaald in de periode 2021-2025. Per jaar bedroegen de betalingen respectievelijk 17 miljoen in 2021, 8,9 miljoen in 2022, 1,9 miljoen in 2023, 2,4 miljoen in 2024 en 0,7 miljoen in 2025.

De opdracht van de externe programmamanager is gedetailleerd beschreven in de opdrachtdocumenten van het contract. Er was regelmatig overleg met de inter-programmamanager van i-Police. Dat maakt deel uit van een van de projecten, P1. Dat was een project tegen een vaste prijs.

Concernant la raison pour laquelle le programme s'est poursuivi pendant deux ans et demi après l'audit de 2023, il m'a été communiqué que, vu que le programme i-Police était vaste et complexe, il était nécessaire de le gérer en partenariat. Au cours de la phase de mise en œuvre, les grands concepts devaient être précisés, développés plus en profondeur et adaptés par le consortium aux besoins spécifiques de la police belge.

À la fin de l'année 2023, lorsqu'il est apparu clairement que les deux projets pilotes n'enregistraient pas de progrès suffisants, le fournisseur a été fermement rappelé à ses engagements afin d'aboutir aux résultats attendus. Par ailleurs, une hiérarchisation claire d'un nombre restreint de projets prioritaires a été mise en place afin de permettre au fournisseur de se concentrer pleinement sur l'obtention de résultats concrets.

Le commissaire général a ensuite nommé un gestionnaire de crise et remplacé le responsable du programme i-Police de l'époque. Le groupe de pilotage mis en place dans le cadre de l'exécution du marché public a été porté au niveau du Comité de Coordination de la Police Intégrée (CC GPI).

Afin d'accroître la faisabilité du marché public i-Police et d'en réduire la complexité, la police intégrée a pris différentes mesures entre décembre 2023 et 2024. Comme déjà indiqué, la principale mesure a consisté à réduire la portée du programme i-Police à quatre priorités, dans l'espoir d'y obtenir des résultats.

Lorsque j'ai pris mes fonctions de ministre de la Sécurité et de l'Intérieur au début de l'année 2025, le programme se trouvait encore à ce stade, sans qu'aucun signal clair ne se dégage. C'est la raison pour laquelle, conformément à l'accord de gouvernement, j'ai décidé de procéder à une évaluation approfondie afin d'en objectiver une fois pour toutes l'utilité. C'est pour cette raison que, toujours conformément à l'accord de gouvernement, j'ai mené cette évaluation, laquelle a abouti au résultat communiqué à la fin de l'année.

Nu kom ik tot de vragen over de audit van Deloitte. Binnen het commissariaat-generaal werd in uitvoering van die audit, naast de wijzigingen binnen het programma die ik zonet heb vermeld, een *digital transformation office* (DTO) opgericht. Daarbij zijn een aantal sleutelfuncties ingevuld, zoals die van *chief intelligence officer* en *chief technology officer*, om de strategische bakens inzake *intelligence* en IT uit te zetten.

De oprichting van het DTO was een noodzakelijke eerste stap om de digitale transformatie strategisch te verankeren binnen de federale politie. Zeer recent werd de oude ICT-dienst van de politie, de DRI,

samengebracht met het DTO, precies om synergie te creëren en de aansturing te versterken. In dat kader werd uiteindelijk beslist om de functie van directeur DRI niet afzonderlijk in te vullen, aangezien die samenvoeging leidde tot de oprichting van een nieuwe geïntegreerde dienst.

Pour Focus, toutes les zones de police et les services de police fédéraux ont la possibilité d'utiliser les modules mis à disposition par FOCUS@GPI. Toutes les zones de police locale utilisent Focus, mais n'en utilisent pas spécialement toutes les fonctionnalités. L'appréciation est laissée aux chefs de corps.

Les unités fédérales opérationnelles utilisent également Focus, comme la direction administrative de la protection des personnes, la police de la route, les polices aéronautique et navale, etc. J'en profite pour ajouter que Focus fonctionne très bien avec ANPR et c'est une logique fonctionnelle. Vous avez la centralisation des images par ANPR et l'accès à ces images par Focus. Maintenant, avec la combinaison de ISLP – donc de PoliceSearch qui permet d'avoir accès à tous les procès-verbaux de toutes les zones en temps réel –, je peux vous dire que cela fait une véritable différence sur le terrain. Terrain sur lequel je suis assez régulièrement pour justement constater que ça marche bien et que ça apporte des vraies avancées. J'y reviendrai éventuellement dans ma conclusion.

De politiezone Antwerpen, de PZA, neemt de rol van productieorganisatie op zich, terwijl de DRI die van beheerorganisatie vervult. Concreet betekent dit dat de DRI instaat voor het beheer van het platform en onder meer de kosten draagt die verband houden met de infrastructuur, het onderhoud van het netwerk, de beveiliging, de integratie met externe bronnen en andere technische componenten die noodzakelijk zijn voor de werking ervan. De politiezone Antwerpen wordt voornamelijk vergoed voor de ontwikkeling van nieuwe toepassingen of de evolutie van bestaande toepassingen, alsook voor het onderhoud ervan. Het gaat om een concreet en structureel model van cocreatie waarbij de federale politie en de lokale politie gezamenlijk verantwoordelijkheid dragen.

Mesdames et messieurs les députés, pour conclure ce premier débat d'actualité de l'année, dont je subodore par ailleurs qu'il ne sera pas le dernier que nous aurons sur le sujet, je souhaite vous assurer, pour autant que de besoin, de ma pleine et entière volonté de m'inscrire dans la lignée de l'accord de gouvernement. Celui-ci entend mener les réformes nécessaires pour notre pays et pour nos concitoyens, singulièrement en matière de sécurité, au moyen d'une utilisation responsable, mais surtout efficace dans la pratique, des deniers publics, qui ne sont jamais que l'impôt de nos concitoyens. Pour celles et ceux qui ont suivi – il n'y a pas d'examen à la fin –, ils savent depuis quel âge, moi-même, je le paie.

Notre police continuera bel et bien à faire le grand pas vers le 21^e siècle, celui du numérique. Cela ne se fera plus uniquement par des chantiers pharaoniques, dont les écueils possibles ont malheureusement été illustrés par i-Police, mais bien par des avancées portées par le terrain, pour le terrain et sur le terrain, avec pour objectif constant de renforcer l'efficacité opérationnelle de nos services de sécurité au bénéfice de tous nos concitoyens.

C'est à cela que je me suis engagé devant vous depuis un an et c'est ce qui continuera à m'animer dans la gestion de mes dossiers.

01.14 **Ridouane Chahid** (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour cette réponse assez complète qui est en fait la base qui nous permettra d'auditionner les ministres qui ont été politiquement responsables de la police fédérale ces deux dernières législatures.

Dans votre réponse, vous pointez clairement le fait que, politiquement, la police fédérale n'a pas été entendue parce qu'elle a alerté les responsables politiques. L'article du journal *Le Soir* d'aujourd'hui indique d'ailleurs à cet égard qu'à trois reprises, des courriers ont été envoyés pour dire "attention, on va dans le mur". Personne n'a voulu entendre.

Votre réponse, monsieur le ministre, est assez claire et limpide et je vous remercie de votre honnêteté et de la transparence dont vous faites preuve. Ce que nous attendons aujourd'hui du gouvernement, c'est une transparence dans le cadre de ce dossier. Qu'avons-nous fait avec ces 75 millions d'euros? Qui a-t-on payé? On ne le sait toujours pas. Il nous faut le détail de ces factures.

Vous évoquez le projet Focus, disant qu'il fonctionne super bien. Oui, mais qui a payé le projet Focus? Le fédéral! Pour qui? Pour la zone de police d'Anvers qui fait payer les autres zones de police pour des

prestations supplémentaires. La vérité, c'est qu'aujourd'hui, la zone de police d'Anvers se sucre sur les autres zones de police du royaume. Telle est la réalité! Pourquoi? Qui le lui a demandé? Voilà les réponses qu'on attend de la part du gouvernement et des ministres précédents.

Quel est l'avenir de la police fédérale? Au mois de mars, on apprend que 30 voitures neuves de la police fédérale attendent sur un parking parce que le marché public n'a pas été fait comme il fallait. Au mois d'octobre, vous remettez en question le marché sur les uniformes. Au mois de décembre, vous arrêtez le projet de digitalisation. Quel est l'avenir de la police fédérale? Telle est la vraie question aujourd'hui, monsieur le ministre.

01.15 Brent Meuleman (Vooruit): Mijnheer de minister, dat er in deze tijden, waarin er van iedereen een inspanning wordt gevraagd omdat de financiële situatie van ons land ons daartoe dwingt, op zo'n manier gemorst wordt met overheidsgeld, is compleet onaanvaardbaar. Dat ondermijnt het vertrouwen in de politiek helemaal. Miljoenen aan belastinggeld zijn uitgegeven en het resultaat is niks.

Het i-Policecontract werd door uw voorgangers Jambon en Verlinden voorgesteld als een noodzakelijke modernisering van onze politiediensten. Ik vind het dan ook bijzonder jammer, maar ook veelzeggend dat de collega's van cd&v vandaag niet deelnemen aan het actualiteitsdebat. Dat is niet geheel verrassend, want wat blijkt vandaag? Het project faalt, het contract wordt stopgezet en dat heeft ons miljoenen gekost, geld dat had kunnen worden geïnvesteerd in de koopkracht van en de zorg voor de mensen.

Ik hoop dat hieruit lessen getrokken worden voor de toekomst, zodat onze politiemensen binnenkort ook echt volledig digitaal kunnen werken, met een degelijk programma. Dat mag niet zomaar op de lange baan geschoven worden, dus we rekenen erop dat u uw verantwoordelijkheid neemt en kijkt naar een oplossing, niet het minst voor onze politiemensen die elke dag keihard werken en onze ondersteuning daarin absoluut verdienen. Zet trouwens ook maar eens uw tanden in het bedrijf dat vrolijk heeft gefactureerd, maar nada heeft gepresteerd.

01.16 Matti Vandemaele (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, elke dag opnieuw geven vele agenten het beste van zichzelf. Daarvoor hebben ze goed materieel nodig hebben, maar dat krijgen ze niet.

Het is goed dat u hebt ingegrepen. Ik ben daar heel blij mee, maar ik blijf op mijn honger. Ik wacht al drie weken op antwoorden, ook over dit dossier. U moest mij antwoorden tegen 30 december, maar die antwoorden zijn natuurlijk problematisch. Er zullen nog veel meer lijken uit de kast vallen als er eerlijk geantwoord wordt op die vragen.

Waarom is hier niemand van cd&v aanwezig? Dat is toch duidelijk. Dit is alweer een dossier dat mevrouw Verlinden met veel plezier in de doofpot wil stoppen. Collega's, ik hoor hier vandaag de verontwaardiging en ik hoop dat als er hoorzittingen zouden worden georganiseerd, mevrouw Verlinden van de meerderheid zal mogen komen, dat we haar echt vragen zullen kunnen stellen. Ik kan zwart op wit bewijzen dat zij op de hoogte was en niets gedaan heeft.

Ik heb sommige collega's horen zeggen dat de politie en de minister op de hoogte waren en dat de politietop niets heeft gedaan. Nochtans heeft die wél iets gedaan: ze heeft bijvoorbeeld agenten die processen-verbaal wilden opstellen over wat er verkeerd liep, verboden om dat te doen. Dat is toch niet niets? Men heeft agenten die bij het dossier betrokken waren, overgeplaatst naar andere eenheden, hen met ziekteverlof gestuurd, gewoon omdat men het potje gedekt wilde houden. Dat is wat de topfiguren van de federale politie hebben gedaan.

Mijn vragen blijven dus overeind. Hoe zullen we degenen die geïmponeerd hebben, straffen? Hoe zullen we in gesprek gaan met de top van de federale politie, die dit opnieuw in de doofpot wilde stoppen, om ervoor te zorgen dat zoiets niet opnieuw gebeurt? Hoeveel van dat soort rapporten liggen er nog in de lade van de heer Snoeck? Het is hier schandaal na schandaal. Elke twee of drie maanden komen we naar hier met een nieuw schandaal bij de federale politie. Hoeveel schandaaltjes heeft de heer Snoeck nog in zijn kast liggen?

01.17 Catherine Delcourt (MR): Monsieur le ministre, je me réjouis avant tout de votre volonté de ne pas abandonner l'objectif de modernisation numérique de la police – qui, comme vous l'avez souligné, est très important – mais de le repenser sur des bases de co-construction saine et ancrée dans la

réalité de terrain, sans monopole tentaculaire. Je souhaite également vous remercier pour la clarté de votre réponse et la transparence avec laquelle vous avez abordé ce dossier. Il est important de rappeler que vous avez hérité d'un projet profondément défaillant, lancé en 2017, dont les problèmes de gouvernance, de pilotage et d'exécution avaient déjà été clairement identifiés en 2023. Malheureusement, les signaux d'alerte n'ont pas été suivis d'effet à l'époque, ce qui nous conduit à la situation actuelle.

Soulignons également le fait que vous n'avez pas éludé le problème. Au contraire, vous avez agi rapidement, conformément à l'engagement que vous aviez pris dans votre note de politique générale, en lançant, dès votre entrée en fonction, une évaluation approfondie de ce marché public. Il a fallu prendre le temps d'examiner les résultats et les conséquences juridiques. Vous l'avez fait en onze mois, alors que le dossier traîne depuis des années. On ne peut tout de même pas vous blâmer d'avoir procédé de la sorte. La décision de résilier ce contrat n'était pas une décision facile, mais elle était courageuse, responsable et nécessaire: continuer à injecter des fonds public dans un projet structurellement défaillant aurait été une faute. Vous avez fait le choix de la responsabilité, afin de garantir que l'argent public serve à une modernisation numérique réelle et effective de la police.

01.18 Xavier Dubois (Les Engagés): Merci, monsieur le ministre, pour l'ensemble de vos réponses.

Je fais le point par rapport à mes différentes questions. Concernant les impacts, vous avez indiqué que tous les projets i-Police sont stoppés. Dans votre réponse, vous avez toutefois évoqué des paiements de licences. Existe-t-il des licences qui ont été payées et qui seront encore renouvelées, ou s'agit-il de licences du passé qui doivent être acquittées une fois pour toutes? La question se pose, car s'il existe des licences impliquant des engagements futurs pour des projets ou des programmes qui ne fonctionnent pas, il faut absolument mettre fin également à ces éléments-là.

S'agissant de la procédure de résiliation, vous avez indiqué qu'elle est en cours et qu'il est difficile d'en dire davantage à ce stade, ce que je peux comprendre au vu des enjeux et des règles applicables aux marchés publics. Vous avez toutefois précisé que toute la lumière serait faite à l'avenir. Nous y serons attentifs et attendrons ces informations avec intérêt.

En ce qui concerne le rapport d'évaluation, vous vous êtes engagé à nous le communiquer. Je suppose que nous y aurons accès via une procédure particulière, comme c'est de plus en plus souvent le cas pour un nombre croissant de rapports que nous devons consulter. Il s'agit en tout cas d'un élément important pour pouvoir se forger une image correcte de la situation.

J'en viens à Focus. Vous avez indiqué que cet outil est utilisé par toutes les zones de police et qu'il n'est pas remis en question dans le cadre de la résiliation du projet i-Police. Cela peut être rassurant pour les zones de police. J'ai moi-même eu l'occasion de voir Focus fonctionner et cela semble très efficace sur le terrain.

En revanche, vous n'avez pas répondu à la question des montants investis par la police fédérale, montants qui auraient, *a priori*, été versés à la zone de police d'Anvers. Je me joins à ce titre aux questions de mon collègue Chahid, notamment sur le fonctionnement de ce système de collaboration avec la zone de police d'Anvers. D'une part, la police fédérale paie, et d'autre part, les zones de police paient également. Il est absolument nécessaire de faire toute la clarté sur cette collaboration pour le passé. J'entends qu'il existe des collaborations actuelles et à venir, mais il convient aussi de nous expliquer clairement comment cette collaboration avec la zone de police d'Anvers fonctionne.

Enfin, pour conclure, vous avez évoqué la poursuite de la transformation numérique avec une approche différente, plus modeste et plus modulaire. C'est une évolution positive. Il serait toutefois nécessaire de disposer également d'un calendrier précis et de budgets clairement définis, car des décisions doivent désormais être prises rapidement. Il faut remettre de l'ordre et le faire sans tarder.

J'espère en tout cas pouvoir compter sur vous pour atteindre cet objectif indispensable à l'efficacité de nos services. Je vous remercie.

01.19 Maaïke De Vreese (N-VA): Collega's verwezen hier naar de Zweedse regering en naar de heer Jan Jambon, die toen minister was van Binnenlandse Zaken. Collega's, het doel is duidelijk, namelijk die verdere digitalisering. Daarover is iedereen het eens. Dat is wat Jan inderdaad heeft vastgezet. De

volledige uitvoering is echter gestart in 2021, onder toenmalig minister van Binnenlandse Zaken mevrouw Verlinden.

Minister Quintin neemt nu de beslissing om dat stop te zetten. Dat had inderdaad toen al kunnen gebeuren. Er zijn evaluaties geweest. Wij zaten toen in de oppositie. We hebben ons daar ook heel grote vragen bij gesteld. Tijdens de onderhandelingen hebben wij aan de rem getrokken; die digitalisering moest worden bijgestuurd. Het volledige project rond i-Police heeft voor ons geen nut. Dat was ons onderhandelingsuitgangspunt. Dat is geen groot geheim.

Minister, u zet het nu eindelijk stop. U had het daarnet over miljoenen en miljoenen. Eindelijk, zal de burger zeggen. De politiemensen op het terrein kijken vooral uit naar wat er nu in de toekomst komt, waarmee ze aan de slag kunnen.

Voor ons is het prioritair, minister, dat u inderdaad die migratie van de ANG uitvoert, want die moet in 2027 zeker rond zijn. Nu betalen we nog 13 miljoen om die oude database draaiende te houden, maar dat is een lapmiddeltje waarbij we eigenlijk weer met het mes op de keel zitten om de migratie erdoor te krijgen. Ik wens u daar alvast veel succes mee.

Ik vind ook dat wij vanuit het Parlement duidelijk het signaal moeten geven, samen met de collega's van Arizona, dat er in budgettair krappe tijden op een zeer performante en transparante manier moet worden omgegaan met de beperkte middelen die er zijn. Over de volgende projecten die u zult opstarten, zullen wij vragen wat u daarmee precies wilt bereiken en hoeveel middelen daar tegenover staan.

01.20 Paul Van Tigchelt (Open Vld): Mijnheer de minister, ik dank u voor het antwoord.

U hebt niet weggekeken van de problemen. U hebt uw verantwoordelijkheid genomen. U bent nu behoedzaam in uw antwoorden, wat ik uiteraard snap. Er zijn nog juridische procedures in het vooruitzicht, in het licht van het opgezegde contract.

Bovendien is het niet aan u om hier vandaag verantwoordelijkheden of verantwoordelijken te duiden. Wij moeten onze rol spelen, dat weet u. U apprecieert dat ook. Wij moeten dat scherp doen, omdat het gaat om veel geld van de belastingbetaler, dat uiteindelijk niks heeft opgeleverd.

Wat mevrouw De Vreese heeft gezegd, klopt: de principiële beslissing om het project i-Police te ontwikkelen werd door de Zweedse regering genomen, door de minister van Binnenlandse Zaken in 2017. De uitrol daarvan is onder de vorige minister van Binnenlandse Zaken gebeurd.

Mijnheer de minister, ik weet dat de persoon die i-Police op dat kabinet opvolgde van de DRI kwam. De DRI is de dienst bij de federale politie die voor het project i-Police verantwoordelijk was. Hij keerde er nadien ook terug als directeur ad interim. Die persoon op het kabinet was met andere woorden schatplichtig aan de federale politie. Hoe kan men dan kritische opvolging verwachten?

Het lijkt erop – ik wik mijn woorden, mijnheer de voorzitter, zoals altijd – dat de vorige minister alle alarmsignalen, namelijk de audit van Deloitte, de interne nota van Eric Snoeck en de interne alarmsignalen van de federale politie, in de kast heeft gelegd, dezelfde kast waarin ook het dossier van Aalter is terechtgekomen, collega Vandemaele. Cd&v is hier afwezig, dat is pijnlijk. Misschien is de partij die dossiers in de kast aan het bekijken.

Tot slot wil ik mij nog richten tot collega Chahid, wiens tussenkomst ik uiteraard apprecieer. De app FOCUS is ontwikkeld in tempore non suspecto door de PZA, op eigen kosten, en nadien aan de hele geïntegreerde politie ter beschikking gesteld. Daarvoor is een vergoeding gevraagd.

Ik sluit af, mijnheer de voorzitter. Dat moet van u, want anders wordt u boos op mij. Het laatste woord is hierover echter nog niet gezegd. Dit is eerder het begin van de discussie. Ik ben blij dat u de stenen voor de toekomst legt. Dat is minstens zo belangrijk. We moeten er ook voor zorgen dat er antwoorden over het verleden worden gegeven.

Er zijn hier vragen over hoorzittingen gesteld. Het lijkt mij een elementair begin dat we inderdaad hoorzittingen organiseren, mijnheer de voorzitter. Er is ook gesuggereerd om het Rekenhof met een

audit te belasten. Ook dat lijkt mij niet meer dan logisch, in het licht van de gigantische hoeveelheid geld van de belastingbetaler die hieraan verspild is. U kunt op ons rekenen om dat verder mee uit te spitten, mijnheer de minister.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Débat d'actualité sur la prévention en matière d'incendie et questions jointes de

- François De Smet à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La sécurité incendie dans les établissements de nuit" (56012007C)
- Brent Meuleman à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "L'incendie à Crans-Montana et la politique belge en matière de prévention des incendies" (56012039C)
- Hervé Cornillie à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La sécurité incendie dans les lieux ouverts au public et les limites du cadre légal actuel" (56012117C)
- Catherine Delcourt à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La prévention incendie à la suite du drame survenu en Suisse" (56012137C)
- Éric Thiébaud à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Le respect des normes de sécurité incendie au sein des bars et discothèques" (56012160C)
- Xavier Dubois à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La prévention en matière d'incendie" (56012288C)

02 Actualiteitsdebat over brandpreventiebeleid en toegevoegde vragen van

- François De Smet aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De brandveiligheid in nachtclubs" (56012007C)
- Brent Meuleman aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De brand in Crans-Montana en het Belgische brandpreventiebeleid" (56012039C)
- Hervé Cornillie aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De brandveiligheid in openbare ruimtes en de beperkingen van het huidige wettelijke kader" (56012117C)
- Catherine Delcourt aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Brandpreventie naar aanleiding van het drama in Zwitserland" (56012137C)
- Éric Thiébaud aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De naleving van de brandveiligheidsnormen in bars en discotheken" (56012160C)
- Xavier Dubois aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Brandpreventie" (56012288C)

02.01 Brent Meuleman (Vooruit): Mijnheer de minister, de tragische brand in een discotheek in het Zwitserse Crans-Montana confronteert ons opnieuw met een ongemakkelijke waarheid: ook in België kan een dergelijk drama zich vandaag voordoen. Dat ligt niet aan een gebrek aan expertise bij onze brandweer, maar aan structurele gaten in ons veiligheidsbeleid. Omdat uniforme federale minimumnormen ontbreken, hangt het veiligheidsniveau nu volledig af van de locatie en het lokale beleid.

We zien dat onze hulpverleningszones naar best vermogen eigen reglementen opstellen, maar vaak zonder slagkracht. De brandweer wordt nog steeds niet systematisch verplicht betrokken bij vergunningsprocedures en zijn rol blijft beperkt tot een adviserende bevoegdheid. Zelfs wanneer onze experts grote risico's vaststellen ontbreekt het hen aan een mandaat om corrigerend op te treden.

Bovendien is er een fundamentele scheeftrekking in onze middelen, want we bereiden ons steeds beter voor op wat we moeten doen als het fout gaat, maar we investeren structureel te weinig in het voorkomen dat het fout gaat. Als we daadwerkelijk lessen willen trekken uit tragedies zoals die in Crans-Montana, dan hebben we een eenduidig federaal kader nodig, een versterkte rol voor de brandweer en een structurele investering in preventie.

Vandaar mijn vragen voor u, mijnheer de minister.

Bent u bereid om werk te maken van een federaal kader met dwingende minimumnormen voor brandveiligheid bij publiek toegankelijke inrichtingen en evenementen? Hoe zult u de juridische positie en de handhavingsbevoegdheid van de brandweer versterken, zodat hij niet enkel kan adviseren, maar ook effectief kan controleren en optreden? Ten slotte, zal er extra aandacht zijn voor de structurele financiering van de preventieve taken binnen de hulpverleningszones, zodat de focus verschuift van

loutere symptoombestrijding naar effectief preventiebeleid?

Ik dank u alvast voor uw antwoorden.

Le **président**: M. Cornillie est absent.

02.02 Catherine Delcourt (MR): Monsieur le ministre, l'incendie tragique survenu à Crans-Montana relance le débat sur la sécurité incendie dans les lieux accueillant du public. Nous sommes tous concernés, en Belgique comme ailleurs. Nos enfants, nos proches, et nous-mêmes pouvons être victimes d'un tel drame.

Cela nous confronte à une vérité dérangeante: ce n'est pas le manque d'expertise de nos services d'incendie qui est en cause, mais bien des lacunes plus structurelles dans notre politique de sécurité. Cela nous interroge sur les exigences imposées aux exploitants d'établissements de nuit, notamment en ce qui concerne l'usage de flammes nues, d'éléments pyrotechniques, ainsi que la réaction au feu des matériaux de plafond, d'isolation ou de décoration, qui jouent un rôle déterminant dans la propagation rapide des incendies, en particulier dans des lieux fermés où la densité de public est élevée.

En l'absence de normes fédérales uniformes et contraignantes, le niveau de sécurité dépend aujourd'hui largement des réglementations locales. En outre, les services d'incendie ne sont toujours pas systématiquement impliqués dans les procédures d'octroi de permis, et leur rôle reste limité à une compétence purement consultative. Même lorsque nos experts identifient des risques majeurs, ils ne disposent pas du mandat nécessaire pour intervenir de manière corrective.

Monsieur le ministre, envisagez-vous d'actualiser les règles applicables aux établissements de nuit concernant l'usage des flammes nues, des bougies ou des éléments pyrotechniques? Êtes-vous disposé à renforcer les exigences minimales en matière d'ignifugation et de réaction au feu des matériaux de plafond, d'isolation et de décoration dans les établissements accueillant du public? Comptez-vous œuvrer à l'élaboration d'un cadre fédéral fixant des normes minimales contraignantes en matière de sécurité incendie, afin de garantir une approche cohérente sur l'ensemble du territoire et d'éviter une dépendance excessive aux autorisations et contrôles locaux?

02.03 Éric Thiébaud (PS): Monsieur le ministre, l'incendie survenu dans un bar à Crans-Montana en Suisse, qui a coûté la vie à 40 personnes et fait d'innombrables blessés, essentiellement des jeunes qui fêtaient le Nouvel An, est encore dans toutes les mémoires. Je tiens à saluer la solidarité dont notre pays a fait preuve en accueillant plusieurs victimes dans ses hôpitaux.

Ce drame profondément choquant nous a marqués et doit aussi nous inviter à avoir une réflexion sur la sécurité, notamment dans les bars et les discothèques.

En Belgique, nos pompiers jouent un rôle essentiel en matière de prévention. Si le cadre normatif en matière de prévention incendie est relativement complet, ce sont son application et son contrôle qui peuvent s'avérer plus délicats. C'est notamment le cas lorsque de nombreux établissements horeca décident d'adopter ponctuellement un mode discothèque. C'était le cas du bar en Suisse. À l'occasion d'événements spécifiques, ils attirent ainsi un public plus nombreux que celui habituellement autorisé. Comme le soulignent de nombreux experts en sécurité incendie, le principal défi réside alors moins dans l'existence des règles que dans le suivi effectif de leur respect, en particulier lorsqu'il s'agit d'événements organisés sans autorisation préalable ou présentant des modifications temporaires de l'aménagement des lieux. Les réactions récentes de certains établissements horeca qui ont décidé de renoncer à l'usage de feux de Bengale ou d'éléments pyrotechniques à la suite du drame suisse témoignent d'une prise de conscience, mais aussi d'un vide ou d'une ambiguïté réglementaire persistante.

Monsieur le ministre, comment s'organisent aujourd'hui les contrôles en matière de sécurité incendie dans les bars et discothèques, en particulier lors d'événements ponctuels organisés dans des établissements horeca? Une adaptation ou une révision de la loi-cadre relative aux normes de prévention incendie est-elle envisagée, notamment concernant l'usage de bougies, de feux de Bengale ou de dispositifs similaires dans des lieux fermés ouverts au public? Enfin, quel est le rôle exact de l'autorité fédérale en matière de sécurité incendie, tant pour l'édiction de normes que pour le contrôle

de leur application en articulation avec d'autres niveaux de pouvoir?

02.04 Xavier Dubois (Les Engagés): Monsieur le ministre, le drame de Crans-Montana est une véritable horreur. Je tiens d'ailleurs à marquer mon soutien aux familles et aux proches des victimes, mais aussi, comme mon collègue l'a fait, à saluer toute la solidarité dont la Belgique a fait part, ainsi que l'intervention des différents services fédéraux et locaux, et des hôpitaux. Il convient de souligner cette intervention importante.

Cela nous amène forcément à nous interroger sur ce qui s'est passé sur place, sur les mesures qui ont été mises en œuvre ou non, et cela nous interpelle aussi sur notre situation en Belgique. Il est tout à fait normal que nous nous posions ces questions et que nous vous interroguions sur ce dossier, afin de déterminer ce qu'il y a lieu de faire ou non chez nous.

On le sait, on met souvent en avant la qualité d'expertise de nos services de secours. Pour que tout fonctionne, il faut cependant une coordination parfaite entre les différents niveaux de pouvoir et entre les différents acteurs. En Belgique, vu la complexité de notre organisation institutionnelle et des services publics, cette concertation est encore plus complexe. Il faut donc s'assurer que le mécanisme soit le plus efficace possible.

Par ailleurs, les pratiques évoluent dans certains établissements, comme plusieurs collègues l'ont également évoqué, surtout lorsqu'il s'agit de festivités parfois temporaires, avec l'utilisation de flammes nues, d'effets pyrotechniques ou de certains matériaux décoratifs. Ces éléments peuvent entraîner des risques différents, parfois distincts de ceux initialement prévus dans les établissements concernés. À cet égard, il est indispensable d'être davantage vigilants. C'est dans ce contexte que je viens de déposer, avec mon collègue Benoît Lutgen, une proposition de loi visant à limiter la vente des feux d'artifice aux professionnels. Il s'agit, à mon sens, de mesures importantes à prendre.

Dans ce cadre, monsieur le ministre, mes questions sont assez simples. Quels sont les éléments qui vous sont venus à l'esprit quant à ce qu'il y aurait lieu de faire en Belgique afin de garantir une sécurité maximale? Ne faudrait-il pas revoir le cadre légal concernant l'usage des bougies, des feux de Bengale et autres dispositifs pyrotechniques dans des établissements fermés accueillant de nombreuses personnes?

Il y a également toute la question des contrôles périodiques en matière de sécurité incendie et de la responsabilité réelle des pouvoirs locaux. Je pense qu'il est absolument nécessaire de clarifier ces aspects.

Je suis bourgmestre d'une commune moyenne. Je me pose évidemment la question de savoir si, de mon côté, j'ai fait tout ce que je devais faire pour assurer la sécurité de l'ensemble de nos salles, qu'elles soient communales ou autres, et je vous avoue qu'il n'est pas simple d'avoir cette certitude. Il est donc nécessaire que nous soyons aussi assistés en la matière, afin de disposer de cette assurance indispensable.

02.05 Greet Daems (PVDA-PTB): Mijnheer de minister, ik zou willen starten met mijn medeleven te betuigen aan de nabestaanden van de slachtoffers van de brand in Crans-Montana. Het is een regelrecht drama.

We hebben allemaal de vreselijke beelden gezien van wat zich in Zwitserland heeft afgespeeld. Iedereen vraagt zich daarbij af hoe dat kon gebeuren.

De eerste informatie wijst op ernstige tekortkomingen. Brandveiligheidsnormen werden niet nageleefd. Er werd bespaard op cruciale veiligheidsmaatregelen, maar ook het toezicht schoot tekort. Dat zou ons aan het denken moeten zetten, want ook bij ons kunnen er blinde vlekken zijn.

Mijnheer de minister, ziet u in die tragedie aanleiding om het Belgische brandveiligheidsbeleid opnieuw te evalueren?

Hoe staat het met de preventiecapaciteit van onze hulpdiensten? Is er voldoende personeel, opleiding en materiaal om tijdig te reageren op gelijkaardige situaties?

Wordt er naar uw oordeel genoeg geïnvesteerd in preventie?

02.06 Bernard Quintin, ministre: Mesdames et messieurs les députés, avant de répondre à l'ensemble de vos questions, je vais, comme vous l'avez fait, exprimer mes plus sincères condoléances à toutes les victimes du drame survenu en Suisse, à Crans-Montana, et à leurs proches, en particulier aux trois victimes belges: une jeune femme décédée et deux personnes blessées. Mes pensées vont à toutes celles et tous ceux qui ont été touchés par cet événement tragique.

L'incendie du 1^{er} janvier 1976 du café-dancing "6-9" à La Louvière est à l'origine du cadre juridique actuel. À la suite de cet incendie, le ministre de l'Intérieur a constaté que l'autorité publique ne pouvait pas imposer à l'échelle nationale des prescriptions de sécurité incendie dans ce type d'établissements de divertissement. À cette époque, seules les communes disposaient de la compétence permettant de rendre obligatoires des prescriptions de sécurité incendie au moyen de règlements de police. C'est pourquoi, dans une première circulaire du 20 avril 1972 relative aux mesures de prévention contre l'incendie, le ministre de l'Intérieur de l'époque a demandé aux communes d'édicter des prescriptions minimales de sécurité reprises dans cette circulaire pour ce type de bâtiment.

La loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans de tels cas devait créer un cadre légal conférant au ministre de l'Intérieur la compétence d'édicter des prescriptions de sécurité incendie uniformes et applicables sur l'ensemble du territoire pour les établissements accessibles au public. La réforme de l'État et plusieurs arrêts de la Cour constitutionnelle ont toutefois modifié ces projets. La Cour constitutionnelle a jugé dans plusieurs arrêts que: "La politique en matière de sécurité, et plus particulièrement la protection contre l'incendie, n'est plus restée une compétence purement nationale".

Dit beleid vertoont immers, wegens de eigen kenmerken van de personen die hierin verblijven, specifieke aspecten.

De nationale overheid is bevoegd om basishnormen uit te vaardigen, dat wil zeggen normen die gemeen zijn aan de categorie van de constructie, zonder dat daarbij in acht wordt genomen welke de bestemming ervan is. De gemeenschappen en gewesten zijn bevoegd tot het regelen van de specifieke veiligheidsaspecten, met name door de nationale basishnormen aan te passen en aan te vullen, zonder die aan te tasten. De gemeenschappen en gewesten zijn verder bevoegd om alle normen inzake veiligheid, met inbegrip van de nationale normen, toe te passen in het kader van hun erkennings- en subsidiëringsbeleid. De voormelde wet van 30 juli 1979 is aangepast aan die arresten.

Als minister van Binnenlandse Zaken ben ik dus enkel bevoegd om algemeen geldende basishnormen inzake brandveiligheid uit te vaardigen, zonder rekening te houden met de bestemming van het gebouw. Die basishnormen zijn vastgelegd in het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basishnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de gebouwen moeten voldoen, dat uitsluitend voorschriften met betrekking tot de constructie van die gebouwen bevat.

Hoewel het oorspronkelijk de bedoeling was van de wet van 30 juli 1979 om uniforme brandveiligheidsvoorschriften voor bijvoorbeeld uitganggelegenheden te kunnen uitvaardigen, behooft die bevoegdheid om specifieke voorschriften uit te vaardigen intussen tot de gewesten. De gemeenten hebben hun historische bevoegdheid behouden om lokaal geldende brandveiligheidsvoorschriften uit te vaardigen.

Concrètement, chaque commune dispose d'un règlement de police communale comportant des prescriptions de sécurité incendie pour les établissements de divertissement ou, plus généralement, pour les établissements accessibles au public.

Il s'agit de règlements de police locaux qui constituent la principale source de prescriptions pour les établissements de divertissement, car ils instaurent souvent une obligation d'autorisation ou de déclaration à partir de 50 personnes, alors que les prescriptions régionales ne s'appliquent parfois qu'à partir de capacités plus importantes, par exemple 150 personnes en Région wallonne ou 200 mètres carrés en Région de Bruxelles-Capitale. Le contenu de ces prescriptions figurant dans les règlements de police est souvent élaboré par les services d'incendie. À cette fin, les zones de secours développent généralement un texte modèle uniforme qu'il est demandé à toutes les communes de la zone de secours d'intégrer dans leurs règlements de police.

Il en résulte que des prescriptions uniformes s'appliquent en général au sein d'une même zone de secours, mais que celles-ci peuvent toutefois différer d'une zone de secours à l'autre. Il vous apparaîtra donc que je ne peux pas édicter un cadre légal comportant des prescriptions spécifiques pour les établissements de divertissement, la Cour constitutionnelle ayant jugé qu'il s'agit d'une compétence des régions.

De lokale overheid beschikt tegenwoordig al over tal van mogelijkheden om de brandveiligheid in publiek toegankelijke inrichtingen te handhaven. Dat gaat dus veel verder dan louter adviseren, zoals in een vraagstelling wordt gesuggereerd. Er zijn talrijke voorbeelden van situaties waarin een burgemeester een discotheek of een andere publiek toegankelijke inrichting heeft gesloten omdat de brandveiligheid onvoldoende was gegarandeerd. Die bevoegdheid ligt bij de burgemeester en niet bij de brandweer. De hulpverleningszone zal op vraag van de burgemeester een controle uitvoeren en de burgemeester daarbij ook adviseren. De artikelen 133 en 135 van de nieuwe Gemeentewet geven aan de gemeente en de burgemeester de mogelijkheid om op te treden wanneer de openbare veiligheid in gevaar is. Dat geldt dus ook wanneer de brandveiligheid in een publiek toegankelijke inrichting niet is gewaarborgd en ook bij de ontstentenis van duidelijke voorschriften. Zelfs wanneer er geen gemeentelijke politieverordening bestaat, kan de burgemeester nog altijd een brandonveilig gebouw sluiten. Aangezien nagenoeg elke gemeente over een politieverordening beschikt met brandveiligheidsvoorschriften voor publiek toegankelijke inrichtingen, is het duidelijk waaraan de uitbater zich moet houden en wordt willekeur vermeden.

Ces règlements de police fournissent également à la zone de secours des leviers importants pour effectuer les contrôles de manière cohérente et uniforme. Les zones de secours ne disposent pas elles-mêmes de compétences en matière de constatation des infractions et de répression et n'effectuent des contrôles qu'à la demande du bourgmestre ou de ses services communaux. Il s'agit d'un choix délibéré, posé à la demande des services d'incendie et que je souhaite maintenir.

Bien que la lutte contre les incendies demeure une mission indispensable, la prévention des incendies dans les établissements ouverts au public est souvent encore plus importante. Un incendie tel que celui de Crans-Montana entraîne en effet des dommages irréparables en raison de la perte de nombreuses vies humaines et laisse également de profondes cicatrices, tant au sens littéral, avec de graves blessures nécessitant une longue convalescence, qu'au sens figuré, car une communauté locale, et bien au-delà encore, est durablement marquée. La prévention des incendies constitue une responsabilité sociétale. L'importance d'une collaboration étroite avec les communes et les bourgmestres, ainsi qu'avec les exploitants de ces établissements de divertissement, pourra également y être soulignée.

Je voudrais ajouter, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire publiquement, qu'il faut légiférer, à quelque niveau que ce soit, là où cela s'avère nécessaire. Je pense toutefois qu'il est parfois bon de faire appel aussi au bon sens. Lorsqu'on voit les images de Crans-Montana, et sans me prononcer sur l'enquête en cours, l'utilisation de feux de Bengale dans un endroit à plafond bas avec de la mousse pose question. On peut réglementer autant que l'on veut, mais à un moment donné, le bon sens aurait dû conduire à éviter que cela se produise.

Je sais que ce n'est pas forcément ici que je devrais le dire, quoique je considère que c'est aussi ici qu'il faut le dire. Vous légiférez, je fais appliquer la loi, mais il est essentiel de pouvoir faire appel également au bon sens. Tout ne peut pas être réglé par la loi, tout ne peut pas être réglé par les services d'incendie ou, le cas échéant, par les services de police. Tout doit en tout cas être mis en œuvre pour éviter que ce genre de drame ne se produise.

02.07 **Brent Meuleman** (Vooruit): Mijnheer de minister, bedankt voor uw antwoord.

Ik blijf toch een beetje op mijn honger met betrekking tot de vraag die ik stelde over de handhavingsbevoegdheid van de brandweer, aangezien die vandaag eigenlijk niet bestaat. Ik stel vast dat ik niet de enige burgemeester ben die daarover vragen stelt. Het is natuurlijk jammer dat er een drama nodig is om ons met de neus op de feiten te drukken en ons dat te laten beseffen. Er bestaat echter wel degelijk een vraag naar meer handhavingsbevoegdheid voor de brandweer, zodat de brandweer effectief kan controleren en optreden. Op dat vlak blijft uw antwoord voor mij te beperkt. Ik wil die vraag daarom nogmaals kracht bijzetten en hoop dat u daar alsnog werk van wilt maken.

02.08 Catherine Delcourt (MR): Monsieur le ministre, merci pour vos réponses.

Quelle prise de conscience douloureuse! On a parfois le sentiment que le mot prévention est un mot bienséant et un peu creux. On voit à quel point il compte dans sa mise en œuvre réelle. Merci d'avoir rappelé qui était compétent et à quel niveau pour légiférer, ainsi que d'avoir fait aussi appel au bon sens de chacun.

Je sais que vous avez une vision de la sécurité qui va au-delà de la sécurité policière et que vous êtes très, très attentif à la sécurité civile. Je vous engage à doter les zones de secours des compétences requises, à augmenter leur marge de manœuvre en matière de prévention et évidemment à les doter de moyens de réaction qui permettent de faire face en cas de situation aussi désastreuse que celle vécue par les jeunes de Crans-Montana, qui me laisse toujours une émotion palpable quand je l'évoque. Merci, monsieur le ministre.

02.09 Éric Thiébaut (PS): Merci, monsieur le ministre.

Je pense également que le drame qui s'est passé en Suisse rappelle aussi à tous les bourgmestres qu'ils ont une énorme responsabilité en matière de prévention incendie.

Dans ma zone de secours, la zone que je préside, il y a chaque année 4 000 rapports de prévention incendie. Quatre-mille par an. Nous avons donc des préventionnistes qui sont en général des ingénieurs, des architectes. Et cela demande quand même un savoir-faire, cela demande des moyens pour faire à chaque fois tous ces rapports de prévention.

Normalement, un bourgmestre doit donc, chaque fois qu'il a sur le territoire de sa commune un établissement où on accueille du public, envoyer le préventionniste, le service incendie, recevoir un rapport et donner son accord sur la base du rapport des pompiers.

Il y a une dizaine de jours, j'ai fait fermer un ensemble d'appartements parce que les conditions de sécurité incendie étaient catastrophiques. Et donc là, il faut pouvoir prendre ses responsabilités, prendre un arrêté.

Je pense toutefois que, davantage que de modifier une législation, il faut certainement sensibiliser les autorités à ce qu'il s'est passé. Surtout, le fait déterminant, qui a été mis en avant, c'est que c'est un bar qui a ponctuellement été transformé en discothèque. Il n'était pas équipé, en termes de prévention incendie, pour accueillir une discothèque.

Je pense qu'il faudrait à tout le moins sensibiliser les bourgmestres par une circulaire. Vous dites que cela ne relève pas de votre compétence, mais je pense que cela ne pourrait pas faire de mal d'envoyer une circulaire aux bourgmestres, leur rappelant que, quand il y a des événements ponctuels, il faut quand même veiller à la sécurité incendie.

Par exemple, quand on monte un chapiteau, normalement, les pompiers doivent passer, vérifier si le chapiteau est bien monté et si toutes les normes de sécurité sont bien respectées, à chaque montage de chapiteau.

Je pense qu'un petit rappel à la prudence serait peut-être utile pour tous nos bourgmestres.

02.10 Xavier Dubois (Les Engagés): Monsieur le ministre, merci pour vos réponses.

Vous avez rappelé la répartition des compétences. Il est clair que le niveau local, et en particulier les bourgmestres, comme le collègue Thiébaut l'a rappelé, a une responsabilité très importante en la matière.

Les services des zones de secours établissent de nombreux rapports de prévention. Ces rapports sont souvent établis au moment de la création d'un nouveau bâtiment. Il peut se passer beaucoup de choses par la suite. Comme on l'a vu, des manifestations peuvent s'y dérouler qui ne sont peut-être pas prévues initialement dans le cadre du bâtiment tel qu'il a été visité, examiné, évalué par les services de prévention.

C'est là que, je pense, il y a une faille potentielle. Comment s'assurer que ce qui est dit au début est respecté et respecté dans la durée? Comme nous le mettons en avant, la responsabilité est potentiellement aussi au niveau des bourgmestres. C'est en ce sens que j'évoquais le fait de se sentir parfois un peu démuni face à cet objectif de garantir la sécurité incendie de manière pérenne.

Dans ce cadre, l'objectif n'est effectivement pas de légiférer, de changer la loi. Mais je pense que vous pouvez avoir aussi un rôle à jouer. En tant que bourgmestre, nous avons ce règlement établi par la zone de secours. Il y a une homogénéité au niveau des zones de secours. C'est très bien.

Nous ne disposons toutefois pas, dans chaque commune, d'un spécialiste interne qui pourrait analyser ces éléments. Je pense toutefois qu'il pourrait être intéressant de réunir les différentes zones de secours et de les consulter dans le but de définir des meilleures pratiques en matière de contrôle. Je pense que vous avez la possibilité de le faire, de poser ces questions-là et, peut-être, de transmettre ces meilleures pratiques aux différentes communes. Vous pouvez également, comme l'a dit notre collègue M. Thiébaut, rappeler aux bourgmestres leurs obligations en matière de sensibilisation et de formation. Il s'agit aussi de parvenir à sensibiliser les exploitants de ces différents établissements.

Je pense donc qu'une initiative pourrait être prise au niveau fédéral pour informer, sensibiliser et partager les meilleures pratiques, de manière à ce que nous nous sentions mieux armés pour assurer ensemble cette mission essentielle qu'est la sécurité de notre population.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 56011709C van de heer Bergers wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

03 Question de **Éric Thiébaut à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris)** sur "**Les caméras de surveillance ANPR**" (56011768C)

03 Vraag van **Éric Thiébaut aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris)** over "**ANPR-bewakingscamera's**" (56011768C)

03.01 **Éric Thiébaut (PS)**: *Monsieur le ministre, lundi dernier, vous avez annoncé la répartition de 25 millions d'euros de moyens fédéraux destinés à l'achat ou à la réparation de caméras de surveillance policière, dans le cadre du plan dit des "Grandes Villes".*

D'après les informations relayées dans la presse, 15 millions d'euros seraient répartis entre Bruxelles et Anvers, tandis que cinq autres villes – Charleroi, Namur, Gand, Liège et Mons – recevront chacune un million d'euros. Les 5 millions d'euros restants seraient répartis entre les autres zones de police locale sur base du nombre de membres du cadre opérationnel réel.

Si cette annonce est accueillie favorablement par plusieurs autorités locales et chefs de corps, force est de constater que, à ce stade, aucune notification officielle n'a encore été adressée aux villes ni aux zones de police concernées. Par ailleurs, les modalités concrètes d'exécution de ces subsides restent floues, notamment en ce qui concerne les conditions d'octroi, d'utilisation et de contrôle des moyens alloués.

Dès lors, monsieur le ministre, pourriez-vous préciser:

Le calendrier exact de notification officielle des subsides aux villes et aux zones de police concernées?

Les modalités d'exécution prévues pour ces crédits: s'agira-t-il de subsides d'investissement, d'avances ou de remboursements sur justificatifs?

Les conditions d'octroi et d'utilisation de ces moyens, notamment en ce qui concerne:

les types de caméras éligibles (caméras classiques, ANPR, logiciels d'analyse, maintenance et réparation);

les obligations en matière de respect de la législation sur la protection de la vie privée et la gouvernance des données;

les critères précis de répartition des 5 millions d'euros destinés aux autres zones de police locales, et

la manière dont l'équité territoriale sera garantie? Qu'en est-il pour la province du Hainaut dont je viens?

Enfin, au-delà de cette enveloppe ponctuelle, comment ce financement s'inscrit-il dans une réflexion plus large sur le sous-financement structurel des zones de police locales, régulièrement dénoncé par les villes et communes, qui doivent aujourd'hui compenser de manière croissante les manquements du financement fédéral?

Merci pour votre réponse.

03.02 Bernard Quintin, ministre: L'arrêté royal du 18 décembre 2025 organise en effet un subside fédéral ciblé de 25 millions d'euros aux zones de police locale pour renforcer, à l'aide des caméras, la lutte contre la criminalité organisée. Sur la base de l'arrêté, il s'agit d'un subside unique versé directement par la police fédérale aux zones de police. Le mécanisme est celui d'un paiement anticipé, suivi d'un contrôle *a posteriori* puisque le versement intervient dans les dix jours suivant la publication et que les justificatifs ne sont transmis qu'ultérieurement, au plus tard le 31 octobre 2027, avec une obligation de remboursement au Trésor pour toute partie non utilisée ou utilisée de manière non conforme, au plus tard le 31 décembre 2027.

Dans la province de Hainaut, plusieurs zones – dont Charleroi et Mons – relèvent du type 2 en raison de la présence d'institutions judiciaires majeures sur leur territoire. Ces zones participent dès lors à l'enveloppe spécifique de 5 millions d'euros, répartis en parts égales entre toutes les zones classées en type 2 à l'échelle nationale, conformément à l'article 4 alinéa 2 de l'arrêté. Pour parfaire votre documentation, je me dois de vous communiquer par écrit certaines informations en ce qui concerne quelques données statistiques et légistiques.

De manière plus générale, comme vous le savez, cette thématique fait partie de l'accord de gouvernement. À ce titre, je suis très activement occupé à revoir la norme de financement des zones de police locale, norme qui est toujours dite "KUL".

En partenariat avec tous les acteurs concernés et avec l'appui du monde universitaire, j'ai établi les nouveaux critères dont il faudrait tenir compte pour financer durablement les zones de police, consécutivement à un marché public. L'université a été chargée de fournir un calculateur sur la base de ces critères. Les résultats devraient être connus dans les semaines à venir.

Je vous remercie de votre attention.

03.03 Éric Thiébaud (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie beaucoup pour toutes ces précisions.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

04 Samengevoegde vragen van

- Sam Van Rooy aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De oproep van Islamitische Staat tot het plegen van aanslagen in België" (56011817C)

- Sam Van Rooy aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De beveiliging van de Joodse gemeenschap in Antwerpen" (56011826C)

- François De Smet aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De dreigende oproep van Islamitische Staat om aanslagen te plegen in ons land" (56011834C)

04 Questions jointes de

- Sam Van Rooy à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "L'appel de l'État islamique à commettre des attentats en Belgique" (56011817C)

- Sam Van Rooy à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La protection de la communauté juive à Anvers" (56011826C)

- François De Smet à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Les menaces d'attentat à l'égard de notre pays proférées par l'État islamique" (56011834C)

Le **président**: M. De Smet n'est pas présent pour poser sa question.

04.01 Sam Van Rooy (VB): Mijnheer de minister, naar aanleiding van de jihadistische aanslag in

Sydney roept terreurgroep Islamitische Staat op tot meer aanslagen in het Westen. Daarbij vermelden de moslimterroristen specifiek moslimvluchtelingen in België, die worden opgeroepen om feesten, synagogen en kerken aan te vallen.

Naar we vernamen, zou het terreurdreigingsniveau evenwel op niveau 3 blijven. Dat is nog altijd ernstig, maar het niveau zou dus niet worden verhoogd. Graag kreeg ik enige toelichting daarbij.

Waarom is er na een dergelijke jihadistische oproep geen verhoging van het terreurdreigingsniveau? Worden of werden er extra veiligheidsmaatregelen getroffen aan feesten, synagogen en kerken? Worden moslimvluchtelingen extra gescreend en in de gaten gehouden? Tot slot, waarom wordt volgens u door Islamitische Staat specifiek ons land, België, genoemd?

Mijn tweede vraag sluit daar uiteraard bij aan. Tijdens de plenaire vergadering van 18 december 2025 verklaarde u dat de bewaking voor de Joodse wijk in Antwerpen – ik citeer – "gehandhaafd blijft, of dat nu gebeurt door de Antwerpse of de federale politie." Dat antwoord kwam er na uw toch wel schandalige communicatie dat u de aanwezigheid van de federale agenten die in Antwerpen mee instaan voor de broodnodige beveiliging van de Joodse wijk vanaf 1 januari 2025 zou intrekken. U communiceerde dat nota bene vlak na de moorddadige antisemitische jihadistische aanslag in Sydney. Dat is compleet waanzinnig.

Ondertussen heb ik ook begrepen dat het eigenlijk om een politiek spel gaat tussen coalitiepartners, waarbij behalve de MR en de N-VA ook cd&v is betrokken. Het is weerzinwekkend dat de veiligheid van de Joodse gemeenschap, nota bene bij het begin van Chanoeka, als pasmunt wordt gebruikt voor een politieke koehandel.

Dat gezegd zijnde, hoe zit het nu eigenlijk? Wie staat nu precies in voor de beveiliging van de Joodse wijk in Antwerpen en voor hoelang? Graag kreeg ik dus toelichting bij de beslissing die werd genomen of zal worden genomen. Ik herhaal dat die communicatie echt schandalig was. Veel Joodse mensen waren daardoor in paniek, dat kan ik u wel zeggen.

Ten tweede, mijnheer de minister – ik zal dat hier blijven vragen, ik doe dat ook in Antwerpen uiteraard – waarom wordt er niet voor gezorgd dat aan elke synagoge en aan elke Joodse school, instelling en evenement, zichtbare, zwaarbewapende politie staat? Zeker op momenten dat er veel mensen bij elkaar komen. Dat is hier nog altijd niet het geval. Ik zie dat niet alleen met mijn eigen ogen, ik krijg dat ook te horen van Joodse mensen die daarover bezorgd zijn.

Dat soort zwaarbewapende politiebeveiliging zien we wel in onze buurlanden. Gaat u kijken aan de Joodse scholen en synagogen in Nederland en Frankrijk, daar staan, zeker op momenten dat er veel volk is, zichtbaar zwaarbewapende politieagenten. Hier niet. Men zou toch denken, zeker na die moorddadige antisemitische jihadaanslagen in Manchester en in Sydney, en dus na de oproep van Islamitische Staat aan moslimvluchtelingen om hier aanslagen te plegen op kerken en synagogen, dat dit geen overbodige luxe is, mijnheer de minister? Nogmaals, zichtbare, zwaarbewapende politieagenten aan elke synagoge en Joodse school, dat is wat we nodig hebben in dit land en in Antwerpen.

Tot slot, daarop aansluitend, vraag ik u wat nu eigenlijk de stand van zaken is met betrekking tot de inzet van militairen voor zulke bewakingsopdrachten. Zoals ik daarnet al aanhaalde, heb ik begrepen dat daarover binnen de regering onenigheid bestaat; vandaar dus die schandalige communicatie van u een aantal weken geleden over het terugtrekken van de federale agenten.

Dank u alvast voor uw antwoorden.

04.02 Minister **Bernard Quintin**: Mijnheer Van Rooy, dreigingsniveau 3 is het op een na hoogste niveau. De keren dat er in ons land voor een plaats niveau 4 werd toegekend, werd er een soort lockdown ingesteld, met drastische veiligheidsmaatregelen die het vrij verkeer van personen ernstig beperken.

Dat mag alleen het geval zijn wanneer er concrete informatie over een imminente dreiging tegen een bepaalde plaats of persoon is. Over het bestaand veiligheidsdispositief worden geen details gecommuniceerd. Dat IS specifiek ons land noemt, is opmerkelijk en zorgwekkend, maar het is niet de

eerste keer dat België op die manier wordt gevisieerd. Er is echter geen sprake van een concrete dreiging, dus we zullen geen zwaarbewapende agenten of militairen voor elk huis in België zetten.

Er bestaan verschillende fora om informatie uit te wisselen, in het bijzonder het OCAD, dat ervoor moet zorgen dat we een goed zicht krijgen op terroristische dreigingen en op de uitdagingen. Zoals gezegd, is het niet de eerste keer dat de Islamistische Staat ons land aanduidt na aanvallen in andere landen.

Voor het overige, mijnheer Van Rooy, heb ik niet gecommuniceerd over de beveiliging van de Joodse gemeenschap in Antwerpen of elders. U hebt dat misschien slecht gelezen of gehoord.

04.03 Sam Van Rooy (VB): Mijnheer de minister, door de islamisering is de terreurdreiging in dit land permanent hoog en ernstig. Door de islamisering roept Islamitische Staat moslimvluchtelingen in dit land op om jihadistische aanslagen te plegen op evenementen, kerken en synagogen. Door de islamisering verworden hele wijken in dit land tot islamitische *hellholes* waar jonge moslims op oudjaar een straatjihad voeren. Door de islamisering wordt dit land steeds onveiliger voor niet en ex-moslims.

Toch wil deze regering niet de islamisering bestrijden, maar wel de islamofobie. Weet u wat dit land dringend nodig heeft? Een minister ter bestrijding van de islamisering van onze samenleving. Zo niet, is het maar een kwestie van tijd voor wij hier ook verworden tot het Midden-Oosten en we hier ook Iraanse toestanden zullen kennen.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

05 Questions jointes de

- Julien Ribaud à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La grève des pompiers bruxellois le 31 décembre" (56011861C)

- Greet Daems à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La grève des pompiers de Bruxelles le 31 décembre" (56011862C)

05 Samengevoegde vragen van

- Julien Ribaud aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De staking van de Brusselse brandweer op 31 december" (56011861C)

- Greet Daems aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De staking van de Brusselse brandweer op 31 december" (56011862C)

05.01 Greet Daems (PVDA-PTB): Mijnheer de minister, op 31 december heeft de Brusselse brandweer het werk neergelegd in een gemeenschappelijk vakbondsfront.

De bonden wijzen op een chronisch personeelstekort dat al jaren door de directie wordt genegeerd, terwijl het aantal interventies spectaculair toeneemt. In vijftien jaar tijd is het aantal ambulance-interventies met 68 % gestegen en het aantal brandweerinterventies in de afgelopen negen jaar met 30 %. Toch stellen we vast dat de personeelsplannen uitsluitend zijn afgestemd op het beschikbare budget, zonder rekening te houden met de noden op het terrein. Daardoor zijn de ploegen structureel onderbemand en komt de veiligheid tijdens interventies in het gedrang.

Het personeelstekort leidt bovendien tot een steeds hogere werkdruk in een beroep dat op zich al bijzonder zwaar is. Naast de blootstelling aan branden en chemische stoffen, wat op zich al aanzienlijke risico's inhoudt, mag ook het nachtwerk niet worden onderschat. Dat chronische personeelstekort zal vroeg of laat levenskosten, mijnheer de minister; op korte termijn, doordat interventies niet langer naar behoren kunnen worden uitgevoerd, en op lange termijn, door de impact op de gezondheid van de brandweermannen en -vrouwen.

Daarom heb ik de volgende vragen.

Erkent u dat het chronische personeelstekort bij de brandweer, en in het bijzonder in Brussel, vandaag de veiligheid van zowel de bevolking als de brandweerlieden in gevaar brengt? Welke minimale personeelsnormen acht de federale regering noodzakelijk voor een veilige brandweerdienst, en worden die normen vandaag in Brussel gerespecteerd? Waarom worden bepaalde aandoeningen die verband houden met de risico's van het brandweerberoep, zoals kanker, cardiovasculaire aandoeningen of psychische problemen, nog steeds niet erkend als beroepsziekten? Hoe staat het met de aanvraag bij

Fedris? Bent u van plan het pensioenstelsel aan te passen aan de specifieke kenmerken van risicoberoepen en te zorgen voor een passende statutaire erkenning van brandweerlieden, en zo ja, welke maatregelen overweegt u? Ten slotte vraag ik of u concrete eindloopbaanmaatregelen zult invoeren om een duurzame uitoefening van het beroep van brandweerman of -vrouw aan het einde van de loopbaan te garanderen.

05.02 Minister **Bernard Quintin**: Het koninklijk besluit van 10 november 2012 tot vaststelling van de minimale voorwaarden van de snelste adequate hulp en van de adequate middelen legt de minimale middelen vast die door elke hulpverleningszone en door de Brusselse brandweerdienst DBDMH (Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp) moeten worden gerespecteerd bij het opstellen van hun operationeel organisatieschema.

Wat het personeelsplan betreft, bepaalt een koninklijk besluit van 29 juni 2014 de te volgen criteria om het operationeel personeelsplan van de hulpverleningszone vast te leggen. Een minimale bezetting is daarin niet opgenomen, waardoor het niet mogelijk is om te beoordelen of dat in Brussel formeel al dan niet wordt nageleefd.

Wat beroepsziekten betreft, zijn de medische commissie Chemische en Toxische Agentia en de medische commissie Beroepskankers, die bij Fedris zijn opgericht, vorig jaar gestart met een studie om een advies aan de wetenschappelijke raad te kunnen verlenen.

En ce qui concerne la réforme des pensions, vous savez que le gouvernement est parvenu à un accord. Celui-ci doit toutefois encore être voté au sein de ce Parlement. Cette réponse est donc donnée sous réserve. Dans cet accord, une exception au régime de pension des fonctionnaires est maintenue pour les pompiers. Le coefficient de revalorisation pour le calcul de l'âge de la retraite sera conservé pour certaines professions actives dont les pompiers, qui travaillent comme pompiers directement impliqués dans la lutte contre les incendies. Le coefficient de revalorisation actuel de 1,05 sera toutefois réduit annuellement de 0,005 à partir de 2027, pour atteindre 1,025 en 2031, pour le calcul de la durée de carrière nécessaire à la pension.

Ik verwijst naar de minister van Pensioenen voor eventuele bijkomende vragen hierover.

Ten slotte vestig ik uw aandacht erop dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest over een grote autonomie beschikt bij het bepalen van het statuut van het operationeel personeel van de DBDMH, de brandweer van Brussel. Bepaalde algemene principes of specifieke bepalingen van het federaal statuut van de brandweer zijn rechtstreeks of via het samenwerkingsakkoord van 27 maart 2017 van toepassing, maar dat geldt bijvoorbeeld niet voor de eindloopbaanmaatregelen.

05.03 **Greet Daems** (PVDA-PTB): Mijnheer de minister, u bent uiteraard niet bevoegd voor het personeelsmanagement in Brussel, maar u bent wel de minister van Veiligheid. U moet op basis van uw rol waken over de veiligheid en de uitvoerbaarheid van het werk voor de brandweerlieden in ons land. De brandweer komt al jaren op straat en heeft al jaren dezelfde eisen betreffende de erkenning van dat zware beroep en het voorzien in werkbaar werk. Helaas zien zij daar geen vooruitgang in. Integendeel, sommige korpsen vrezen dat de regering het brandweerstatuut zal uithollen in plaats van versterken. De actie op 31 december was eigenlijk een noodkreet. De brandweermensen zitten op hun tandvlees en dat verdienen ze echt niet.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

06 **Vraag van Ortwin Depoortere aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De ongelijkheid en inefficiëntie in de alcoholcontroles" (56011864C)**

06 **Question de Ortwin Depoortere à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Les inégalités et l'inefficacité marquant les contrôles d'alcoolémie" (56011864C)**

06.01 **Ortwin Depoortere** (VB): Mijnheer de minister, ik heb een vraag over de alcoholcontroles. Ik verwijst daarvoor naar de resultaten van recente bobcampagnes, zowel van afgelopen zomer als afgelopen winter. Die cijfers baren mij wat zorgen, omdat we merken dat er twee snelheden in ons land zijn ontstaan. Een bestuurder in Vlaanderen wordt maar liefst tot drie keer vaker gecontroleerd dan een bestuurder in Wallonië, maar het percentage positieve testen is dubbel zo hoog in Wallonië.

Het is wel vreemd, de Vlamingen zijn de beste leerlingen van de klas, maar ze worden het strengst gecontroleerd en het hardst aangepakt, want de parketten hanteren niet overal hetzelfde beleid. De parketten trekken in Vlaanderen het rijbewijs in vanaf 0,8 promille. In Wallonië ligt de grens voor intrekking in de praktijk pas op 1,2 promille. Dat lijkt mij effectief een beleid van twee maten en twee gewichten.

Het tweede probleem is dat we ons misschien te veel blindstaren op de kwantiteit. De statistieken worden in Vlaanderen uiteraard veel hoger ingeschat, omdat men vooral overdag controleert, wanneer eigenlijk amper iemand positief blaast. Op de echte risicomomenten, 's nachts en in het weekend, is de pakkans veel kleiner. We creëren dus met andere woorden een soort van schijnveiligheid door de mooie cijfers.

Ik weet uiteraard dat de lokale zones autonoom werken, maar ik denk wel dat u als minister van Binnenlandse Zaken in de mogelijkheid bent om de algemene aanpak en de strategie af te stemmen op de problemen die duidelijk sterk verschillen in de verschillende gewesten, ook bij controles door de federale politie.

Mijnheer de minister, ziet u die scheeftrekking in de cijfers ook? Welke criteria hanteert u vandaag precies voor de keuze van locaties en tijdstippen van alcoholcontroles? Kan er geen expliciete opdracht aan de federale politie worden gegeven om de capaciteit te verschuiven van de kantooruren naar de nachtelijke risico-uren? Bent u bereid om te overleggen met uw collega, de minister van Justitie, om dat verschillende beleid in aanpak voor de intrekking van rijbewijzen, 0,8 of 1,2 promille, op eenzelfde leest te schoeien?

06.02 Minister **Bernard Quintin**: De geïntegreerde politie voert tijdens de halfjaarlijkse bobcampagnes op grote schaal controles uit op het rijden onder invloed van alcohol, verspreid over het hele grondgebied. De politiediensten voeren ook een groot aantal alcoholcontroles uit buiten die campagneperiodes, die dan niet worden opgenomen in de aangehaalde statistieken. De resultaten kunnen bijgevolg niet worden veralgemeend.

Voor de resultaten van de afgelopen bobcampagnes, zomer 2025 en winter 2024-2025, nodig ik u uit om een schriftelijke vraag in te dienen om alle cijfers te kunnen verkrijgen.

In het kader van de door de wegpollitie geïmplementeerde strategie voor verkeerscontroles wordt inderdaad het aantal verkeerscontroles gebruikt als indicator om zicht te hebben op het aantal uitgevoerde controles per provincie. Dit is echter slechts één van de indicatoren die worden gebruikt om de doelstellingen in de strijd tegen het rijden onder invloed op te volgen. De wegpollitie doet haar uiterste best en voert dagelijks controles uit tijdens de nachtelijke uren met de reguliere ploegen op het terrein, onder andere door het opzetten van kleinschalige controledisposities op de verschillende op- en afritten.

In het kader van die acties voor verkeersveiligheid staan Mobiliteit, Justitie en Binnenlandse Zaken regelmatig met elkaar in contact. Er zal op korte termijn een bepaling worden aangenomen tot wijziging van de omzendbrief inzake de voorwaarden voor rijbewijsintrekking, waarbij de intrekking wordt toegepast vanaf een alcoholgehalte van 0,35 mg per liter, dat is 0,8 promille. Dat zal in de komende weken gebeuren en maakt het mogelijk om bij een controle waar dan ook in het land, onmiddellijk het rijbewijs in te trekken en een rijverbod van 15 dagen op te leggen aan de bestuurder, zodra een alcoholgehalte van 0,35 mg per liter wordt vastgesteld. Ik dank u.

06.03 **Ortwin Depoortere** (VB): Dank u wel, mijnheer de minister. Ik zal uiteraard een schriftelijke vraag indienen om de correcte cijfers te verkrijgen.

Ik geloof best dat er meer alcoholcontroles zijn dan de twee bobcampagnes. Ik heb me enkel kunnen baseren op de cijfers van de bobcampagnes die openbaar gemaakt zijn. Men kan moeilijk ontkennen dat er wel degelijk een scheeftrekking is tussen het noorden en het zuiden van dit land. Ik ben blij dat u dat halvelings toegeeft met uw verwijzing naar een nieuwe omzendbrief, waarin de lat voor iedereen gelijk wordt gelegd, namelijk een intrekking van het rijbewijs voor 15 dagen bij 0,8 promille.

Ik hoop evenwel, mijnheer de minister, dat uit uw cijfers, die ik schriftelijk zal opvragen, zal blijken dat

er wel degelijk ook in het zuiden van het land even streng wordt gecontroleerd als in Vlaanderen.

Ik dank u alvast voor het antwoord van vandaag.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

07 **Samengevoegde vragen van**

- **Ortwin Depoortere aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De rellen in Molenbeek" (56011867C)**
- **Jeroen Bergers aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De huisarresten tijdens de Africa Cup" (56012291C)**
- **Ortwin Depoortere aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De nieuwe rellen na een wedstrijd in het kader van de Africa Cup" (56012300C)**
- **Maaïke De Vreese aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het politieoptreden bij voetbalgerelateerde rellen in het kader van de Africa Cup" (56012330C)**

07 **Questions jointes de**

- **Ortwin Depoortere à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Les troubles à Molenbeek" (56011867C)**
- **Jeroen Bergers à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Les assignations à résidence pendant la Coupe d'Afrique des Nations" (56012291C)**
- **Ortwin Depoortere à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Les nouvelles émeutes après un match de la Coupe d'Afrique des Nations" (56012300C)**
- **Maaïke De Vreese à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Les interventions policières lors d'émeutes liées à la Coupe d'Afrique des Nations" (56012330C)**

07.01 **Ortwin Depoortere (VB):** Mijnheer de minister, ik heb u vorige week donderdag tijdens de plenaire vergadering een mondelinge vraag gesteld naar aanleiding van de rellen op oudejaarsavond. Toen heb ik in de marge al vermeld dat er ook rellen waren en nog zouden volgen naar aanleiding van de Afrika Cup, niet in het minst omwille van de wedstrijden die Marokko daarin afwerkt.

Een dag later – op vrijdag 9 januari 2026 – was het al zover. Voor de tweede keer deden zich ernstige ordeverstoringen voor na afloop van een voetbalwedstrijd van Marokko in het kader van de Afrika Cup. Op videobeelden die op sociale media circuleren, is duidelijk te zien hoe groepen jongeren van Marokkaanse origine straatmeubilair vernielen, verkeersborden en elektrische steps gebruiken om wegversperringen op te werpen en vuurwerk afschieten in de richting van de ordediensten. De oproerpolitie moest worden ingezet om de situatie opnieuw onder controle te krijgen.

Spijtig genoeg, mijnheer de minister – en ik heb dat vorige week ook al gezegd – gaat het hier niet om geïsoleerde incidenten. Bij de rellen en bij de relschoppers is een duidelijke systematiek merkbaar. Zolang het beleid niet durft te benoemen dat het telkens opnieuw om dezelfde relschoppers van allochtone afkomst gaat, blijft dit probleem bestaan.

Ik weet dat u vorige week in uw antwoord hebt gesteld dat nationaliteit en afkomst er niet toe doen. U kunt echter niet ontkennen dat het telkens dezelfde allochtone relschoppers zijn die de straten in Brussel en niet alleen in Brussel – daar hebben we het eerder al over gehad – keer op keer in vuur en vlam zetten. Dat mag in dit geval letterlijk worden genomen.

Ik zal mijn vragen dan ook blijven herhalen, mijnheer de minister. Niet alleen vraag ik wat de evaluatie achteraf is van al die rellen en van het optreden tegenover de relschoppers, ik geef ook onmiddellijk toe dat u daarin geen exclusieve verantwoordelijkheid draagt. Het gaat om een gedeelde verantwoordelijkheid met de minister van Justitie. Zij moet instaan voor een passende strafmaat en voor de effectieve bestraffing van de relschoppers.

Mijn eerste vraag, mijnheer de minister, betreft dan ook de evaluatie van deze twee ernstige vormen van rellen in Brussel, meer bepaald naar aanleiding van de Marokkaanse voetbalwedstrijden in het kader van de Afrika Cup. Hoeveel personen zijn geïdentificeerd en gearresteerd en hoeveel van hen worden effectief voor de rechter gebracht? Aangezien dit probleem niet uit de lucht komt vallen, stel ik mij de vraag of momenteel wel voldoende wordt geïnvesteerd in preventieve maatregelen om dergelijke

rellen te voorkomen. Ik besef dat dit geen eenvoudige opdracht is, maar het kan niet de bedoeling zijn dat we na elke voetbalwedstrijd, na elk oudejaarsfeest of telkens wanneer de zon schijnt en recreatieparken opnieuw openen, opnieuw dezelfde vragen moeten stellen. Dat is vervelend voor u en evenzeer voor mij.

Het verdient de voorkeur dat dergelijke situaties vooraf worden aangepakt en vermeden. Dat vergt echter wel dat daar de nodige maatregelen tegenover worden gesteld, mijnheer de minister. Daarbij gaat het niet uitsluitend om preventieve maatregelen. U verwees vorige week vooral naar de rol van de burgemeesters, die over een uitgebreid arsenaal beschikken om dergelijke rellen te voorkomen, tot en met huisarresten. In Antwerpen hebben we evenwel vastgesteld dat die maatregel niet het beoogde effect heeft gehad. Integendeel, er waren evenveel, zo niet meer, relschoppers dan het jaar voordien. Dat roept de vraag op of dit wel het meest effectieve middel is.

Daarnaast blijf ik benadrukken dat repressie noodzakelijk is. We moeten niet alleen de problemen benoemen, maar ook de daders. De relschoppers moeten effectief worden gestraft, ieder binnen zijn of haar verantwoordelijkheid. Vooral onze politiediensten moeten de politieke en materiële rugdekking krijgen die nodig is om streng op te treden tegen dergelijke feiten.

Ik hoop dat u vandaag uw visie hierop nader wilt toelichten.

07.02 Jeroen Bergers (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, in de eerste plaats mijn beste wensen voor het nieuwe jaar, ondanks het feit dat mijn vraag niet de plezierigste is om als eerste vraag in het nieuwe jaar aan u te stellen.

Voetbal zou, net als het nieuwe jaar, een feest moeten zijn. Sinds de start van de Africa Cup in Marokko is het echter in verschillende Brusselse wijken bijzonder onrustig en dan druk ik mij nog zeer voorzichtig uit. De beelden die op sociale media circuleren, tonen onder meer brandstichting, het afschieten van vuurpijlen, vandalisme aan straatmeubilair en aanvallen op politieagenten, die nochtans wel in grote aantallen aanwezig waren, wat alvast goed is. Verder circuleren er zelfs beelden van een persoon op een motorfiets die ostentatief een wapen draagt, dat blijkt een kalasjnikov te zijn. In de pers wordt bovendien gemeld dat uit voorzorg verschillende bussen van De Lijn een omleiding volgen tijdens matches van de Africa Cup.

Die feiten leiden tot grote maatschappelijke verontwaardiging. Dat is terecht, de burger is dat beu. Bij elk excuus veranderen onze straten in terreinen waar de relschoppers vrolijk onze Staat en alles waar onze samenleving voor staat afbreken.

De Africa Cup loopt nog tot zondag 18 januari. Marokko geldt nog steeds als kandidaat voor de eindoverwinning. Ik gun dat sportief aan die voetbaltroef, maar los van het eindresultaat leeft de vrees dat zowel bij verlies als bij winst opnieuw rellen zullen plaatsvinden. Onze fractie hoopt dat verdere incidenten zoveel mogelijk kunnen worden beperkt en dat er maatregelen worden genomen om ervoor te zorgen dat dit niet meer gebeurt. In dat kader is het belangrijk om de preventieve maatregelen te versterken. Het lijkt aangewezen te onderzoeken of het bestaande kader rond het huisarrest kan worden verbreed.

Neemt u bijkomende preventieve maatregelen rond die risicomatches, die deze matches op de Africa Cup jammer genoeg zijn in ons land? Acht u het wenselijk het kader rond huisarrest te verruimen zodat dit makkelijker toepasbaar is? Lijkt het u wenselijk dit uit te breiden en het niet alleen bij de burgemeesters te laten, aangezien sommige burgemeesters, zoals bekend – en dat lokt ook veel verontwaardiging uit – weigeren hun verantwoordelijkheid te nemen?

Werden in dit dossier reeds bestuurlijke maatregelen opgelegd en zo ja, welke? Is de persoon die met dat wapen paradeerde in Brussel geïdentificeerd en zijn daar maatregelen rond genomen?

07.03 Maaike De Vreese (N-VA): De situatie is al duidelijk geschetst. We hebben dit ook al tijdens de plenaire vergadering besproken. Morgen worden de twee wedstrijden van de halve finales van de Afrika Cup gespeeld, waaronder de match Marokko-Nigeria om 21.00 u., waarna u opnieuw paraat moet staan om te controleren of er daarna in Brussel rellen plaatsvinden. Het is toch ongelooflijk dat we paraat moeten staan naar aanleiding van een voetbalmatch. Helaas is voetbal een van de sporten waarbij geregeld rellen ontstaan, vaak met aanzienlijk geweld tegenover onze politiediensten. Daarom moeten

we streng optreden en ook daadwerkelijk straffen. De straffeloosheid moet dringend worden aangepakt.

Mijnheer de minister, zult u hierover ook overleggen met minister Verlinden? Uit de cijfers die mijn collega Kristien Van Vaerenbergh heeft opgevraagd, blijkt dat in veel gevallen jaren na de feiten nog geen straffen werden uitgesproken. Zolang die straffeloosheid blijft bestaan, heerst er een klimaat waarin daders geneigd zijn door te gaan. Ook de zogenaamde usual suspects, die onze politiediensten goed kennen, blijven op deze manier actief.

Hoe verloopt de federale coördinatie met de lokale diensten in aanloop naar zo'n risicovolle internationale voetbalwedstrijd? Volstaat die coördinatie of moet er een versnelling hoger geschakeld worden? Hoe evalueert u de effectiviteit van zowel preventieve maatregelen, zoals huisarrest, als repressieve maatregelen? Wij pleiten bijvoorbeeld ook voor hardere optredens tegen de daders door de politie gebruik te laten maken van *less than lethal weapons*.

Overweegt u de inzet van andere preventieve maatregelen? Welke richtlijnen werden aan de politiediensten meegegeven? Krijgen zij de opdracht om relschoppers te arresteren? Het begint immers met arresteren en identificeren, waarna ook straffen kunnen volgen, zeker gelet op het feit dat er steeds meer minderjarigen onder de relschoppers zijn. Hoe wordt de verantwoordelijkheid van de ouders aangepakt?

Welke aanvullende richtlijnen of ondersteuning zal aan de Brusselse zones en betrokken overheden worden gegeven naar aanleiding van die voetbalwedstrijden morgen om herhaling van ordeverstoring te voorkomen? Met andere woorden, staat de federale politie paraat?

07.04 Minister **Bernard Quintin**: Mijnheer Depoortere, wat betreft uw vraag die werd ingediend op 30 december, zijn de politiediensten uiteraard tussengekomen om de openbare orde te herstellen. Dat gebeurt steeds in functie van de situatie ter plaatse. De tussenkomsten waren erop gericht de incidenten te beëindigen, de brandweer toe te laten veilig in te grijpen en verdere escalatie te voorkomen.

Door de politiediensten werden onder meer de volgende feiten vastgesteld: het aansteken van branden met afval op de openbare weg, het afsteken van vuurwerk, onder meer in de richting van voertuigen en politiediensten, gevaarlijk rijgedrag in de onmiddellijke omgeving en agressief gedrag ten aanzien van de ordediensten. Er werden processen-verbaal opgesteld voor opzettelijke brandstichting bij nacht zonder gewonden en feiten waarbij een persoon te zien was met een oorlogswapen op beelden die via sociale media werden verspreid. Tot op heden werden er geen personen formeel geïdentificeerd in het kader van die feiten, maar het onderzoek is nog volop aan de gang. Een persoon werd bestuurlijk aangehouden wegens verstoring van de openbare orde. Er werden nog geen gerechtelijke aanhoudingen verricht, maar zoals u weet, ben ik daarvoor niet bevoegd. Ik kreeg ten slotte van de diensten ook de feedback dat er wel degelijk een specifiek dispositief voorzien was. Gelet op de omvang van de overlast werd verder onmiddellijk versterking gevraagd, boven op de voorziene personeelsinzet.

Wat betreft de meer algemene vragen, komt het mij als minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken niet toe maatregelen te nemen ter handhaving van de openbare orde in Molenbeek of andere Brusselse gemeenten. Die bevoegdheid berust exclusief bij de respectieve burgemeesters, die alle maatregelen kunnen nemen die noodzakelijk geacht worden voor de ordehandhaving. Enkel wanneer de verstoring van de openbare orde zich uitstrekt over het grondgebied van meerdere gemeenten of politiezones kan ik in subsidiaire orde de bevoegdheden van de burgemeester uitoefenen. Dat is hier niet het geval.

Het uitbreiden van het bestaand wettelijk kader met betrekking tot huisarrest is volgens mij nog niet aan de orde, aangezien de burgemeester al over een verregaande bevoegdheid beschikt die hem toelaat huisarrest op te leggen, met dien verstande dat dat legitiem en proportioneel moet zijn. Huisarrest is een vrijheidsbeperkende maatregel die niet verder mag gaan dan nodig om de verstoring van de openbare orde te doen ophouden.

Ook de hogere overheid die op grond van artikel 11 van de wet op het politieambt de bevoegdheden van de burgemeester zou uitoefenen, beschikt over die mogelijkheden. Ik beschik momenteel niet over informatie of in dit kader bestuurlijke maatregelen werden opgelegd. Zoals ik heb gezegd, behoort dat tot de autonome beslissingsbevoegdheid van de burgemeester.

Voor de coördinatie op het terrein in het kader van de Africa Cup of Nations werd sinds het einde van de groepsfase een coördinatiestructuur van het type *gold commander* ingevoerd. De coördinatie wordt daarbij verzekerd door de politie van Brussel-Hoofdstad Elsene, die instaat voor de organisatie van de aanvragen tot versterking aan de federale politie en voor de terbeschikkingstelling ervan aan de *silver commanders* die op het terrein actief zijn binnen hun politiezone. Dat dispositief werd in ruime mate ingezet om de openbare orde te herstellen en te handhaven tijdens de laatste wedstrijden.

Preventie behoort, zoals u weet, tot de gemeentelijke bevoegdheden. In dat kader en met het oog op de komende halve finale tussen Marokko en Nigeria die op 14 januari gepland staat, zullen de gemeentelijke diensten het sociopreventieve dispositief ontplooiën in overleg met de politiediensten van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek.

Met betrekking tot de incidenten die zich op 9 januari hebben voorgedaan, heeft de politiezone zowel ontradende als reactieve dispositieven ingezet met het oog op de handhaving en het herstel van de openbare orde. Die dispositieven werden aangepast en de capaciteiten werden versterkt, rekening houdend met de vastgestelde gebeurtenissen. De congestie van bepaalde verkeersassen heeft echter de verplaatsingen van de interventieteams belemmerd en kon de snelheid van bepaalde tussenkomsten beïnvloeden. Niettemin werden, rekening houdend met de evolutie van de situatie, de nodige personeelsmiddelen voor de handhaving en het herstel van de openbare orde gemobiliseerd en dienovereenkomstig ingezet.

Aangezien het gaat om kleine, zeer mobiele groepen die zich verplaatsen in een verkeersdrukte stedelijke omgeving, zijn arrestaties soms moeilijk uit te voeren. Voor de politiezone Brussel-West werden op 9 januari 2026 vijf bestuurlijke en twee gerechtelijke arrestaties verricht.

Mevrouw De Vreese, u bent misschien een wat grotere voetballiefhebber dan uw collega's, maar voor vragen over de vervolgingen die worden ingesteld tegen hen voor wie voetbal slechts een voorwendsel is om vernielingen aan te richten, verwijst ik u en uw collega's naar de minister van Justitie.

07.05 Ortwin Depoortere (VB): Mijnheer de minister, het beperkte aantal arrestaties en gerechtelijke vervolgingen creëren in de ogen van de bevolking een perceptie van straffeloosheid. Als u dat niet snel rechtzet, zal die situatie alleen maar escaleren. De daders voelen zich immers ongenaakbaar en dat zal als een boemerang in uw gezicht terugkeren, want de bevolking pikt dit niet langer.

Voorts verwijst u opnieuw naar het arsenaal van maatregelen die burgemeesters moeten nemen. In dit opzicht hoop ik dat de eenmaking van de Brusselse politiezones er snel komt. Dat zal een grote stap voorwaarts zijn, maar het zal uiteraard niet alles oplossen. Als we merken dat zij in gebreke blijven, dan is het uw taak om in te grijpen om de openbare orde te herstellen en vooral om de straffeloosheid weg te nemen. Dat is inderdaad een gedeelde verantwoordelijkheid met minister Verlinden. Benoem het probleem en stel iedereen voor zijn en haar verantwoordelijkheid, ook de minister van Justitie. Laat de schade vergoeden, want dat is een belangrijk element in het verhaal.

Ik ben niet tegen huisarresten, maar ze moeten wel gecontroleerd worden. Is dat haalbaar? Hoeveel huisarresten moeten we opleggen en wie zal ze controleren? Er circuleert een goed idee om het kindergeld af te nemen van ouders die hun kinderen niet in het gareel houden bij dergelijke rellen, maar dat behoort tot een ander bevoegdheidsniveau.

07.06 Jeroen Bergers (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

De bevolking is het inderdaad meer dan beu dat elk excuus schijnbaar goed genoeg is om rel te schoppen, dat er te weinig aan gedaan wordt en dat men dat niet onder controle krijgt. Wat dat betreft, wil ik hier toch een lans voor breken om de preventieve maatregelen uit te breiden. Daarnaast zijn er nog andere maatregelen nodig, maar daarover zal mijn collega het hebben.

Het probleem is dat sommige burgemeesters, voornamelijk in Brussel – die van Molenbeek is er een van – die bevoegd zijn om dergelijke maatregelen te nemen, pertinent weigeren dat te doen en dus enige verantwoordelijkheid te nemen, zodat de orde kan worden gehandhaafd. Het lijkt mij in dat geval toch niet verkeerd dat er extra maatregelen worden genomen door het hogere niveau.

Het lijkt me ook de moeite waard om voor beleidsniveaus die wel preventieve maatregelen willen

nemen, zoals het huisarrest, het wettelijk kader uit te breiden en een en ander explicieter te regelen, zodat het eenvoudiger wordt om zo'n maatregel te nemen. Er zijn momenteel namelijk nog te veel drempels.

Overigens verwerp ik uw vaststelling dat de maatregel van het huisarrest geen effect in Antwerpen heeft gehad. Dat zal daar zeker en vast wel effect hebben gesorteerd, maar 17 huisarresten zijn natuurlijk te weinig om alle reischoppers aan te pakken. Dat is het probleem. Er zouden meer huisarresten moeten zijn. Dat is de wens van de ploeg aldaar, maar er zijn juridische beperkingen. Twee jaar geleden hebben alle linkse partijen die tegen het huisarrest waren, een held gebruikt om naar de rechtbank te stappen tegen die huisarresten. Die held zit momenteel permanent in de gevangenis voor al wat hij nog heeft uitgespookt. Als die persoon toen geen huisarrest had gekregen, zou hij ongetwijfeld ook mee rel hebben geschopt. In die zin lijkt het mij dus nuttig om het kader uit te breiden.

07.07 Maaike De Vreese (N-VA): Mijnheer de minister, de lokale besturen hebben in dezen een cruciale verantwoordelijkheid. Sommige burgemeesters hebben wel degelijk maatregelen genomen, maar andere burgemeesters, zeker die met een PS-signatuur in Brussel, hebben dat helemaal niet gedaan. Als u dat ziet aankomen, maar niet voldoende maatregelen neemt, dan is dat volgens mij schuldig verzuim.

Het probleem is natuurlijk veel groter dan dat. Het is een groot en puur maatschappelijk probleem. In de wijken waar er telkenmale rellen uitbreken, moeten we kiezen voor nultolerantie, zodat we dat onder controle kunnen krijgen. Dat is inderdaad niet enkel een taak voor u als minister van Binnenlandse Zaken, maar ook een taak voor onder andere de minister van Justitie.

U wijst ons door naar de minister van Justitie, maar ik had liever van u gehoord dat u samen met de minister van Justitie zou overleggen en dat grote probleem beter zou aanpakken. Waarom is bijvoorbeeld de nationale veiligheidsraad in aanloop naar oudejaarsavond niet een keer samengekomen om alle spelers rond de tafel te brengen, een vraag die ik ook al in plenaire vergadering heb gesteld? Telkenmale opnieuw zien we de situatie uit de hand lopen. U kunt de zaken verder in handen nemen.

Ik ben voetbalsupporter en u ook. Wij, supporters, steunen alvast iedere maatregel die het voetbal bevordert. Als iemand de sport in een negatief daglicht stelt, vinden wij dat zeer jammer. Dus, voor ons part mag u de reischoppers zeer hard aanpakken.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

08 **Samengevoegde vragen van**

- Ortwin Depoortere aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het vandalisme en het geweld tijdens de nieuwjaarsnacht in heel Vlaanderen" (56011876C)
- François De Smet aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De incidenten in Antwerpen en Brussel tijdens de nieuwjaarsnacht" (56011877C)
- Brent Meuleman aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De rellen tijdens de oudejaarsnacht" (56012049C)
- Catherine Delcourt aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het geweld tijdens de oudejaarsnacht" (56012138C)

08 **Questions jointes de**

- Ortwin Depoortere à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Les actes de vandalisme et violences commis dans toute la Flandre la nuit de la Saint-Sylvestre" (56011876C)
- François De Smet à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Les incidents survenus à Bruxelles et à Anvers durant la nuit de la Saint-Sylvestre" (56011877C)
- Brent Meuleman à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Les émeutes pendant la nuit de la Saint-Sylvestre" (56012049C)
- Catherine Delcourt à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Les actes de violence lors de la nuit de la Saint-Sylvestre" (56012138C)

08.01 Ortwin Depoortere (VB): Mijnheer de minister, ik zal niet herhalen wat ik vorige week tijdens het korte debat in de plenaire vergadering zei. Ik wil wel even de nadruk leggen op het feit dat rellen

tijdens oudejaarsnachten niet langer uitsluitend een fenomeen van grootsteden zijn. Er zijn niet alleen rellen in Brussel, Antwerpen of Gent, zoals vroeger het geval was, maar ook in alsmear meer gemeenten en kleinere steden, denk maar aan Harelbeke en Erpe-Mere.

Er speelt daar eenzelfde problematiek en we mogen daar niet blind voor zijn: het gaat om voornamelijk allochtone reischoppers die lak hebben aan normen, waarden en regels. In Harelbeke trekt de burgemeester aan de noodrem en vraagt om hulp, want hij kan de problemen met zijn kleine korps niet langer aan. Hij vreest dat de situatie zal escaleren in de toekomst. Mijnheer de minister, ik herhaal zijn woorden en richt mij tot u. Ik vraag u om in te grijpen, waar dat kan, en om de nodige ondersteuning te geven aan de politiezones en burgemeesters om de reischoppers onder bedwang te krijgen.

U antwoordde vorige week dat men als maatregel denkt aan het huisarrest. Vandaag verneem ik dat u niet onmiddellijk de wetgeving zult uitbreiden. Misschien kunt u daar wat meer uitleg bij geven.

Le **président**: M. De Smet n'est pas présent.

08.02 Brent Meuleman (Vooruit): Mijnheer de minister, tijdens de voorbije oudejaarsnacht vonden er in verschillende Belgische steden ernstige geweldincidenten plaats. Onder meer in Antwerpen en Brussel, maar ook op andere plaatsen, werden hulpdiensten belaagd, voertuigen in brand gestoken en politiemensen en hulpverleners aangevallen met vuurwerk en andere projectielen. Dergelijke feiten zijn geen geïsoleerde uitzonderingen meer, maar lijken zich jaar na jaar te herhalen en zelfs te intensifiëren. Dat is compleet onaanvaardbaar en ontoelaatbaar.

Die gebeurtenissen ondermijnen niet alleen het veiligheidsgevoel van burgers, maar vormen ook een onaanvaardbare bedreiging voor de fysieke integriteit van onze politiemensen, brandweerlieden en ambulanciers, die net instaan voor onze veiligheid.

Ondanks eerdere aankondigingen van verscherpte maatregelen, preventiecampagnes en verhoogde politie-inzet blijft de vraag in welke mate het veiligheidsbeleid daadwerkelijk grip krijgt op de problematiek.

Kunt u een overzicht geven van de geregistreerde geweldincidenten tijdens oudejaarsnacht, opgesplitst per stad of politiezone, en dat in vergelijking met de voorgaande jaren? Die cijfers mogen uiteraard ook schriftelijk worden bezorgd.

Hoeveel politiemensen en andere hulpverleners geraakten daarbij betrokken en/of gewond? Hoe beoordeelt u de ernst van de evolutie van het geweld tegen hulpdiensten?

Welke federale veiligheidsmaatregelen waren specifiek van kracht tijdens oudejaarsnacht en acht u die achteraf bekeken voldoende en adequaat? Werden vooraf risicoanalyses gemaakt voor bepaalde wijken of steden? Zo ja, waarom hebben die kennelijk niet kunnen voorkomen dat het opnieuw tot zware incidenten is gekomen?

Hoeveel verdachten werden gearresteerd in het kader van de feiten? Hoe ver staat het met de gerechtelijke opvolging? Wordt systematisch ingezet op snelle en zichtbare vervolging?

Overweegt u bijkomende en strengere maatregelen, zoals een verstrenging van het vuurwerkbeleid, zwaardere straffen voor geweld tegen hulpdiensten of een uitbreiding van bestuurlijke of gerechtelijke instrumenten?

Ten slotte, hoe zult u vermijden dat dergelijke geweldplegingen worden genormaliseerd en uitgroeien tot een terugkerend patroon, waarbij het gezag van de Staat en de veiligheid van hulpverleners verder wordt uitgehoud?

Le **président**: Mme Delcourt n'est pas présente.

08.03 Minister **Bernard Quintin**: Met uw toestemming zal ik in het Nederlands en het Frans antwoorden, omdat het op die manier voorbereid is.

Chers collègues, je vous remercie pour vos questions.

Comme cela a été dit, la nuit du nouvel an 2025-2026 a une nouvelle fois été marquée à Bruxelles, à Anvers et dans d'autres villes par des violences graves et inacceptables.

Sur la base des données actuellement disponibles, 101 personnes ont été arrêtées à Anvers, dont 60 mineurs, et 97 arrestations administratives ont été effectuées à Bruxelles, dont 80 concernaient également des mineurs.

À Anvers, 18 procès-verbaux ont été dressés pour des faits de vandalisme impliquant des bâtiments, des véhicules et du mobilier urbain ainsi que des dommages à des véhicules de police. Environ 30 incidents visant des services publics ont été enregistrés, dont 21 contre la police, 5 contre les pompiers et 3 contre des ambulances. À Bruxelles, 14 faits de violence contre les services publics ont été constatés et 3 policiers ont été légèrement blessés.

Je veux le dire et le répéter ici sans ambiguïté, les actes de violence visant les forces de l'ordre et les services de secours doivent être punis avec une sévérité absolue par la justice. Celles et ceux qui sont chargés de protéger la population doivent être protégés et non visés.

Elk feit van geweld tegen politieambtenaren, brandweerleden of ambulanciers wordt systematisch geregistreerd en opgevolgd via een gestructureerde aanpak, overeenkomstig de geldende richtlijnen en omzendbrieven die in overleg met het College van procureurs-generaal worden uitgewerkt, met als doel een coherente en doeltreffende behandeling van de dossiers te waarborgen.

Wat het profiel van de aangehouden personen betreft, tonen de eerst beschikbare operationele gegevens aan, met name in Antwerpen, dat de overgrote meerderheid van de verdachten lokale inwoners zijn en dat ongeveer drie kwart van hen de Belgische nationaliteit heeft. Die elementen bevestigen dat het probleem geen kwestie is van nationaliteit, maar van gewelddadig en crimineel gedrag, dat met de grootste vastberadenheid moet worden aangepakt, ongeacht de oorsprong of het statuut van de daders.

Ik wens evenwel te benadrukken dat de balans, met name in Brussel, minder zwaar is dan in de voorgaande jaren. In 2024 vonden bijna 150 administratieve aanhoudingen plaats, wat aanzienlijk meer is dan dit jaar. Daarnaast werden er viermaal minder voertuigen in brand gestoken. In het algemeen en op basis van wat de actoren op het terrein mij de hele nacht hebben meegedeeld in het Brusselse controlecentrum, waar ik op de 31ste bewust aanwezig ben gebleven, werden de incidenten beduidend beter onder controle gehouden dan in de afgelopen jaren.

Laat er evenwel geen misverstand over bestaan. Elk incident is er één te veel.

Je salue l'excellent travail de l'ensemble des services de sécurité, la préparation et la coordination efficaces ainsi que le travail de prévention qui avait été mené en amont. À cet égard, j'avais écrit aux bourgmestres du pays, y compris de la Région de Bruxelles-Capitale, afin d'attirer leur attention sur le niveau de risque élevé et sur la nécessité de prendre, dans le cadre de leurs compétences de police administrative, toutes les mesures appropriées pour prévenir des troubles à l'ordre public, notamment en matière de rassemblements, de circulation, de feux d'artifice et de protection des services de secours. Cette concertation visait à garantir une préparation coordonnée et l'utilisation maximale des outils dont disposent les autorités locales.

Sur le terrain, des dispositifs spécifiques ont été mis en œuvre, comme à Anvers, où des entraînements conjoints entre la police, les pompiers et les services médicaux ont été organisés en amont et où un poste de commandement multidisciplinaire a permis, durant la nuit, d'assurer une évaluation en temps réel des risques et, si nécessaire, l'accompagnement policier des interventions de secours. La protection des services de secours est pour moi une priorité absolue. À cette fin, une circulaire ministérielle du 24 octobre 2025 a renforcé les mesures de prévention, l'obligation d'enregistrer toute agression, l'accompagnement des victimes et le suivi juridique des pompiers et ambulanciers confrontés à la violence. Ces cadres seront pleinement mobilisés et, le cas échéant, renforcés à la lumière des évaluations en cours.

Mesdames et messieurs les députés, personne ne peut prétendre faire disparaître totalement ce type de violence du jour au lendemain. C'est pourquoi une analyse approfondie des événements est en

cours avec les autorités locales, les zones de police, les services de secours et, bien entendu, la police fédérale et mes propres services.

Cette analyse vise à identifier ce qui a fonctionné, ce qui doit être corrigé et comment mieux prévenir, encadrer et sécuriser les prochaines échéances à risque. La gestion de ce type de situation repose sur une articulation claire entre le niveau fédéral, qui fixe le cadre et met à disposition les capacités policières, le niveau régional, qui peut adopter des mesures spécifiques en matière d'ordre public et de mobilité, comme cela a été le cas à Bruxelles à l'occasion du nouvel an – je rappellerai la limitation de l'utilisation des trottinettes pendant la journée précédant le réveillon et le réveillon lui-même – et le niveau local qui exerce la police administrative et adapte les mesures aux réalités du terrain. C'est dans ce cadre de responsabilité partagée que le gouvernement continuera à agir pour éviter que de tels débordements ne deviennent un phénomène récurrent.

Ik bevestig dat er een goede coördinatie was. Ik heb dat, als ik me niet vergis, donderdag al gezegd. Ter plaatse heb ik met alle diensten gesproken. De eerste analyse wees uit dat er minder incidenten waren, dankzij meer mensen op het terrein, een betere coördinatie en een grotere reactiviteit. Ik ben er zeker van dat we een gedegen evaluatie zullen krijgen van alle diensten op alle niveaus, zodat we tegen het einde van het jaar, maar ook bij toekomstige evenementen, de juiste beslissingen nemen om nog effectiever op te treden en het aantal incidenten verder te verminderen.

08.04 Ortwin Depoortere (VB): Ik dank u, mijnheer de minister, voor uw bijkomende antwoorden.

Ik wens het debat van vorige week niet te herhalen, maar ik hoor steeds dezelfde woorden: nultolerantie, onaanvaardbaar... Ik hoor die woorden al meer dan zes jaar in dit Parlement van verschillende ministers en regeringsleden. In de praktijk zien we echter weinig verbetering. Het aantal incidenten dit jaar ligt misschien iets lager, maar het probleem groeit nog steeds. Het speelt niet alleen in Brussel, zoals ik in mijn vraag aangaf, maar ook in steeds meer andere gemeenten.

Ten tweede, neem de bevolking niet voor idioten, mijnheer de minister. Het feit dat iemand de Belgische nationaliteit heeft, betekent niet dat de dader niet van allochtone afkomst is. Stop daarom met het riedeltje dat afkomst er niet toe doet, in werkelijkheid heeft alles met afkomst te maken.

Ten derde is er de verantwoordelijkheid van alle betrokkenen. De politie moet, naar mijn oordeel, beter uitgerust en bewapend worden om de relschoppers tegen te gaan en effectief op te pakken. De orde moet meer worden hersteld, men moet meer relschoppers durven te arresteren en voor het gerecht te brengen. Dat is de verantwoordelijkheid van Justitie. De straffen voor geweld tegen hulp- en politiediensten zijn mogelijk verhoogd, maar als ze niet worden uitgevoerd, leidt dat tot straffeloosheid.

Daarnaast is er de verantwoordelijkheid van de lokale bestuurders en van de gemeenschappen. Het aantal minderjarigen onder de relschoppers neemt toe. De gemeenschappen zijn verantwoordelijk voor het jeugdsanctierecht en moeten zorgen voor een harde aanpak van die minderjarige relschoppers. Dat is, mijnheer de minister en mevrouw De Vreese, in tweede instantie ook de verantwoordelijkheid van de Vlaamse regering, waarvan uw partij deel uitmaakt.

08.05 Brent Meuleman (Vooruit): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Ik wil u toch ook steunen, want ik weet maar al te goed dat u geen toverstaf hebt waarmee u ervoor kunt zorgen dat er morgen geen geweldsfeiten meer zijn. We zouden elkaar hier allerlei verwijten naar het hoofd kunnen slingeren, maar het is een ketenaanpak. Iedereen moet daarin zijn verantwoordelijkheid nemen en iedereen heeft daarin een aandeel.

Als minister voor Binnenlandse Zaken en Veiligheid kunt u daarin een regierol opnemen en u doet dat ook. U moet in de *driver's seat* zitten en ervoor zorgen dat de dalende trend die u beschrijft met betrekking tot de geweldsfeiten in Brussel, die dit jaar gelukkig al minder talrijk waren dan vorig jaar, zich voortzet en dat iedereen zich daarvoor blijft inzetten.

Zoals ik al zei, is niemand daar alleen voor verantwoordelijk en het is niet met stoere oneliners dat men het probleem oplost. Mijnheer de voorzitter, uw partijgenoot, die toevallig ook burgemeester is in Ninove, heeft vorige week ook in zijn gemeente een geval van zinloos geweld meegemaakt. Ik heb dat helaas ook al in mijn gemeente meegemaakt. Geen enkele gemeente is daar vrij van, of men nu links,

rechts, van boven, van onder, geel of groen is. Dat zijn helaas feiten die zich jammer genoeg voordoen in onze samenleving en het is aan ons allen samen om ervoor te zorgen dat we dat aantal hopelijk ooit tot nul kunnen herleiden. U zult daarvoor in Vooruit altijd een partner vinden, mijnheer de minister.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 56012080C van de heer Vandemaele wordt omgezet in een schriftelijke vraag. Vraag nr. 56011375C van de heer Cornillie wordt op zijn verzoek uitgesteld.

[09] Samengevoegde vragen van

- **Matti Vandemaele aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Verdwenen wapens" (56012103C)**
- **Maaïke De Vreese aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Verdwenen politiewapens" (56012324C)**

[09] Questions jointes de

- **Matti Vandemaele à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Les armes disparues" (56012103C)**
- **Maaïke De Vreese à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La disparition d'armes de police" (56012324C)**

[09.01] Matti Vandemaele (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, tijdens de kerstvakantie verscheen in de krant een bericht over de verdwijning bij de federale politie van een elitewapen, met name een FN SCAR, samen met drie laders, negentig stuks munitie en een draagtas. Die verdwijning dateert blijkbaar al van begin vorig jaar, maar is pas recent publiek bekend geraakt. Zoals vaak gebeurt, heb ik daarover contact opgenomen met enkele politiemensen. Daaruit bleek dat er bij de federale politie nog andere wapens verdwenen zijn. Men kon mij daarover evenwel geen exhaustieve lijst bezorgen. Ik hoop dat u die straks wel kunt geven.

Wat mij in het bijzonder verontrust, is de verdwijning van tien oefenwapens. Het gaat om oefenwapens die in verschillende depots verdwenen zijn. Telkens zou daarvan een proces-verbaal zijn opgesteld. De vraag is uiteraard wat er met dergelijke wapens gebeurt wanneer ze verdwijnen. Men kan dat proberen te minimaliseren, bijvoorbeeld door te suggereren dat iemand zo'n wapen zou gebruiken om een verjaardagsfeestje op te luisteren met een spelletje politie en bandiet. Dat lijkt mij weinig geloofwaardig. Een oefenwapen geeft immers dezelfde terugslag als een gewoon wapen. Voor een elfjarig kind is dat geen speelgoed. De conclusie is dan ook dat enkel een politieagent in functie ermee kan trainen, of iemand met minder goede bedoelingen. Voor zover mij bekend, zijn er bij geen van de verdwijningen van die oefenwapens sporen van braak vastgesteld. Dat zou kunnen impliceren dat de wapens door agenten zelf zijn meegenomen.

In de krant las ik ook dat men bij de verdwijning van een echt oorlogswapen dacht dat het mogelijk ergens verkeerd was opgeborgen. Dat soort verklaringen komt bijzonder vreemd over. Dat brengt mij tot mijn vragen.

Welke oefenwapens, andere wapens en hoeveel munitie zijn de afgelopen maanden verdwenen? Welke stappen worden ondernomen om die wapens terug te vinden? Hoe is het mogelijk dat dit kan gebeuren? Bestaat er geen sluitend registratiesysteem waarbij wordt genoteerd wie een wapen uit de kast neemt en wanneer het opnieuw wordt teruggeplaatst? Dat lijkt mij nochtans logisch. Tot slot, welke maatregelen zult u nemen om de vermiste wapens op te sporen?

Ik kijk uit naar uw antwoorden.

[09.02] Maaïke De Vreese (N-VA): Mijnheer de minister, het was inderdaad een bericht dat door heel veel mensen werd gelezen, omdat het ook een bizar verhaal is. Het gaat immers om een zwaar wapen, een FN Scar, dat samen met munitie en toebehoren plots is verdwenen. Het is al sinds maart 2025 spoorloos. Maanden later is dat nieuws plots publiek geworden. In dat geval behoort het tot de taak van het Parlement om u te vragen hoe de wapenkast wordt beheerd, hoe de opvolging gebeurt en of er interne controle is van de wapens binnen de politiediensten.

Het werd daarnet kleurrijk verteld, maar we mogen inderdaad veronderstellen dat iemand zijn

handtekening plaatst op een lijst wanneer hij of zij een dergelijk wapen in zijn of haar bezit krijgt en dat het daarna opnieuw achter slot en grendel verdwijnt. Tegelijk circuleren er ook berichten vanop het terrein dat het niet om een alleenstaand geval zou gaan en dat dergelijke zaken nog meer gebeuren. Klopt dat?

Ik vind dat we daaraan zwaar moeten tillen, want het gaat over vuurwapens die zelfs tegen de eigen diensten kunnen worden gebruikt. We hadden het daarnet over rellen en reischoppers die vuurwerk en dergelijke gebruiken, maar dat de georganiseerde criminaliteit echte vuurwapens gebruikt, kan absoluut niet de bedoeling zijn. Onze politie- en veiligheidsdiensten worden ook geconfronteerd met zware criminaliteit en gewapend geweld. De zaak is dus bijzonder zorgwekkend.

Zijn de verdwijningen iets wat de voorbije jaren vaker is gebeurd? Welke vaststellingen zijn gedaan? Wat zijn de oorzaken? Gaat het om diefstal, verlies of administratieve fouten? Het is immers ook mogelijk dat iets verkeerd wordt gemeld. Is er een digitaal registratiesysteem? Ik weet dat eigenlijk zelf niet.

Op welk niveau zijn verantwoordelijkheden vastgesteld? Welke procedures zijn er vandaag voorhanden om het ontbreken van een wapen of munitie tijdig te detecteren en ook aan te geven? Hoe verklaart u dat het verlies van wapens pas maanden later werd vastgesteld?

Zijn er zaken die u wilt aanpakken? Zijn er concrete organisatorische of technische maatregelen die door u of door de politiediensten zelf zullen worden getroffen om het probleem structureel aan te pakken?

09.03 Ortwin Depoortere (VB): Mijnheer de minister, de situatie is al geschetst. We moeten ons vooral vragen stellen over het wapenbeheer binnen de federale politie. Hoe wordt daar eigenlijk mee omgegaan? Wordt dat zorgvuldig gedaan? Bestaat er een sluitend registratiesysteem? Blijkbaar bestaat dat niet, anders zouden we vandaag deze vragen niet moeten stellen.

Mijnheer de minister, hoever staat het met het onderzoek naar het incident dat in de pers is verschenen? Veel belangrijker nog is de vraag hoe we dat in de toekomst zullen voorkomen. Zal daarvan werk worden gemaakt? Zijn er bijkomende, sluitende richtlijnen nodig om het wapenbeheer binnen de federale politie correcter te laten verlopen, vooral om de garantie te kunnen bieden aan de bevolking dat onze politie zeer zorgvuldig omspringt met het geboden wapenarsenaal, dat tot hun beschikking staat? Ik hoop dat u daarop wat licht kunt werpen.

09.04 Minister Bernard Quintin: Mijnheer Vandemaele, mevrouw De Vreese, mijnheer Depoortere, de omzendbrief GPI 62^{ter} betreffende de bewapening van de geïntegreerde politie voorziet, ten eerste, in maatregelen voor de beveiliging van de opslag van de bewapening en, ten tweede, in een procedure voor de melding van elke diefstal, elk verlies en elke beschadiging van de bewapening. Elk incident wordt bovendien vastgelegd in de vereiste proces-verbalen en maakt automatisch het voorwerp uit van een administratief onderzoek.

Bij de vaststelling van de afwezigheid van het wapen waarnaar u verwijst, werden onmiddellijk de volgende maatregelen genomen. Er werd zonder uitstel een proces-verbaal opgesteld en een intern onderzoek gestart. De resultaten van het onderzoek werden gebundeld in een syntheserapport dat werd overgemaakt aan de bevoegde directeur-generaal van de federale politie en aan de Algemene Inspectie van de Federale Politie en van de Lokale Politie, de AIG.

Daarnaast werd een fysieke controle uitgevoerd van alle wapenkoffers voor collectieve wapens in alle opslagplaatsen die door de betrokken eenheden worden gebruikt. De bestaande regels inzake registratie, inspectie en controle van de bewapening werden daarbij opnieuw expliciet en strikt onder de aandacht gebracht. Tegelijk werden dringende bijkomende veiligheidsmaatregelen genomen, onder meer met betrekking tot *badging*, toegangsprocedures, codes en de installatie van camerabewaking in de betrokken wapenkamer.

Tot slot heeft de betrokken directie een actieplan uitgewerkt om de aanbevelingen van de AIG strikt op te volgen en om de beveiliging en het beheer van alle wapenkamers verder te versterken.

De federale politie bevestigt mij dat zij, in overeenstemming met de geldende richtlijnen, alle

noodzakelijke maatregelen neemt om elk verlies van politiebewapening te voorkomen en om bij incidenten onmiddellijk gepast en doeltreffend op te treden. Ook zal er intern verder gecontroleerd worden op een correct beheer van de wapens. Dat is het minste dat ik van mijn politiediensten kan vragen.

09.05 **Matti Vandemaele** (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, er zijn politieradio's, handvuurwapens, munitie en oefenwapens verdwenen bij onze federale politie. Dat gebeurde in verschillende depots, dus niet alleen hier in Brussel. Aangezien in verschillende kazernes wapens zijn verdwenen, vroeg ik u om te bevestigen wat er precies verdwenen is, maar u geeft mij daarop gewoon geen antwoord. U blijft het hebben over dat ene incident, terwijl u evengoed als ik weet dat er meerdere incidenten zijn en dat daarover processen-verbaal zijn opgesteld. U wilt ons dus eigenlijk geen antwoord geven, of u krijgt geen antwoord van de federale politie. Beide opties zijn even problematisch, want ofwel weet u het niet, en dan is er een echt probleem, ofwel wil de federale politie het u niet zeggen, en dan is er ook een probleem.

Het kan toch niet dat we teruggaan naar het begin van de jaren '80, toen er regelmatig wapens verdwenen uit de depots van de toenmalige rijkswacht, thans de federale politie? Ik kan alleen maar vaststellen dat het probleem in de doofpot wordt gestopt. Er komt iets in de pers, waarna men hoopt dat de belangstelling weer afneemt. Dat stramien hanteert de federale politie telkens opnieuw. Het gaat om een groot probleem, maar opnieuw krijgen de parlementsleden geen antwoord.

Wat ik wel weet, is dat het CORESPO-onderzoek dat men zou voeren naar radicaliserende politieagenten, werd stilgelegd. Wie steelt wapens uit de kazerne? Dat gebeurt toch door agenten met malafide ambities; dat zijn geen agenten die te goeder trouw werken. Ik heb al honderd keer gezegd dat 99 % van de agenten in ons land fantastische mensen zijn die geweldig werk leveren en elke dag instaan voor de veiligheid van onze inwoners, maar er is een deel dat zijn werk niet te goeder trouw doet. Dat deel zorgt ervoor dat het goede deel – het overgrote deel – een slechte naam krijgt. Die agenten stelen wapens en opnieuw steekt de federale politie de kop in het zand. Ik stel hier als parlements lid vragen over een bijzonder onrustwekkend fenomeen, namelijk het verdwijnen van handvuurwapens, oefenwapens, munitie en radio's bij onze federale politie, maar ik krijg gewoon geen antwoord.

Met alle respect, maar dat acht ik bijzonder problematisch. In andere dossiers, zoals i-Police, kunt u verwijzen naar uw voorganger; dat is uw goed recht en u kunt er in dat geval mee weggkomen. In deze situatie echter bent u verantwoordelijk. U moet ingrijpen bij de top van de federale politie, want dat soort zaken is ontoelaatbaar.

Ik stel u dan ook opnieuw de vraag wat er precies verdwenen is. Dat moet u toch weten. Waarom wilt u ons geen antwoord geven op de vraag welke wapens en welke munitie verdwenen zijn bij de federale politie?

Hoe u zult voorkomen dat dat niet meer gebeurt? U antwoordt dat er een camera is geplaatst in een depot, maar ik weet dat uit meerdere depots oefenwapens en andere wapens verdwenen zijn. Niet uit één, niet uit twee, niet uit drie en niet uit vier, maar uit nog meer verschillende locaties van de federale politie. De plaatsing van één camera in het wapendepot te Brussel lost helemaal niets op.

Mijnheer de minister, geef ons de informatie waarop we recht hebben. Wat is er verdwenen? Wat zult u daaraan doen? Het is onaanvaardbaar om het hoofd in het zand te steken, zoals Snoeck en co doen, want dat is werkelijk problematisch.

09.06 **Maaïke De Vreese** (N-VA): Mijnheer de minister, ik heb geluisterd naar wat u hebt toegelicht. Onmiddellijk werd er een proces-verbaal opgesteld en een administratief onderzoek opgestart, met als resultaat een volledig syntheserapport. Ook de Algemene Inspectie is daarbij betrokken. Alle inspectiediensten die daarvoor in aanmerking komen, zijn ingeschakeld. Er zijn aanbevelingen geformuleerd en die aanbevelingen worden uitgevoerd. Ik ben wel benieuwd welke aanbevelingen dat precies zijn.

Ik merk op dat daarmee een procedure werd gevolgd die telkens wordt gevolgd wanneer materiaal verdwijnt of wordt gestolen. Daarnaast werd een zeer duidelijke omzendbrief opnieuw onder de aandacht gebracht van onze politiediensten.

Collega Vandemaele, het volgende moet mij van het hart. U stelt telkens dat 99 % van de mensen binnen de politie bonafide handelt en dat het over dat ene procent gaat. Tegelijkertijd sleurt u wel telkens de volledige politie door het slijk. U creëert steeds weer een soort van schandaalsfeer. Van verschillende mensen die bij de politie werken, van alle rangen, heb ik gehoord dat zij erkennen dat er zaken fout lopen, maar dat die ook worden opgepikt. Wanneer zij moeten komen getuigen, zullen zij dat ook doen. Als zaken beter kunnen worden aangepakt, zal men dat opnemen, ook samen met de minister. Het is onze taak als parlements lid om daarover vragen te stellen. De teneur van uw betoog is evenwel dat de volledige federale politie rot is en bewust wegkijkt wanneer wapens verloren gaan of worden gestolen, alsof er sprake is van een doofpotoperatie. Als dat werkelijk het geval zou zijn, dan kunnen we als land de boeken sluiten.

De minister heeft heel wat vragen beantwoord. Ik stel voor dat we voor meer inhoudelijke informatie schriftelijke vragen indienen, met name over de propositie.

(...): (...)

De **voorzitter**: Mijnheer Vandemaele, ik maan u aan tot rust.

09.07 **Ortwin Depoortere** (VB): Mijnheer de minister, ik begrijp zowel het standpunt van de heer Vandemaele als dat van mevrouw De Vreese.

De heer Vandemaele heeft duidelijk gesteld dat 99 % van de politiemensen het werk op een zeer goede manier doet. Het gaat over de 1 % die dat blijkbaar niet doet. Ik begrijp echter ook het standpunt van mevrouw De Vreese, die stelt dat er een sfeer wordt gecreëerd alsof er niets anders meer gebeurt dan malafide zaken. Dat is natuurlijk niet waar.

Mijnheer de minister, om juiste conclusies te kunnen trekken, moeten we een volledig beeld krijgen van wat er fout loopt bij het wapenbeheer. Als u dat vandaag niet kunt geven in antwoord op een mondelinge vraag, dan zullen wij dat blijven opvolgen via schriftelijke vragen.

Het bestaan van omzendbrieven en richtlijnen betekent niet dat er plots geen malafide zaken meer kunnen gebeuren. Laten we ons daarvan zeer bewust zijn. Ik hoop vooral dat er voldoende interne controlemechanismen zijn om dergelijke fouten in de toekomst zoveel mogelijk te voorkomen.

Ik reken daarvoor op de leidinggevenden binnen de federale politie. Op dat punt geef ik mevrouw De Vreese volledig gelijk. Als we geen vertrouwen meer kunnen hebben in de leidinggevenden van de federale politie, dan kunnen we inderdaad beter de boeken sluiten. We moeten een zekere mate van vertrouwen behouden in de federale politie, die moet instaan voor een juiste controle en registratie. Uiteraard moeten wij als parlements lid ook ons werk kunnen doen.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président**: Les questions n° 56012114C et n° 56012124C de M. Hervé Cornillie sont reportées. La question n° 56012170C de M. Patrick Prévot est sans objet.

10 **Vraag van Jeroen Bergers aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De randpremie" (56012094C)**

10 **Question de Jeroen Bergers à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La prime pour les policiers des zones de police de la périphérie bruxelloise" (56012094C)**

10.01 **Jeroen Bergers** (N-VA): Mijnheer de minister, in het regeerakkoord wordt expliciet gesteld dat het personeelsgebrek bij de politie in de Vlaamse Rand zal worden aangepakt met de invoering van een randpremie. U weet dat dat voor mezelf en mijn fractie zeer belangrijk is. U kondigde al aan dat u hier studiewerk naar wilt uitvoeren.

Die passage is dus belangrijk voor ons, maar het spreekt ook voor zich dat we erover willen waken dat die ook effectief wordt uitgevoerd. Op 29 april stelde ik u daarover al een vraag in de commissie. In uw antwoord gaf u aan dat u veel belang hecht aan de uitvoering van het regeerakkoord. Dat is al goed. U

gaf ook aan dat u in december een conferentie organiseerde over de aantrekkelijkheid van het politieberoep, waar de randpremie eveneens besproken zou worden. Bovendien zou u de resultaten van uw studiewerk aan het Parlement voorleggen zodra er een akkoord over de randpremie bereikt is.

Tegen die achtergrond heb ik de volgende vraag voor u: wat kwam er uit die politieconferentie? Ik heb op uw sociale media gezien dat er veel volk was, dus hopelijk kwam er veel constructieve informatie naar voren. Is er een verslag beschikbaar dat we kunnen nalezen?

Wat is de stand van zaken met betrekking tot uw studiewerk over de randpremie? Hoe oordeelt u over het uitgebreide studiewerk dat werd gedaan door het toekomstforum Halle-Vilvoorde en aan u werd voorgesteld eind vorig jaar op een conferentie waar wij beiden aanwezig waren? Wanneer verwacht u duidelijkheid te kunnen geven over de effectieve invoering van de randpremie? Wanneer kunnen we een wetsontwerp verwachten? Dank u wel.

10.02 Minister **Bernard Quintin**: Mijnheer Bergers, ik hecht veel belang aan de correcte en consequente uitvoering van het regeerakkoord.

De problematiek van het personeelstekort bij de politie, meer bepaald in de Vlaamse Rand rond Brussel, vereist een doordachte en evenwichtige aanpak. Op 15 en 16 december 2025 heb ik een conclaaf over de aantrekkelijkheid van het politieberoep georganiseerd. Dat conclaaf had tot doel transversale thema's te behandelen die betrekking hebben op alle korpsen van de lokale politie en entiteiten van de federale politie, zoals de instroom, dus de rekrutering, selectie en opleiding, evenals de doorstroom, zoals mobiliteit, retentie, loopbaanperspectieven, werkdruk en welzijn, en ook de uitstroom van medewerkers van de politie. Binnenkort worden de voorstellen op diverse vlakken onderzocht: regelgeving, impact op de politiewerking en impact op personeel en budget. Ik zal daar op een gepast moment op terugkomen.

De specifieke vraag naar een premie voor de politiezones in de Vlaamse Rand rond Brussel werd daarbij niet gericht behandeld, aangezien het om een bijzonder dossier gaat dat niet alle politiezones betreft. Dat dossier wordt afzonderlijk behandeld in het kader van het lopende studiewerk.

Het studiewerk met betrekking tot de randpremie wordt momenteel voortgezet. Verschillende pistes worden onderzocht, onder meer met betrekking tot de doelgroep, de juridische verankering, de budgettaire impact en de mogelijke neveneffecten op andere politiezones en op de federale politie.

Voor mij is het in dit dossier, zoals in al mijn dossiers, essentieel dat eventuele maatregelen juridisch robuust zijn, budgettair beheersbaar blijven en geen ongewenste verschuivingen veroorzaken binnen het geïntegreerd politielandschap. Om die redenen is het aangewezen het studiewerk grondig af te ronden alvorens beleidskeuzes te formaliseren.

Het uitgebreide studiewerk dat werd aangeleverd door het toekomstforum Halle-Vilvoorde wordt met de nodige aandacht bekeken. Het bevat waardevolle elementen en concreet inzicht in de specifieke context en uitdagingen in de Vlaamse Rand. Ik waardeer echt het werk dat wordt gedaan en de goede contacten die ik met de collega's uit de Rand onderhoud.

Dat werk vormt een van de inputbronnen binnen het bredere analysekader, naast de interne administratieve analyse en het overleg met andere betrokken actoren. Het kan echter niet los worden gezien van de ruimere federale politiecontext en de noodzaak tot coherentie met het algemeen politiebeleid.

Op dit moment kan ik nog geen exacte timing meedelen voor de effectieve invoering van een randpremie noch voor de indiening van een eventuele regelgevende rechtsgrond. We willen dat wel zo vlug mogelijk doen. Het studiewerk is aan de gang en ik wil een duidelijk juridische grond. Ik ken immers veel te veel andere situaties. De neveneffecten zijn voor mij eveneens van groot belang. Daarvoor bestaat een heel goede samenwerking en uitwisseling met de verantwoordelijken van de Rand rond Brussel.

10.03 **Jeroen Bergers** (N-VA): Mijnheer de minister, we willen allemaal een juridisch robuust kader. Dat is volgens mij ook perfect mogelijk. Indien het niet juridisch robuust is, houdt het geen stand. Ik begrijp dat het onderwerp niet specifiek aan bod is gekomen op de conferentie. Dat is een beetje

jammer, omdat u hier zelf had verwezen naar die conferentie als een belangrijk ijkpunt om met betrekking tot de randpremie nieuwe zaken uit te werken, te bespreken en door te spreken.

Ik begrijp dat u nog niet kunt aankondigen wanneer u met een wetsontwerp zult komen, maar u begrijpt ook dat dit een heel belangrijk aspect van het regeerakkoord is voor veel mandatarissen in de Rand. Daarom hebben we al doorgedreven studiewerk gedaan en aan u bezorgd. Ik wil u aanmoedigen om er de nodige aandacht aan te besteden en er zo snel mogelijk werk van te maken, zodat de beleidsmakers weten waar zij aan toe zijn. We kijken immers ook naar onszelf om extra inspanningen te leveren.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

11] Vraag van Jeroen Bergers aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De PFAS-vervuiling op brandweerterrainen" (56012098C)

11] Question de Jeroen Bergers à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La pollution aux PFAS sur des terrains des services d'incendie" (56012098C)

11.01] Jeroen Bergers (N-VA): Geachte minister, ik heb u al een aantal keren ondervraagd over de PFAS-vervuiling op brandweerterrainen. In het regeerakkoord staat dat we een fonds zullen oprichten dat voorziet in middelen voor saneringswerken. Dat is ook heel belangrijk voor lokale bestuurders die met dergelijke vervuilde terreinen worden geconfronteerd.

In een antwoord op een van mijn vragen werd verwezen naar een studie waarin men de financieringsmechanismen in kaart wil brengen van de negatieve gevolgen van die PFAS-vervuiling. In uw antwoord gaf u aan dat het nog te vroeg was om resultaten te communiceren.

We zijn enkele maanden verder, dus ik probeer het opnieuw. Ik vroeg me af of er nu al concrete resultaten zijn waarover u kunt communiceren? Wanneer worden de resultaten van de studie verwacht? Wat zijn de concrete doelstellingen en actiepunten van de overheidsopdracht die daarvoor werd uitgeschreven? Is er een verslag beschikbaar van het overleg dat op 25 maart heeft plaatsgevonden? Hebt u al een idee in welke middelen u voor dat fonds wenst te voorzien?

11.02] Minister Bernard Quintin: Mijnheer Bergers, de studie die in de schoot van de interministeriële conferentie voor Leefmilieu werd uitgeschreven met betrekking tot een financieringsmechanisme voor de aanpak van de PFAS-vervuiling zal in principe eind januari door het studiebureau worden opgeleverd. Een stuurgroep, bestaande uit vertegenwoordigers van de verschillende bevoegde federale en gewestelijke departementen, heeft de studie via een maandelijkse vergadering opgevolgd, met als startpunt de kick-offvergadering van maart 2025.

Het bestek van de studie vermeldt de volgende drie delen: ten eerste, een inhoudelijke analyse van de bestaande onderzoeksrapporten, waarbij de bestaande kennis en antwoorden op de door de werkgroep opgesomde onderzoeksvragen in een helder overzicht wordt weergegeven; ten tweede, een juridisch onderzoek naar de mogelijke piste voor de oprichting van een financieringsmechanisme voor de aanpak van PFAS-verontreiniging, dat een samenwerking tussen verschillende betrokken actoren, publiek en privaat, faciliteert; ten derde, de ondersteuning van een co-creatietraject tussen de betrokken overheidsinstanties, met het oog op de totstandkoming van het meest wenselijke financieringsmechanisme.

Het eindrapport zal aan de UCL worden voorgesteld, in principe in de maand maart, waarna door de bevoegde federale en gewestelijke regering beslissingen moeten worden genomen over de oprichting, de middelen, de timing en alle andere modaliteiten van een financieringsmechanisme.

11.03] Jeroen Bergers (N-VA): Ik dank u voor het duidelijk antwoord, mijnheer de minister.

Het is goed nieuws dat die timing zo concreet is. Ik vermoed dat dit in januari voor de regering beschikbaar is en het in maart volledig openbaar wordt voorgesteld. We kijken ernaar uit, zodat we het nodige werk kunnen doen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

12 Vraag van Jeroen Bergers aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De uitrol van het Kanaalplan" (56012099C)

12 Question de Jeroen Bergers à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Le déploiement du plan Canal" (56012099C)

12.01 Jeroen Bergers (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister Quintin, het Kanaalplan werd in 2015 uitgerold door een van uw voorgangers op Binnenlandse Zaken, niet door uw rechtstreekse voorganger, maar door uw huidige collega-minister Jambon. U weet waarom dat plan er kwam, met name door de radicaliseringsdreiging en de aanslagen die wij hebben meegemaakt. Het plan focuste zich op de Brusselse Kanaalzone, maar ook op de Vlaamse Rand en Antwerpen. Het zette in op extra politie- en woonstcontroles en op gerichte acties tegen illegale economie en extremisme.

In het nieuwe regeerakkoord werd aangekondigd dat het Kanaalplan in Antwerpen, Brussel en de Rand een actualisering zou krijgen, specifiek ook gericht op georganiseerde misdaad, wapen- en mensenhandel, drugshandel en illegale economie. Dat plan is broodnodig. U doopt het nu om tot het Grootstedenplan en maakt daarbij al een aantal doelstellingen bekend. Dat is belangrijk.

Op 1 oktober 2025 bespraken we hier in de commissie al de uitrol van het Grootstedenplan. U gaf toen mee dat u een veel groter werkingsgebied voor ogen had dan wat in het regeerakkoord was opgenomen. Ook maatregelen inzake cameratoezicht en militairen op straat zouden deel uitmaken van het plan. Wij weten dat het dossier van minister Francken en uzelf over de militairen op straat in feite klaar is. Jammer genoeg wordt het echter gekoppeld aan een ander dossier, waardoor het vertraging oploopt.

Intussen zijn we enkele maanden later. Daarom heb ik de hiernavolgende vragen. Hoe verloopt de uitrol van het Grootstedenplan op dit moment? Is het, gelet op de budgettaire noden, realistisch om het plan effectief over een veel groter werkingsgebied uit te rollen dan wat in het regeerakkoord werd vooropgesteld? Welke bijkomende middelen, zowel financieel als in mankracht, worden uitgetrokken voor de betrokken lokale politiezones in het kader van het Grootstedenplan? Welke maatregelen plant u nog, behalve de aangekondigde camera's en militairen op straat? Welke timing stelt u daarvoor voorop?

12.02 Minister Bernard Quintin: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Bergers, eind september 2025 werd het Grootstedenplan parallel uitgerold in zeven steden, namelijk Antwerpen, Brussel, Charleroi, Bergen, Gent, Luik en Namen. Het plan betreft een zogenaamde whole-of-governmentaanpak, waarbij een keten van besturen en instanties zich richt op de volledige keten van de drugscriminaliteitsproblematiek. Er wordt gestreefd naar de uitvoering van wat werd toegelicht in mijn beleidsnota van 24 april 2025.

Bovendien laat het plan, zoals ik van bij het begin heb gesteld, een inherente flexibiliteit qua uitbreiding toe, net omdat het niet op maat wordt gemaakt van één specifieke stad of context. Dat geldt voor Brussel en zijn omgeving, maar evenzeer voor de andere steden.

Het Grootstedenplan beoogt in de eerste plaats een geïntegreerde aanpak gericht op de grootstedelijke veiligheidscontext, maar ook op de luchthaven van Zaventem. Het is complementair aan het Stroomplan Antwerpen. De voornaamste pijlers zijn partnerschap, aanpak en methodiek, een preventieve pijler, een administratief-bestuurlijke pijler en een gerechtelijke pijler.

Wat de politie betreft, wordt gewerkt op vijf sporen, namelijk beeldvorming, bezetting en controle op het terrein, bestuurlijke handhaving, inzet van middelen in de grote steden en strijd tegen infiltratie en internationale samenwerking. Een van de speerpunten van die initiatieven en tevens de zichtbaarste component, betreft de acties van de politie. In drie maanden tijd werden in totaal 22 specifieke politieacties uitgevoerd in alle zeven steden, waarbij 1.903 politiemensen op het terrein werden ingezet. Naast de specifieke prioriteiten en doelstellingen ligt de nadruk ook op de inzet van technologische hulpmiddelen.

In het kader van de ANPR werd vorig jaar voor de uitbreiding van het cameraschild in ons land een subsidie van 25 miljoen euro uitgetrokken ten gunste van de lokale politie. De federale politie dient ondertussen het nodige te doen om de camera's van dat schild aan te sluiten op het overkoepelende

ationale platform. Tevens moet de federale politie voorzien in de nodige opslagcapaciteit, wat bijkomende kosten inhoudt. De progressieve aansluiting van de Brusselse camera's, sinds 5 november 2025, heeft absolute prioriteit. Er wordt naar gestreefd om dat tegen eind maart van dit jaar af te ronden. Voor de volledige uitrol van het cameraschild wordt gemikt op eind 2026.

In het kader van het Grootstedenplan wordt ook onderzocht of andere technologische middelen in aanmerking komen om te worden ingezet. Bijkomend werden er in 2025 ook nog andere steunmiddelen goedgekeurd in het kader van het plan. Dat betrof in hoofdzaak bestellingen om de steunverlening van de federale politie aan de politiezones verder te verbeteren, zoals voertuigen, materiaal, kogelwerende vesten, hondensteun, licenties, vorming, uitbreiding van het netwerk van verbindingsofficieren en rekruteringscampagnes.

Ten slotte, het belangrijkste tijdselement voor de uitvoering van het plan is het zo snel mogelijk operationaliseren, zeker wat betreft de inzet van de politiediensten op het terrein. Belangrijk is ook nog te vermelden dat het plan breder moet gaan dan eerdere bestaande plannen, zonder de goede praktijken uit voorgaande plannen overboord te gooien.

Dit plan en de daaraan gekoppelde acties moeten bovendien als subsidiair worden gezien aan de gerechtelijke inspanningen. De actie waarvan sprake richtte zich in de eerste plaats dan ook naar de zichtbare componenten voor de publieke veiligheid.

12.03 Jeroen Bergers (N-VA): Mijnheer de minister, bedankt voor uw omstandig antwoord.

Het stemt mij gelukkig dat er veel tijd wordt besteed aan dat cruciale plan. Het is immers heel belangrijk dat we de georganiseerde misdaad de baas blijven.

Ik hoor u graag spreken over Brussel en omstreken, omdat het belangrijk is om die uitdijende criminaliteit aan te pakken, die we elke dag merken en die objectief in de cijfers naar voren komt. Op dat vlak was ik ongerust dat dat niet blijkt uit uw KB over het cameraplan en het bedrag van 25 miljoen euro dat u hebt aangehaald. Het is één element van de verschillende elementen die u hebt aangehaald. Ik zal de andere elementen ook nog bekijken en nagaan of daarbij wel aandacht is voor de omstreken. In dat specifieke plan werd evenwel geen rekening meer gehouden met de Rand, hoewel objectieve cijfers aangeven dat de situatie daar ook problematisch is.

Voor mij is het zeker geen probleem om het werkingsgebied verder uit te breiden, zoals u ook doet. Ik vraag dan wel enige aandacht voor het eerste en het originele werkingsgebied.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

13 Samengevoegde vragen van

- **Ortwin Depoortere aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De toestand van de verkeerspost van de federale wegpolitie in Zelzate" (56012245C)**
- **Brent Meuleman aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De staat van het gebouw van de federale wegpolitie in Zelzate" (56012282C)**

13 Questions jointes de

- **Ortwin Depoortere à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "L'état du poste de circulation de la police fédérale de la route à Zelzate" (56012245C)**
- **Brent Meuleman à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "L'état du bâtiment de la police fédérale routière à Zelzate" (56012282C)**

13.01 Ortwin Depoortere (VB): Mijnheer de minister, ik ontving recent beelden die werden opgenomen in de verkeerspost Zelzate van de federale wegpolitie. Daarop is te zien hoe er water binnensijpelt in de gebouwen, met zichtbare schade aan plafonds en infrastructuur. Dat wijst op ernstige bouwkundige problemen en gebreken.

Niet enkel in die post rijzen er dergelijke problemen. Dat is nagenoeg in alle gebouwen van onze federale politiediensten het geval. Het gaat meestal om verouderde kazernes, die niet meer beantwoorden aan de noden van een moderne politiedienst en te kampen krijgen met de gevolgen van achterstallig onderhoud.

Mijnheer de minister, werd u op de hoogte gesteld van de problemen in de verkeerspost Zelzate? Welke meldingen of inspectieverslagen bestaan daarover? Zult u de nodige maatregelen nemen, onmiddellijk en structureel om de verkeerspost te renoveren of te herstellen? Kunt u mij een overzicht bezorgen?

Mijn stem begeeft het, dus ik zal het hierbij houden.

13.02 **Brent Meuleman** (Vooruit): Mijnheer de voorzitter, ik zou bijna denken dat u er emotioneel van wordt als het over Zelzate gaat. Als burgervader van de parel van het noorden ben ik uiteraard blij dat er samen met mij nog andere collega's bezorgd zijn over de infrastructuur op ons grondgebied.

Mijnheer de minister, bepaalde weersomstandigheden leggen structurele gebreken aan gebouwen of delen ervan die in slechte staat verkeren, nog duidelijker bloot. Dat is na de voorbije winterprik ook het geval voor het gebouw van de federale wegpolitie in Zelzate.

Bent u op de hoogte van de problemen met het gebouw van de federale wegpolitie in Zelzate? Welke gebreken vertoont het gebouw en welk remediëeringsplan staat daartegenover? Recent werden er zonnepanelen geplaatst. Voorziet men verdere structurele aanpassings- of verbouwingswerken aan dat gebouw? Ook een deel van het dak werd vernieuwd, maar er blijft een probleem van waterinsijpeling bestaan. Hoe groot is dat probleem? Welke remediëring staat daartegenover en op welke termijn? Welke impact heeft de toestand op de dagelijkse werking en op het personeel? Ooit waren er plannen voor een nieuwbouw op die locatie. Zijn die plannen definitief opgeborgen of is er nog hoop op een nieuwbouw?

Ik heb nog enkele bijkomende vragen. Er zou sprake zijn van de installatie van laadpalen voor elektrische voertuigen. Kunt u mij dat bevestigen? Hoeveel elektrische voertuigen heeft men op die post in gebruik? Ik verneem immers dat er geen zouden zijn. Zal die laadinfrastructuur ook kunnen gebruikt worden door het personeel voor het laden van eigen voertuigen?

13.03 Minister **Bernard Quintin**: Op 17 januari 2019 bracht de FOD WASO een inspectiebezoek aan de verkeerspost in Zelzate. Tijdens die inspectie werden meerdere tekortkomingen met betrekking tot de staat van de infrastructuur vastgesteld. Zo werd waterinfiltratie opgemerkt in het plafond van de kantine, de doucheruimte, de wapenopslagruimte en de hoofdingang. De vaststellingen wijzen op structurele problemen die de veiligheid, hygiëne en arbeidsomstandigheden van het personeel kunnen beïnvloeden. Naar aanleiding van de bevindingen werd een uitgebreid actieplan opgesteld en vervolgens ter kennisgeving aan de FOD WASO bezorgd.

Het gebouw waarin de wegpolitie van Zelzate is ondergebracht, werd gebouwd in 1974 en wordt sinds 2004 door de diensten van de wegpolitie gebruikt. Wanneer er een defect, storing of afwijking in de infrastructuur wordt vastgesteld, brengt de juridische verantwoordelijke van de verkeerspost systematisch de dienst Infrastructuur van de coördinatie- en steundirectie (CSD) op de hoogte.

Er zijn verschillende technische herstellingen doorheen de jaren doorgevoerd, door de federale politie in eigen beheer of via een private instantie of vanuit de Regie der Gebouwen. In 2022 werd opnieuw een deel van het dak boven de garage hersteld. Daardoor zijn de meeste waterlekken verholpen, maar momenteel is er nog steeds insijpelend water in de garage en het onthaal bij zeer hevig regenwater.

De diensten hebben contact opgenomen met de Regie der Gebouwen om de verontrustende toestand van de infrastructuur te melden. In 2022 werd besloten dat het project pas na 2026 zou worden gepland, binnen het kader van het meerjarige investeringsplan, met de integratie van de vrederechter op de betrokken locatie. Daarnaast werd besloten om over te gaan tot de aankoop van het aangrenzende terrein. Bovendien werd de Regie belast met een onderzoek naar ontwikkelingsmodaliteiten en coördinatie van de functies van de federale politie en justitie.

De federale politie, verspreid over 121 locaties, heeft een gestructureerd en regelmatig geactualiseerd infrastructuurmasterplan opgesteld, dat een duidelijk overzicht biedt en de prioriteiten rangschikt. De Regie der Gebouwen en mijn kabinet zullen een strategisch overleg organiseren, in samenwerking met de federale politie.

Daarnaast kan ik u meegeven dat ik aan de toezichtsminister van de Regie heb gevraagd om een

nieuwe werkmethode voor de jaarlijkse projecten in te voeren, zodat overleg wordt verzekerd en de verzoeken van de federale politie volledig worden meegenomen.

13.04 Ortwin Depoortere (VB): Mijnheer de minister, uiteraard ligt de grootste verantwoordelijkheid bij de Regie der Gebouwen en bij de toezichtsminister, zoals u zo mooi zei. Het is wel onvoorstelbaar dat er in 2019 vaststellingen werden gedaan, dat alle problemen die we vandaag nog kennen in het inspectieverslag werden geregistreerd en doorgegeven, zowel intern als extern, en dat men moest wachten tot 2022, vooraleer zeer voorzichtig het dak werd hersteld, wellicht om de grootste noden te lenigen. Nu zijn we weer drie jaar later en antwoordt u mij dat misschien na 2026 en na overleg met de toezichtsminister in het masterplan dat eraan komt, iets structureels en ten gronde zal gebeuren. Dat kan er bij mij niet in. Een overheid die respect heeft voor haar politiediensten, moet er ook voor zorgen dat die politiediensten op een goede manier worden gehuisvest.

Ik hoop dat er veel sneller op de bal zal worden gespeeld en dat men niet blijft talmen met die grootste noden. U spreekt van 121 sites in totaal. Dat is enorm veel. Ik hoop dat daarvoor de nodige middelen zullen worden uitgetrokken en vooral dat de problemen op korte termijn worden opgelost. Onze politiediensten verdienen dat.

13.05 Brent Meuleman (Vooruit): Mijnheer de minister, voor een goed begrip, u zei dat het vredegericht zal verhuizen naar de gebouwen van de federale wegpolytie. Is dat gepland voor dit jaar? Dat was mij niet helemaal duidelijk. Na 2026?

13.06 Minister Bernard Quintin: Na 2026. (...)

13.07 Brent Meuleman (Vooruit): Op een aantal vragen heb ik nog geen antwoord gekregen. Die zou ik graag nog schriftelijk ontvangen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

14 Vraag van Ortwin Depoortere aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De speekseltesten en ketamine in het verkeer" (56012247C)

14 Question de Ortwin Depoortere à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Les tests salivaires et la conduite sous l'emprise de la kétamine" (56012247C)

14.01 Ortwin Depoortere (VB): Ik verwijs naar de schriftelijke versie van mijn vraag.

Volgens het nieuwste jaarrapport van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie (NICC) is ketamine als drug in het verkeer duidelijk in opmars. Ook bij inbeslagnames staat ketamine bij de top 5 soorten drugs. Het NICC heeft aangegeven dat er aan tests wordt gewerkt die ketamine op het terrein kunnen opsporen.

Kan u verduidelijken waarom onze politiediensten nog steeds geen efficiënte speekseltesten hebben om ketamine rechtstreeks op het terrein op te sporen?

Is er concreet werk gemaakt van de ontwikkeling en uitrol van speekseltesten die ketamine detecteren? Sinds wanneer? Wat is de vooruitgang?

Welke extra middelen of beleidsmaatregelen voorziet u om ervoor te zorgen dat politiecontroles niet blijven hinken op verouderde technologie, waardoor bestuurders onder invloed van drugs onopgemerkt blijven?

Is de huidige wettelijke en technische aanpak van drugscontroles in het verkeer volgens u nog toereikend om de verkeersveiligheid te garanderen, gelet op de evolutie van nieuwe psychoactieve middelen zoals ketamine?

Wat met de detectie van designer drugs?

14.02 Minister Bernard Quintin: Dank u voor die vraag.

Aan de invoering van de mogelijkheid om een bepaalde nieuwe of relatief nieuwe stof op te sporen en het vastleggen van een strafrechtelijk kader gaat een heel proces vooraf, dat in de juiste volgorde dient te worden uitgevoerd. De dienst Centrex Wegverkeer van de federale politie heeft in de federale werkgroep Rijden onder Invloed, die onder leiding staat van de FOD Mobiliteit en Vervoer, een voorstel ingediend om ketaminegebruik strafbaar te stellen. Het voorstel werd door de werkgroep goedgekeurd.

Vervolgens werd het vervolg van het proces opgestart met het oog op het bereiken van voornoemde doelstelling. Zo werd het voorstel onder andere op wetenschappelijk vlak onderzocht door het NICC en opgenomen in een voorontwerp van de wet. Daarna dient mijn collega, de minister van Justitie, een overheidsopdracht op te stellen die zal leiden tot een raamcontract voor de aankoop van nieuwe speekseltesten ten behoeve van de geïntegreerde politie. Tijdens het onderzoek dat aan de gunning voorafgaat, dient het NICC, dat normaliter zal instaan voor het wetenschappelijke onderzoek van de door de kandidaten voorgestelde speekseltesten, voldoende tijd te krijgen om de aangeboden speekseltesten te beoordelen op kwaliteit en conformiteit met de vereisten. De praktische invoering van de effectieve opsporing van ketamine op het terrein is nog niet bepaald, maar 1 juli 2027 wordt als een realistische optie beschouwd.

In het kader van de opsporing van bestuurders onder invloed van drugs ben ik vragende partij om zoveel mogelijk drugssoorten opspoorbaar te maken en strafbaar te stellen. De cijfers tonen aan dat alle entiteiten van de geïntegreerde politie sinds het lopende raamcontract beschikken over ruim voldoende speekseltesten om hun taken uit te voeren. We moeten realistisch blijven, ook in de toekomst zullen bestuurders nieuwe stoffen gebruiken die het rijgedrag beïnvloeden. Steeds weer zal er gezocht moeten worden naar een wetenschappelijke methode, zoals speekseltesten, om op een snelle en efficiënte wijze te screenen. Ik wil benadrukken dat we ons echt richten op het rijden onder invloed, ongeacht de gebruikte stoffen.

Hierbij wil ik u eraan herinneren dat altijd een procedure kan worden opgestart op basis van artikel 35 van de wegverkeerswet. Het gaat daar om dronkenschap of een vergelijkbare toestand als gevolg van drugs- of geneesmiddelengebruik. Het is belangrijk te benadrukken dat we aandacht moeten blijven besteden aan zowel bestaande als nieuwe stoffen, maar dat we ons altijd bewust moeten zijn van de wet en het feit dat artikel 35 een cruciale rol speelt.

14.03 Ortwin Depoortere (VB): Die laatste opmerking klopt uiteraard, mijnheer de minister. We beschikken over een instrument in het strafrecht dat toelaat om personen die onder invloed zijn, ook van drugs, uit het verkeer te halen. Speekseltesten helpen onze politiediensten wel om op een snellere en efficiëntere manier dergelijke gebruikers te identificeren en uit het verkeer te verwijderen.

Ik betreur het enigszins dat de procedures zeer lang duren. Het is jammer dat we moeten wachten tot 1 juli 2027 voor dat instrument volledig in gebruik kan worden genomen. We lopen daardoor de feiten achterna. Wat u zegt, klopt en ik hoor het ook van mensen op het terrein: het zal niet stoppen, dagelijks duiken er nieuwe drugs in nieuwe vormen op. Daarom blijven we vaak achter de feiten aan lopen. Ik hoop dat we de procedures en de bureaucratie kunnen verkorten, zodat we efficiënter en sneller kunnen handelen. Dank u alvast voor uw gedeelde bezorgdheid daarover.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

15 Questions jointes de

- Julien Ribaud à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La loi Quintin pour l'interdiction d'organisations" (56012262C)
- Greet Daems à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La loi Quintin relative à l'interdiction de certaines organisations" (56012267C)
- François De Smet à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "L'avis critique du Conseil d'État concernant l'avant-projet de loi "interdiction associations"" (56012278C)
- Sarah Schlitz à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "L'avis du Conseil d'État sur le projet de loi de dissolution d'organisations" (56012326C)

15 Samengevoegde vragen van

- Julien Ribaud aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De wet-Quintin waarmee men organisaties wil verbieden" (56012262C)
- Greet Daems aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De wet-Quintin met betrekking tot het verbod op organisaties" (56012267C)
- François De Smet aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het kritische advies van de Raad van State over het voorontwerp van wet 'verbod organisaties'" (56012278C)
- Sarah Schlitz aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het advies van de Raad van State over het wetsontwerp inzake de ontbinding van organisaties" (56012326C)

15.01 **Julien Ribaud** (PVDA-PTB): Monsieur le ministre, le Conseil d'État a rendu un avis particulièrement réservé sur votre avant-projet de loi relatif à l'interdiction d'organisations. Cet avis ne porte pas sur des détails techniques, mais remet en cause un élément central de votre texte: le pouvoir pour l'exécutif de dissoudre administrativement des organisations. Jeudi dernier, dans la presse, vous avez indiqué que le gouvernement allait adapter son approche, en confiant la dissolution définitive au pouvoir judiciaire. Nous prenons acte de ce changement, qui confirme que le projet initial posait de sérieux problèmes au regard de l'État de droit et des libertés démocratiques. Cela montre que nos critiques, comme celles de nombreuses associations de terrain, étaient plus que fondées.

Dans la nouvelle architecture que vous évoquez, le gouvernement conserverait toutefois un pouvoir très étendu: suspendre administrativement une organisation et interdire certaines activités dans l'attente d'une décision judiciaire.

Quelle serait la durée maximale légale de cette suspension administrative? Peut-elle être prolongée, et si oui, combien de fois? Qu'entendez-vous concrètement par activités interdites? Dans votre projet de loi initial, la violation d'une interdiction administrative est punissable de sanctions extrêmement lourdes allant jusqu'à 50 000 euros d'amende et cinq ans de prison. Ces sanctions seront-elles maintenues telles quelles, même lorsque l'interdiction est purement administrative et encore en attente d'un jugement sur le fond? Comment justifiez-vous de telles peines alors que la légalité même de la mesure n'a pas encore été confirmée par un juge?

Vous affirmez que la décision finale appartiendra aux tribunaux. Or, chacun sait que la justice est aujourd'hui confrontée à un sous-effectif chronique et à des retards structurels importants. Pouvez-vous garantir que les tribunaux statueront rapidement dans ce type de dossiers? Des moyens supplémentaires sont-ils prévus pour le SPF Justice afin d'éviter que des organisations ne restent suspendues pendant des mois, voire des années, sans jugement définitif?

Vous avez par ailleurs déclaré que ce dispositif devait permettre d'agir très rapidement et de manière résolue. Pouvez-vous confirmer que cette rapidité repose sur des décisions administratives?

Sur la responsabilité politique de ce dossier, qui portera le dossier politiquement et juridiquement? S'agira-t-il de vous, en tant que ministre à l'origine de ce texte, ou la ministre de la Justice, Mme Verlinden? Pouvez-vous confirmer que la ministre de la Justice partage pleinement votre approche concernant le maintien de sanctions pénales lourdes sur la base de décisions administratives?

15.02 **Bernard Quintin**, ministre: Je vous remercie, monsieur Ribaud, pour cette question, qui me permet de rétablir et de contextualiser la vérité concernant un texte qui fait l'objet, dans le débat public, d'un certain nombre d'approximations, pour ne pas parler de désinformation. J'y reviendrai plus tard.

Permettez-moi d'abord de rappeler l'objectif de ce texte et la raison pour laquelle l'accord de gouvernement prévoyait une disposition en la matière. Ma volonté, comme celle de l'ensemble du gouvernement, est de pouvoir mettre hors d'état de nuire, sans délai, des organisations qui représentent une menace grave, actuelle et avérée pour la sécurité nationale ou pour la pérennité de l'ordre démocratique et constitutionnel.

Concrètement, ce projet de loi vise à mettre hors d'état de nuire un groupement de fait ou de droit qui organise de manière répétée, sur le territoire belge, des activités ou événements publics dont les discours ou mises en scène incitent à l'exclusion ou à la déshumanisation de groupes de population, notamment sur la base de leur origine, de leur religion ou de leur orientation sexuelle. Il vise également les associations qui, depuis le territoire belge, organisent des collectes de fonds ou des événements culturels récurrents destinés à soutenir matériellement ou logistiquement des groupes terroristes figurant sur les listes de sanctions de l'Union européenne, en utilisant explicitement leurs symboles ou slogans.

Qui pourrait réellement être contre un tel objectif? Certainement pas le Conseil d'État. En tout cas, son avis ne conteste en rien la légitimité de l'objectif politique poursuivi. À ce titre, il mentionne, et je me permets de le citer, que "pour autant que les mesures à prendre ne visent qu'à écarter une menace grave et actuelle pour la sécurité nationale, la sécurité publique ou les fondements de l'ordre démocratique et constitutionnel, et n'aient pas vocation à être des sanctions, elles peuvent en principe être considérées comme des mesures de police générale ou spéciale". Une voie administrative contre les groupements qui sont des dangers pour la sécurité nationale ou l'ordre démocratique ou constitutionnel est donc permise.

Bien entendu, le Conseil d'État formule une série de recommandations dans son avis. Nous allons poursuivre le travail en intégrant ces remarques, afin de disposer d'un mécanisme administratif solide permettant d'interdire, pour une durée déterminée, les activités de ces organisations dangereuses, dans l'intérêt de nos concitoyens, de la sécurité nationale et de l'ordre démocratique et constitutionnel.

Nous aurons l'occasion d'y revenir lorsque le projet de loi sera présenté à la Chambre. À ce moment-là, je pourrai répondre à l'ensemble des questions techniques que vous avez soulevées, monsieur Ribaud. Comme vous l'avez d'ailleurs mentionné, à raison, le Conseil d'État souligne parallèlement qu'une dissolution définitive des organisations dotées de la personnalité juridique devra, bel et bien être réalisée par la Justice.

J'en prends acte, et cela ne nous empêche certainement pas d'avancer sur la voie administrative en interdisant certaines activités de groupements dangereux. Il est donc clair que la voie judiciaire devra alors être accélérée car, en matière de sécurité, il n'y a pas une seconde à perdre. Je travaillerai en cela avec ma collègue de la Justice, bien évidemment.

Ces éléments généraux développés, permettez-moi tout de même de revenir sur certaines de vos questions plus spécifiques, et sur celles qui n'ont pas été posées, sur vos inquiétudes et sur la nature et la proportionnalité des mesures prévues. Je le répète, le seul et unique objectif, c'est de mettre hors d'état de nuire, sur la base de rapports étayés des services de renseignement, les organisations dangereuses qui menacent de manière grave et répétée la sécurité de notre pays.

La violence, la haine et le désordre, d'où qu'ils viennent, de gauche, de droite ou d'ailleurs, sont intolérables. Ce texte n'a aucune vocation à restreindre la liberté d'expression, au contraire, cette dernière est sanctifiée. L'objectif est précisément de protéger l'espace démocratique dans lequel la liberté d'expression peut s'exercer.

Une démocratie ne peut fonctionner que si le débat, même vif, même dérangeant, peut avoir lieu, sans intimidation, sans menace et sans violence. Lorsqu'un groupement organise, structure ou finance la diffusion de la haine, de la violence ou de la déshumanisation, il ne participe plus au débat démocratique, il cherche à le faire taire. C'est contre cela que ces mécanismes visent à agir, afin que chacun et chacune puisse continuer à s'exprimer librement, dans un cadre sûr et respectueux de l'État de droit.

Il permettra à chacun de continuer à défendre ses idées, à contester et à manifester, sans craindre de voir sa cause confisquée par une minorité qui l'utilise pour pousser un agenda caché et menacer de

manière répétée notre sécurité. Les citoyens pourront donc, évidemment, continuer à se mobiliser pour leurs causes, qu'elles soient nationales ou internationales. Mais si les services de sécurité démontrent qu'une association dévoie ces mêmes causes pour menacer la sécurité collective, pour répandre la haine de manière systémique et répétée, peu importe la couverture qu'elle emploie, alors là, oui, des mesures immédiates seront prises pour cette association spécifique.

Mesdames et messieurs, monsieur Ribaud, l'avis du Conseil d'État confirme que le projet s'inscrit dans un équilibre acceptable entre sécurité et liberté. Je me permets d'ajouter, d'expérience personnelle, que je sais combien cet équilibre est précieux.

Je vous remercie.

15.03 Julien Ribaud (PVDA-PTB): Je vous remercie, monsieur le ministre, pour ces précisions et j'ai hâte de pouvoir discuter des aspects techniques quand l'avant-projet sera écrit.

Il y a toutefois un fait que l'on ne peut pas contourner. Le gouvernement a dû reculer après l'avis critique du Conseil d'État et sous la pression de nombreuses organisations de la société civile (syndicats, juristes, défenseurs des droits humains, etc.) et de l'opposition.

Ce recul n'est pas un détail technique mais un rappel à l'ordre clair sur l'atteinte aux droits démocratiques. C'est une première victoire. Ce recul reste partiel parce que le cœur du problème demeure. Vous maintenez en fait un dispositif qui permet de suspendre des organisations, d'interdire des activités, comme vous l'avez dit, et de prévoir de lourdes sanctions avant toute décision d'un juge de fond. Vous répétez que l'objectif de la loi est de mettre hors d'état de nuire des organisations radicales et dangereuses qui menacent la sécurité de notre société, mais ce qui pose réellement problème c'est que, comme le disent tous les avis qui sont rentrés, la notion est vague, large, floue et ouvre la porte à l'arbitraire politique. C'est une menace majeure pour nos droits démocratiques. L'Institut Fédéral des Droits Humains, dans son avis, va en fait à l'encontre de ce que vous avez dit: "Ce projet constitue une restriction disproportionnée de la liberté d'expression et de la liberté d'association".

Alors, remettre en question la politique d'austérité, défendre nos droits sociaux, critiquer le gouvernement et s'unir collectivement, ce n'est pas un crime. Et, face à ce gouvernement de casse sociale et de militarisation, un contre-pouvoir critique est indispensable.

Vous présentez votre projet de loi comme un outil de lutte contre la criminalité, la violence voire le terrorisme, mais je vous rappelle que la justice dispose déjà des moyens nécessaires pour poursuivre les individus qui commettent des actes illégaux. Par conséquent, non, cette loi ne rendra pas notre pays plus sûr! Je répète ce qu'on a déjà dit; votre projet de loi a un autre objectif: museler les voix critiques et criminaliser la contestation sociale. Il est donc clair pour nous que la loi Quintin, dans son ensemble, doit être abandonnée.

Le **président**: M. le ministre souhaite répliquer.

15.04 Bernard Quintin, ministre: Merci. Je me permets d'intervenir. Cela m'arrive de temps en temps.

Je voudrais dire trois choses. D'abord, il n'y a pas de loi Quintin. Cela n'a pas beaucoup d'importance.

Deuxième chose, je respecte l'État de droit. Je respecte tellement l'État de droit que mon avant-projet de loi passe par les instances qui doivent remettre un avis, en ce compris le Conseil d'État.

Mais il faut respecter le Conseil d'État. Le Conseil d'État dit: "Monsieur le ministre, la dissolution est une mesure à caractère définitif, et une mesure à caractère définitif ne peut pas être prise par la voie d'une mesure de police administrative". J'en prends bonne note, j'enlève cela. Si cela, ce n'est pas respecter les instances d'avis et respecter la démocratie, je ne sais pas ce que c'est.

Mais, partant, dans le reste de son avis, il dit: "Mais vous pouvez prendre des mesures de police administrative pour atteindre les objectifs légitimes que vous poursuivez". Il faut lire tout l'avis du Conseil d'État.

Le troisième élément est qu'il ne s'agit pas et qu'il ne s'agira jamais d'empêcher la contestation des

mesures qui sont prises par les autorités, quelles qu'elles soient. Je n'aurai pas de cesse d'autoriser, de permettre, de rendre possible, justement, la contestation, en ce compris des mesures – que je pense justes et utiles – que prend mon gouvernement.

Cela ne marche pas si on ne peut pas manifester contre ça, si on ne peut pas dire qu'on n'est pas d'accord. La manière de manifester est réglée par ailleurs, par d'autres mesures qui appartiennent aux bourgmestres, avec l'appui de la police fédérale, etc.

Mais je ne peux pas vous laisser dire que mon objectif secret serait de museler l'opposition. En tout cas, je veux profiter de cette réplique – je ne sais pas si c'est ainsi qu'on appelle cela dans le jargon – pour dire que je m'inscris en faux contre cette accusation que vous portez et le procès d'intention que vous me faites.

15.05 Julien Ribaud (PVDA-PTB): Mais loin de moi, monsieur le ministre, de dire que vous n'êtes pas pour la démocratie et le fait de passer par les instances.

Je vous ai effectivement dit que c'était une bonne chose et que je prenais acte du fait que, sur l'avis du Conseil d'État, vous reculiez sur une des mesures qui étaient les plus dangereuses, selon nous, et que vous repassiez devant un juge.

Mais il y a un deuxième point qui, pour nous, reste essentiel, c'est que la notion de radicalité et de dangerosité est totalement floue dans ce projet de loi. Il est écrit que les syndicats ne sont pas visés, sauf s'ils changent de nature. Qui définit la nature des activités qu'ils peuvent avoir? Qui?

À partir du moment où l'on bascule vers l'administratif et non plus vers le judiciaire, il existe effectivement un risque d'interprétation.

D'autres collègues, issus d'autres partis et d'autres obédiences politiques, l'ont également souligné. Ils ont mis en garde en indiquant que, si aujourd'hui vous êtes au pouvoir, d'autres pourraient l'être demain. À partir de là, un flou subsiste dans cet avant-projet de loi, ce qui nous place dans une discussion d'une autre nature, une discussion politique. Oui, il existe ici un risque.

15.06 Bernard Quintin, ministre: (...)

15.07 Julien Ribaud (PVDA-PTB): Ce sont vos collègues du gouvernement qui l'ont affirmé dans des interviews, pas moi. Il subsiste donc un flou dans ce projet de loi, un flou qui pourrait permettre, en pratique, de museler la contestation sociale. Je le maintiens, et je le maintiens fermement, comme de nombreux spécialistes et acteurs de terrain, qui restent très méfiants et demandent l'abandon de ce projet de loi, qu'ils considèrent comme un danger pour nos droits démocratiques.

De **voorzitter**: Ik heb een licht vermoeden dat deze discussie en het debat nog zullen terugkomen.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

16 Question de Xavier Dubois à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Les sanctions administratives communales (SAC)" (56012287C)

16 Vraag van Xavier Dubois aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De gemeentelijke administratieve sancties (GAS)" (56012287C)

16.01 Xavier Dubois (Les Engagés): Monsieur le ministre, voici quelques semaines, un article de presse a relayé la décision du parquet de Namur de dénoncer les protocoles d'accord relatifs aux sanctions administratives communales (SAC), en particulier en ce qui concerne les infractions en matière de mobilité. Il en découle l'impossibilité pour les communes de poursuivre la gestion administrative de ces infractions. Les conséquences sont sérieuses. Ainsi, un flou va envelopper la répartition des tâches entre la police locale et le parquet. L'impact le plus lourd pour les communes sera une perte de recettes. Ces recettes sont relativement importantes pour certaines communes, notamment, en particulier, celle de Namur. Les citoyens seront confrontés à des incertitudes, avec en plus un problème d'égalité de traitement des dossiers. Il est donc nécessaire de pouvoir répondre au plus vite à ces questions.

Monsieur le ministre, comment réagissez-vous à la décision du parquet de Namur de dénoncer ces protocoles d'accord? À quelle date précise cette dénonciation prendra-t-elle effet, et est-elle toujours en vigueur à ce jour? Le parquet de Namur est-il le seul à avoir pris cette mesure, en réaction, semble-t-il, au sous-financement structurel de la justice? Quelles initiatives concrètes comptez-vous prendre? Il me semble absolument nécessaire que les infractions soient traitées correctement pour que les villes et communes concernées retrouvent leur capacité de gérer ces infractions. Une concertation ou une autre initiative ont-elles été envisagées afin de résoudre ce problème?

16.02 Bernard Quintin, ministre: Monsieur Dubois, j'ai également appris avec regret, je dois le dire, que le parquet de Namur avait dénoncé unilatéralement les protocoles d'accord relatifs aux sanctions administratives communales relativement aux infractions mixtes d'arrêt et de stationnement. Cette décision a été communiquée au gouverneur et aux bourgmestres de la province de Namur, ainsi qu'aux chefs de corps des zones de police et qu'aux fonctionnaires sanctionneurs de l'arrondissement judiciaire de Namur par un courrier daté du 18 septembre 2025 qui fut reçu dans les jours qui ont suivi.

Pour l'heure, je n'ai pas connaissance que d'autres parquets aient suivi cette décision. Étant donné que l'initiative de la dénonciation émane du ministère public, ma collègue compétente pour la justice disposera d'informations plus précises à ce sujet.

Je suis parfaitement conscient que cette décision entraîne des conséquences sérieuses pour l'application pratique de la loi relative aux sanctions administratives communales dans l'arrondissement judiciaire de Namur, risquant de réduire à néant les efforts déployés ces dernières années.

En réaction à la décision du ministère public, j'ai écrit à la ministre de la Justice afin de lui demander d'examiner ensemble s'il est possible, en concertation avec le parquet, de parvenir à une solution constructive. Je ne doute pas que ma collègue ait déjà pris contact avec le ministère public de Namur pour parvenir à une solution constructive qui réponde de manière optimale à l'application effective de la loi sur les sanctions administratives communales sur le terrain.

Je vous remercie.

16.03 Xavier Dubois (Les Engagés): Merci pour les informations.

J'entends qu'un courrier a été envoyé à la ministre de la Justice. Je pense qu'il serait intéressant aussi de lui poser la question directement. Mais je pense qu'il faut trouver une solution constructive pour faire en sorte qu'on rétablisse, finalement, le traitement de ces infractions qui peuvent poser de gros problèmes dans les villes et communes concernées. Il faut espérer, bien sûr, que cette initiative ne fasse pas tâche d'huile au niveau d'autres juridictions. En effet, cela pourrait être encore plus problématique dans d'autres régions. On sera très attentifs et on questionnera également la ministre de la Justice. Merci.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

17 Vraag van Jeroen Bergers aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De integratie van bewakingscamera's" (56012290C)

17 Question de Jeroen Bergers à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "L'intégration des caméras de surveillance" (56012290C)

17.01 Jeroen Bergers (N-VA): Mijnheer de minister, het is belangrijk dat de camera's die in private handen zijn, maar ook in handen van de verschillende overheden in ons land maximaal worden ingezet voor het realiseren van veiligheid en ook maximaal beschikbaar zijn voor de diensten die ze nodig hebben.

U hebt al een heel goed initiatief genomen door ervoor te zorgen dat de lokale politiezones toegang hebben tot de camera's van de NMBS in de stations, waarvoor mijn dank. Dat initiatief bewijst elke dag zijn nut. Ik zal de hele vraag niet opnieuw voorlezen, gelet op het gevorderde uur. Wenst u verdere stappen te zetten om nog meer efficiëntiewinsten te boeken en pilootprojecten in te voeren met betrekking tot het delen van andere camera's?

17.02 Minister **Bernard Quintin**: Mijnheer Bergers, ik ben het volledig met u eens dat beelden die in de openbare ruimte of in kritieke infrastructuur gegenereerd worden, aangewend moeten kunnen worden voor meerdere veiligheidsdoeleinden als dat relevant is voor de openbare veiligheid. Uiteraard moet dat gebeuren binnen een juridisch robuust kader, met duidelijke garanties inzake traceerbaarheid, gegevensbescherming, verantwoordelijkheden en toezicht.

U geeft het voorbeeld van de NMBS. Dat is inderdaad een belangrijke ontwikkeling die we hebben gerealiseerd en geïnaugureerd in Vilvoorde, die dagelijks haar operationele meerwaarde voor de politiezones aantoonst. In dezelfde geest lopen er momenteel gesprekken om ook toegang te krijgen tot de beelden van de MIVB, aangezien netwerken van het openbaar vervoer bijzonder gevoelige plaatsen zijn op het vlak van veiligheid en incidentenbeheer.

Tegelijkertijd ontwikkelt de federale politie een videoplatform voor de geïntegreerde politie. Dat instrument heeft tot doel de politiediensten, evenals derden die over een eigen videocentrale beschikken en die hun beelden binnen een juridisch afgebakend kader wensen te delen met de politie, toe te laten aan te sluiten op één gemeenschappelijk platform. Het doel is om concreet te testen hoe beelden uit verschillende bronnen doelgericht beschikbaar kunnen worden gemaakt, in functie van operationele noden, zonder parallelle systemen te creëren of afbreuk te doen aan de bestaande wettelijke waarborgen. Het platform bevindt zich momenteel in de ontwikkelingsfase.

Dat geldt met name voor heel concrete vraagstukken, zoals de mogelijkheid om niet alleen in realtime toegang te krijgen tot de beelden van de NMBS, maar ook tot een beperkte beeldhistoriek wanneer dat noodzakelijk zou zijn om een incident te begrijpen of te beheren, of de mogelijkheid voor de politie om toegang te hebben tot camerabeelden van hulpdiensten wanneer die relevant zijn voor de openbare veiligheid of voor een lopende interventie. Ik geef deze voorbeelden omdat ik hier actief aan werk.

Het lijkt mij immers dat de bestaande wettelijke grondslagen binnen de verschillende regelgevingen op zich wel toereikend zijn, maar op bepaalde punten bijsturing vergen.

Mijn aanpak is dan ook pragmatisch. We gaan stapsgewijs te werk, testen technische oplossingen, verankeren de juridische basis en waken erover dat elke toegang gerechtvaardigd, traceerbaar en onder duidelijke verantwoordelijkheden gebeurt. We delen dus in wezen hetzelfde doel: ervoor zorgen dat de aanzienlijke investeringen in cameratechnologie maximaal bijdragen aan de veiligheid van onze burgers dankzij een meer geïntegreerd, beter gecoördineerd en juridisch verankerd gebruik van de beelden. In die geest zal ik het werk voortzetten, in overleg met alle betrokken actoren en met de ondersteuning van het Parlement.

17.03 **Jeroen Bergers** (N-VA): Mijnheer de minister, dat zijn zeer goede initiatieven, waarvoor u op onze steun kunt rekenen. Brussel is inderdaad een zeer belangrijke zone waar veel veiligheidswinsten te boeken zijn. Daarvoor is het initiatief met de MIVB alvast zeer goed. Ik denk spontaan ook aan De Lijn en aan de TEC, dus dat lijken mij eveneens interessante pistes. Zowel die pistes als het platform waar u over spreekt, waar de historiek kan worden bekeken, lijken mij zeer nuttige engagementen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 56012246C van de heer Ortwin Depoortere is omgezet in een schriftelijke vraag.

18 **Vraag van Kjell Vander Elst aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het standpunt van de Belgische regering over Chat Control" (56012319C)**

18 **Question de Kjell Vander Elst à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La position du gouvernement belge en ce qui concerne Chat Control" (56012319C)**

18.01 **Kjell Vander Elst** (Open Vld): Geduld is een mooie deugd. We zitten in een nieuw jaar, maar het onderwerp blijft hetzelfde: Chat Control. Mijnheer de minister, u kent mijn standpunt. Ik ben tegen Chat Control en tegen de CSAM-verordening die nog steeds op tafel ligt. Het zogenaamde compromisvoorstel houdt in feite een uitbreiding in. Het gaat niet alleen meer over foto's of beelden, maar ook over tekstberichten. Ik vrees dat dat de deur opent naar een aantasting van onze volledige

privécommunicatie en onze tekstberichten. Dat vormt een aanslag op onze privacy. Zo heb ik mijn standpunt nogmaals kenbaar gemaakt, mijnheer de minister.

Op 3 december, iets meer dan een maand geleden, hebben we van gedachten gewisseld over het onderwerp. U vertelde toen twee zaken. Het eerste was dat u door de debatten voor een deel gerustgesteld was. Ik was het daar niet mee eens; ik was niet gerustgesteld op basis van het voorstel. Dat betreft dus een inhoudelijk meningsverschil, dat moet kunnen. Het tweede dat u toen zei, was dat België zich nog niet had gepositioneerd. Ons land heeft geen standpunt ingenomen en is ook niet tussengekomen. Ik heb coverschillende partijen, ook binnen uw coalitie, hoor dat men zich zal onthouden. Wie zich wil onthouden, moet dat toelichten en dat duidelijk uitspreken. Dat is niet gebeurd.

Enkele dagen geleden is er een document van het Coreper openbaar geworden, waarin punt 63 over Chat Control gaat. Daarin staat dat Nederland, Tsjechië, Polen en Slowakije tegen hebben gestemd en dat ook hebben verklaard. Hongarije heeft een verklaring uitgebracht en Italië heeft zich onthouden. Dat is geen gewone vergadering, mijnheer de minister.

(Rumoer)

Mijnheer Bergers, als u wilt tussenkomen, moet u een vraag indienen, zodat u kunt mee debatteren.

In dat document staat de houding van een aantal landen die niet stemmen vermeld. Om naar een triloog te gaan, is een gekwalificeerde meerderheid nodig. België heeft gezwegen, samen met andere landen die het ongetwijfeld eens waren met het voorstel om naar de triloogonderhandeling te gaan. Ik vind dat opmerkelijk. Het is logisch dat een land dat zich wil onthouden of verzetten, dat kenbaar maakt. Het is niet moeilijk om even het woord te nemen en te zeggen dat men zich als land onthoudt. Dat is niet gebeurd. U hebt zich zo aangesloten bij de stilzwijgende meerderheid die een gekwalificeerde meerderheid mogelijk heeft gemaakt en die naar de triloogonderhandeling is gegaan met een goedkeuring.

Mijnheer de minister, bevestigt u dat België tijdens het Coreper van 26 tot 28 november geen verzet of onthouding heeft laten registreren en dus impliciet deel uitmaakt van een gekwalificeerde meerderheid?

U verklaarde op 3 december 2025 dat België geen standpunt had. Betekent dat dat men zich gaat onthouden of betekent het dat men zich gaat verzetten? Of is er onverschilligheid en betekent het dat men meegaat met de meute?

Waarom heeft België geen voorbehoud laten optekenen, want, als men het toch niet eens is met die tekst, waarom heeft men dat dan niet uitgesproken? Welke instructie hebt u gegeven aan de permanente vertegenwoordiging op die vergadering? Waarom heeft die niets gezegd?

18.02 Minister **Bernard Quintin**: Mijnheer Vander Elst, ik heb al eens toegelicht hoe de aanname van de ontwerpverordening in de Europese Raad tot stand is gekomen. Bij mijn weten is in het Coreper door de voorzitter niet gevraagd wie voor was. Er is wel gevraagd wie tegen was. België was noch voor noch tegen, wat veel te veel gebeurt. Dat is een kanttekening. Ik betreur dat als minister van Binnenlandse Zaken, als vorige minister van Buitenlandse Zaken en als diplomaat in de vorige DGE. We hebben ons dus niet uitgesproken. Ik heb de tabel niet gezien, dus ik zal dat bekijken.

De voorzitter van de Raad heeft deze techniek toegepast om dit dossier, waarin alles wat Chat Control wordt genoemd geschrapt is, te kunnen deblokkeren. Zo is het dossier inmiddels in triloog voor onderhandelingen met de Commissie en het Parlement. Dat kan ik u vandaag op uw vragen antwoorden.

18.03 **Kjell Vander Elst** (Open Vld): Mijnheer de minister, u hebt niet uitgelegd waarom er niets gezegd is. Ik vind het logisch dat, als een land geen standpunt heeft – u zegt ‘noch voor, noch tegen’, maar eigenlijk is het ook ‘noch onthouding’, omdat er nog geen standpunt is afgeklopt – dat dit dan ook wordt meegedeeld.

Men neemt deel aan het Coreper, een officiële vergadering waarin men een standpunt afklopt of toch een positie inneemt waarbij bij gekwalificeerde meerderheid wordt beslist. Als men dan geen standpunt heeft, kan ik begrijpen dat u zwijgt, maar ik kan niet begrijpen dat men er zomaar van uitgaat dat België

zich zal onthouden en uiteindelijk zal tegenstemmen. Dat is niet waar. U weet dat er binnen uw regering partijen zijn die sterk voorstander zijn van dat voorstel. U weet dat er wellicht ook tegenstanders zijn, maar zomaar zeggen dat België zich sowieso zal onthouden en misschien nog zal tegenstemmen, is onjuist.

In dit dossier is het inderdaad betreurenswaardig dat er opnieuw geen standpunt is, want daardoor kan men niet meewerken met een aantal landen die zich hebben verzet. Als België beslist akkoord te gaan, kan er snel vooruitgang worden geboekt. Hier is echter gekozen om zich niet te verzetten, waardoor de gekwalificeerde meerderheid is bereikt, men nu naar triloogonderhandelingen gaat en er inderdaad nog een kans is om tegen te stemmen.

Ik hoop dat ons land die kans benut. Ik heb er echter geen goed oog in. Aangezien er een terughoudende houding is aangenomen in het Coreper, zal men waarschijnlijk na de triloogonderhandelingen binnen de Raad tegenstemmen.

Mijnheer de minister, het dossier wordt ongetwijfeld nog vervolgd, maar ik kan er niet goed tegen dat sommige partijen doen alsof de onthouding al een feit is en dat er nu een tegenstem komt of niet. Dat is namelijk niet waar. Over dat dossier is er nog niets beslist door de regering. Er is nog geen standpunt ingenomen: niet voor, niet tegen, noch onthouding. Het is dus niet correct dat men ervan uitgaat dat ons land zich al heeft onthouden.

(De heer Bergers vraagt het woord.)

De **voorzitter**: Nee, mijnheer Bergers, ik sluit het incident. Dit is een vragensessie tussen leden van de commissie en de minister. Er bestaat in het Reglement geen persoonlijk feit voor een commissievergadering. Ik moet streng zijn, want anders schep ik precedents voor andere leden en dat zal ik niet doen. Dit is geen debat tussen de leden onderling.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

Ik dank alle nog aanwezige leden en de minister om alle vragen te stellen en te beantwoorden. Bedankt voor uw geduld, heren Vander Elst en Bergers.

Ik sluit de vergadering.

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 18.35 uur.
La réunion publique de commission est levée à 18 h 35.*